

Spécial 20 pages

Entretien avec Yvan Benedetti : quel avenir pour les nationalistes ?

La destruction de l'intelligence en France

RIVAROL

N° 3199

“Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir”

DU 30/7/2015

AU 02/9/2015

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Nouvelle loi sur l'immigration : la France portes ouvertes !

- Révolte des éleveurs : un accord de dupes
- **Drame des paysans :
chaque jour deux agriculteurs se suicident**
- Guerre au FN : nouvelle victoire juridique
de Jean-Marie Le Pen
- **PACA : la maison frontiste brûle**
- Le projet de loi Cazeneuve :
la France en état d'invasion libre !
- **Pleins phares sur les escrocs au patriotisme**
- Comment les valeurs républicaines
assassinent la civilisation
- **Pourquoi la Turquie intervient-elle
dans la guerre en Irak et en Syrie ?**
- Gouvernement mondial : mythe ou réalité ?
- **Baccalauréat : le bradage s'intensifie**
- Une leçon pour notre temps :
la fin de l'empire romain d'Occident
- **Philippe Pétain : un homme d'Etat
diabolisé par des traîtres, eux, véritables !**



(Dessin de Chard)

N° 3199 du 30 JUILLET AU 2 SEPTEMBRE 2015



www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

OUBLIONS-LES
UN MOMENT !

DROIT AUX LETTRES

A NOS LECTEURS

Ce spécial 20 pages est le dernier numéro de RIVAROL avant la traditionnelle pause estivale. N'hésitez pas à l'acheter en grand nombre et à l'offrir à des amis, de la famille, des relations. Nous avons tiré ce numéro à près de 20 000 exemplaires pour permettre de le trouver plus facilement dans les points de vente et pour favoriser la diffusion militante des idées nationalistes. Vous pouvez aussi, à condition de vous y prendre rapidement, le commander à nos bureaux où le courrier postal et électronique sera traité jusqu'au 7 août inclus (compter 5 euros par exemplaire frais de port compris. Chèque à l'ordre des Editions des Tuileries) et de nouveau à partir du lundi 31 août 2015. Ce numéro de RIVAROL restera en vente cinq semaines. Le numéro de rentrée (le n°3200) sera daté du JEUDI 3 SEPTEMBRE 2015.

Toute l'équipe de RIVAROL souhaite à tous ses lecteurs de bonnes et paisibles vacances estivales en attendant de se retrouver, frais et dispos, pour de nouvelles aventures à la rentrée, à quelques mois de notre soixante-cinquième anniversaire que nous fêterons comme il convient en 2016.

L'équipe de RIVAROL.

● De Pierre LABAT :

LES KLARSFELD DÉCORÉS DE L'ORDRE DU MÉRITE PAR L'ALLEMAGNE !

Le 20 juillet, Beate et Serge Klarsfeld ont été récompensés par l'ambassade allemande en France qui les a décorés de l'ordre du mérite. Ce couple diabolique qui n'a eu de cesse de traquer les vieillards suspectés d'avoir servi naguère le régime national-socialiste a été salué pour son action « hors du commun », « symbolique de la politique de réconciliation de l'Allemagne », dit l'ambassadeur. Ce qui est un pur mensonge car, loin d'aider à une entreprise de réconciliation et de pacification, les Klarsfeld ont participé de manière permanente à l'entretien de la haine. Tant d'ailleurs à l'égard de l'Allemagne que de la France dont ils ont obtenu qu'elle se reconnaisse à jamais coupable en 1995. Le procès Barbie, le procès Papon, le procès Touvier, c'est eux ! L'instrumentalisation obsessionnelle de la Mémoire, c'est eux. Le matraquage idéologique des enfants des cours élémentaires et tout au long de la scolarité, c'est eux. La diabolisation du maréchal Pétain et les très fortes pressions exercées sur François Mitterrand pour qu'il renonce à fleurir la tombe du vainqueur de Verdun chaque 11 novembre, c'est encore eux.

Preuve de la soumission de l'Allemagne d'aujourd'hui à ses bourreaux, l'ambassadeur a prononcé un discours dithyrambique à l'égard du couple infernal : « Toute votre vie a été guidée par la volonté politique et morale d'empêcher les crimes nazis de tomber dans l'oubli et de lutter contre l'antisémitisme dans le monde entier ». Au point d'envoyer en prison des nonagénaires, belle mentalité !

● De Robert FAURISSON :

"HANNIBAL" ET "CHARD" : LEUR TOUR DE FORCE DU 23 JUILLET 2015

"Hannibal" jamais ne déçoit, mais là, il se surpasse. Son article dans RIVAROL (p. 12) du 23 juillet s'intitule « Supplique d'un aide-comptable stagiaire à A... ». On aura saisi l'allusion à l'ancien SS Oskar Gröning qui, comptable ou aide-comptable à Auschwitz pendant la guerre et maintenant âgé de 94 ans, vient d'être condamné à quatre ans de prison par le tribunal de Lüneburg pour complicité dans l'assassinat de 300 000 personnes.

Vraiment ? Aurait-il réellement participé à un assassinat de cette dimension ? La réponse est non. A franchement parler, il n'est pas même complice d'un seul assassinat. Il n'a pas touché un seul cheveu de détenu juif ou autre. Mais voici que, pour son malheur, il s'est simplement trouvé là où il ne le fallait pas et au moment où il ne le fallait pas non plus. Se passant de toute recherche de preuve d'un crime et de toute recherche d'un témoignage, le tribunal de Lüneburg s'est fondé sur « la notoriété publique » pour affirmer que, dans la période où l'accusé s'est trouvé au camp, 300 000 malheureux ont été gazés par d'autres personnes que lui et dont nous n'avons pas les noms : Gröning a été le complice d'une foule d'inconnus. Pendant qu'il comptait des sous confisqués aux prisonniers à leur entrée en prison (et qu'il allait falloir restituer à leurs propriétaires à leur sortie de prison) et pendant qu'il s'employait à distinguer marks, roubles, dollars et autres devises, d'autres SS, parfaitement inconnus, à bonne distance, gazaient tant et plus les arrivants. Pour son juge, le jeune Gröning ne pouvait pas ne pas le savoir. D'ailleurs, passant à confesse, Gröning avait fini par admettre l'existence de ces gazages et même, il avait tenu à faire savoir *urbi et orbi* qu'il réprouvait les efforts des "négaționnistes" qui — horreur ! — contestaient l'existence des chambres à gaz. Oui, il se sentait

coupable. Oui, il aurait dû tout faire pour obtenir une nomination ailleurs qu'à Auschwitz.

Le cheminement d'un esprit, d'une âme : rien de plus complexe parfois. Le juge qui, pour condamner un innocent, en vient progressivement à fouler aux pieds toute loi et tout droit. L'innocent qui finit par refuser de plaider son innocence. Voyez les procès de sorcellerie, ceux d'autrefois, ceux d'aujourd'hui. Renseignez-vous simplement sur les procès pour révisionnisme où le prévenu n'est pas si bête que d'aller affronter les idées reçues et, en conséquence, cherche à collaborer avec son juge ou sa jugesse. Lisez Dostoïevski. Et puis, non, vous n'en avez pas le temps. Alors contentez-vous de lire "Hannibal" qui, en trois quarts de page, réalise la prouesse de tout nous expliquer. Lisez-le ligne à ligne. Mot à mot. Jusqu'à en saisir les nuances, les subtilités, les sous-entendus. Le bougre connaît son affaire dans ses moindres replis. Et, s'il prend à la fin un air si dégagé, ironique et plaisant, c'est que, pour le connaisseur qu'il est, les jeux sont faits : les charlatans ont perdu la partie, les révisionnistes l'ont gagnée. Irrémédiablement.

Au passage, saluons "Chard" pour son dessin, tout aussi subtil et qui, lui aussi, en dit tant en si peu de mots. Savourez la réflexion du Pandore en pleine force qui, brandissant le nonagénnaire, nous lance : « Il a égaré les papiers qui auraient permis de confondre les négationnistes » et voyez la réplique du vieux aux mots transcrits en caractères tremblotants : « ça fait rien je me rappelle tout ».

Jamais on n'avait plus brièvement décrit le bilan d'une faillite : rien pour l'Histoire et tout pour la Mémoire, une mémoire de plus en plus défaillante et complaisante. Elle n'est pas près de s'achever l'Épuration des mourours ! Au besoin, voilà qu'on déterre les morts pour les juger. Un avantage : ils ne parlent plus. On les condamne et une loi *ad hoc* permet de faire taire ceux qui prendraient leur défense.

● Patrick de BOIRAGON :

AUX "SOURCES DU MAL..."

En dehors — j'imagine — des Girondins, très peu de Français connaissent le nom de Virginie Calmels. Ancienne de Canal + et d'Endémol, cette jeune femme qui débarque en politique est en train de faire ses classes en accéléré, sous la bannière « Les Républicains ». Cela grâce à Alain Juppé qui, après l'avoir "découverte" et nommée adjointe à l'Économie de la Communauté Urbaine de Bordeaux (la CUB) qu'il préside, vient de la faire désigner pour affronter Alain Rousset, l'actuel président (socialiste) de la Région Aquitaine, lors des prochaines élections régionales. Interrogée le 21 juillet sur RTL sur la crise des éleveurs, Virginie Calmels ne s'est pas contentée d'en rendre responsable l'actuel gouvernement. Après avoir noté que « la TVA sociale tant décriée... a été une solution en Allemagne », la jeune "Républicaine" a eu ce mot : « Tant qu'on n'ira pas aux sources du mal » (sic), on ne résoudra pas l'épineuse question qui a jeté des milliers d'éleveurs et de producteurs de lait sur nos routes, paralysant certaines activités économiques. Parmi ces « sources du mal », celle qui espère empêcher son concurrent socialiste de devenir le premier président de la grande région Sud-Ouest (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes) dont le nom reste à trouver, en pointe une plus particulièrement : les charges de toutes sortes qui grèvent les exploitations agricoles françaises, et qui les pénalisent face à leurs concurrents (notamment allemandes, espagnoles ou italiennes) moins lourdement chargées. Elle aurait pu ajouter, notamment, que la concurrence allemande s'était accrue en France du fait que les producteurs d'Outre-Rhin qui ne peuvent plus exporter leur viande ou leur lait en Russie (ce pays ayant imposé un embargo après la politique stupide de "représailles" économiques imposées à "Poutine" par le couple Hollande-Merkel sur ordre d'Obama après l'affaire ukrainienne), les écoulent à des prix plus compétitifs sur le marché français. Pour "remonter" complètement « aux sources », Valérie Calmels aurait pu s'en prendre surtout à la « politique agricole » aussi inadaptée qu'inopérante menée depuis des lustres par tous les gouvernements, aussi bien ceux de droite que de gauche, qui se sont contentés, avec la "complicité" plus ou moins passive de présidents de la FNSEA (le puissant syndicat agricole) dont — ne l'oublions pas ! — certains ont fini ministres, de caresser les "paysans" dans le sens du poil (à la manière d'un Chirac caressant le cul de leurs vaches en trinquant avec eux !) avec des mesures ou des aides qui, loin d'arranger les choses, n'ont fait que les aggraver. Et qui est à la "source" de cette politique agricole, sinon l'Union européenne ? Je ne sais pas si Virginie Calmels fera carrière en politique ⁽¹⁾. Mais, dans le "Système" qui s'est instauré en France, je doute qu'on la laisse longtemps essayer de « remonter aux sources » pour régler les problèmes. Car elle risque de y retrouver TOUS les responsables en



France des maux qui pourrissent aussi bien la vie des agriculteurs et des éleveurs, que celle des entrepreneurs, et même d'une majorité de Français en général. Et, parmi ces responsables figurent au premier rang les De Gaulle, les Giscard, les Chirac, ou les Sarkozy — appartenant tous à la « Droite Républicaine » ainsi que leurs ministres (au nombre desquels son "patron" direct, Alain Juppé, dont on oublie qu'il a été Premier ministre de Chirac, le "chouchou" du monde agricole) qui ont (mal) gouverné la France plus longtemps que leurs rivaux socialistes. Et qui sont tous des "européistes" acharnés !

(1) Virginie Calmels devrait méditer l'exemple de Vincent Feltesse, la "météorite" du socialisme aquitain. Celui-ci, simple maire de Blanquefort, parrainé par Alain Rousset, s'était vu accéder à la présidence de la CUB. Après la déroute socialiste aux dernières municipales, il s'était retrouvé "placardé" comme conseiller du Président Hollande. Alors, si Alain Juppé avait le « destin national » dont il rêve chaque matin en caressant son « crâne en peau de fesse » (dixit Laurent Gerra) !...

● De Martial L. :

LA POLITIQUE ULTRA-SIONISTE DU FRONT MARINISTE

Sous la présidence de Jean-Marie Le Pen, la politique étrangère du Front national pratiquée à l'égard des pays arabes d'une part et d'Israël d'autre part était dans l'ensemble équilibrée : respect d'Israël et respect des pays arabes dans la tradition bien française adoptée depuis De Gaulle et Mitterrand ainsi que par son fidèle ministre des Affaires étrangères Roland Dumas. « Dis-moi qui sont tes amis, je te dirai qui tu es » dit le proverbe. Cet équilibre précédent, raisonnable et conforme aux intérêts de la France s'est trouvé totalement bouleversé avec l'avènement du Front mariniste et plus particulièrement depuis l'irruption de l'avocat Gilles-William Goldnadel dans le proche entourage de Marine Le Pen. Il suffit de lire la biographie, par exemple sur Wikipédia, de Gilles-William Goldnadel pour comprendre que nous avons affaire à un avocat franco-israélien (sic) d'un ultra-sionisme sans limites...

Or, c'est désormais Gilles-William Goldnadel qui est plaignant contre Jean-Marie Le Pen dans l'affaire artificielle montée de toute pièce dite de « la fournée » et c'est encore Gilles-William Goldnadel qui est chargé de défendre Florian Philippot dans l'accusation de diffamation dont il fait l'objet de la part du Qatar ! Et les Gazaouis dans tout cela me direz-vous ? Silence complet sur leur martyre de la part du Front mariniste : les détournements de flotille humanitaire à destination de la Palestine, les bombardements au phosphore sur Gaza ne semblent pas du tout intéresser le Front mariniste ! Bien au contraire, Marine Le Pen lors d'une rencontre avec le « Parlement juif européen », le 8 juillet dernier, vient de rappeler qu'elle était opposée à quelque forme que ce soit de boycott

d'Israël ! Nous voilà rassurés sur l'absence totale de la moindre once d'israélophobie, voire de judéophobie chez Marine Le Pen ! Ouf !

● D'Erik LENORMAND. :

CET ÉTRANGE M. PHILIPPOT

Florian Philippot, lorsqu'il rejoignit le FN en 2011, bien qu'étant "énarque", nous fit plutôt bonne impression. Certes son passé politique était loin d'être vierge et c'est avec étonnement que nous apprîmes qu'il avait soutenu le socialiste et marxiste Jean-Pierre Chevènement lors de la campagne présidentielle de 2002 ! Mais bon communicant, il sut vite se faire sa place dans les media comme porte-parole du mouvement national... Certes son admiration immodérée pour De Gaulle qui avait fait don de la France à sa personne alors que le Maréchal Pétain, lui, avait en 1940 fait le don de sa personne à la France faisait de lui un original au sein du Front National, mais dans l'ensemble il assurait plutôt bien la défense des idées frontistes jusqu'à ces derniers temps. Puis nous avons appris par indiscretion d'un journaliste que ses mœurs étaient celles de Sodome : peu important en fait puisqu'il n'y a jamais eu de « police des braguettes » au FN. Puis après, nous avons appris que Philippot s'était vanté de n'avoir jamais voté pour Jean-Marie Le Pen alors que, pourtant, il était en mesure de le faire à la présidentielle de 2007 ! Voilà qui était tout de même surprenant !

Par ailleurs, il est de notoriété publique désormais que Philippot a joué, sinon le rôle du procureur, tout du moins un rôle majeur lors du bureau exécutif appelant à la suspension de Jean-Marie Le Pen ainsi qu'à sa radiation en tant que Président d'honneur du FN ! Notons encore les bizarres accointances de ce personnage interlope : poursuivi en justice pour diffamation par un pays arabe, le Qatar, il choisit pour se défendre Georges-William Goldnadel qui est tout sauf un ami du Front National canal historique. Notons à ce sujet que Me Goldnadel est plaignant contre le Menhir dans l'affaire dite de « la fournée » ! Enfin si Philippot joue les durs vis-à-vis du Qatar, il soutient la politique ultra-pro-israélienne menée par le Front mariniste !

Au fait, nous savons que les principaux dirigeants du FN, parce qu'ils n'en font pas mystère, sont officiellement catholiques, au moins de baptême. Quelles sont au juste les orientations spirituelles de Philippot, il serait intéressant de le savoir après tout : est-il catholique, athée, disciple du Grand Architecte maniant truelle et compas ? On sait aussi depuis l'émission de Thierry Ardisson « Salut les terriens » diffusée en 2013 que la grand-mère de Philippot était originaire de Pologne, était-elle originaire du Yiddishland ?

Une question vient tout de même à l'esprit : que fait Philippot au Front mariniste ? Est-il la réincarnation de Tartuffe ou y fait-il de l'entrisme afin de le détruire de l'intérieur ? Expliquez-vous, Monsieur Philippot !

PUBLICITÉ PAYANTE

Le nouveau livre choc de Laurent GLAUZY vient de paraître :



PEDO-SATANISME et FRANC-MAÇONNERIE : L'AUTEL DES ELITES (220 p + 28 p. en couleur. Prix : 21 € + 3 € frais de port)

Le pédo-satanisme est-il la conséquence de pratiques rituelles liées à une élite maçonnique ? Aujourd'hui, Bill Schnoebelen, ancien haut-représentant de l'Église de Satan, affirme que la Franc-maçonnerie pratique le pédo-satanisme comme rite initiatique du 33^e degré du Rite écossais ancien et accepté. Dans *Morals and Dogma*, en 1871, Albert Pike, un des « pères » de la Franc-maçonnerie, atteste que « la religion devrait être, pour nous tous, initiés de hauts grades, maintenue dans la pureté de la doctrine luciférienne. Oui ! Lucifer est Dieu. »

Et, en 1900, le grand mage Aleister Crowley, initié au 33^e degré, avoue dans *Magick in theory and practice*, le sacrifice de cent cinquante enfants par an, entre 1912 et 1928. D'ailleurs, en 1941, la police trouve le cadavre d'une fillette dans une loge, à Béziers. En 1998, des squelettes d'enfants sont découverts sous la maison londonienne de Benjamin Franklin, rédacteur de la Constitution américaine, Franc-maçon et adepte du *Hell Fire Club*. Le pédo-satanisme serait donc une pratique partagée par une élite maçonnique transmettant le pouvoir à des politiciens et des financiers ayant les mêmes valeurs occultes. Telle est la certitude du Dr Cecilia Gatto Trocchi, anthropologue. Elle ajoute qu'en quelques décennies, la société a évolué d'une logique matérialiste et communiste vers une spiritualité satanique et maçonnique.

L'auteur, Laurent Glauzy, démontre notamment les relations ayant existé entre Buckingham Palace et le pédomanie et nécrophile anglais Jimmy Savile. En 1990, Jean-Paul 2 décore cet « ami » des loges, de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand. Est-ce un hasard ? Don Luigi Villa, fils spirituel de Padre Pio et ancien agent de renseignement du Vatican, dénonçait l'influence satanique des « papes » depuis « Vatican II »

Les magistrats du Tribunal International contre les Crimes de l'Église et de l'État ont même accusé de pédo-satanisme plusieurs familles royales, ainsi que des politiciens, comme le Néerlandais Geert Wilders, associé de Marine Le Pen au Parlement européen.

AUTRES LIVRES PUBLIÉS PAR LAURENT GLAUZY :

Les géants et l'Atlantide, révélations de l'archéologie interdite (24 €) ;
Illuminati : de l'industrie Rock à Walt Disney, les arcanes du satanisme (15 €) ;
Karl Lueger : le maire rebelle de la Vienne impériale ou Quand l'avocat des pauvres défait les banquiers et la bourgeoisie corrompue (18 €) ;
Extraterrestres, les messagers du New Age ou Du mystère des Crop Circles au Mind Control, quand la CIA et l'ufologie préparent un nouvel armement (20 €) ;
Témoins de Jéhovah, les missionnaires de Satan (23 €) ;
Atlas de géopolitique révisée : chroniques 2003-2010 (18 €) ;
Atlas de géopolitique révisée : chroniques 2010-2012 (24 €).

Les commandes sont à adresser à : Laurent Glauzy — BP 25 — 91151 Etampes Cedex
Chèques à l'ordre de Laurent Glauzy (Mail : laurent-blancy@neuf.fr)
Les frais de port sont de 3 € et sont forfaitaire : ils s'appliquent à l'ensemble d'un titre ou l'ensemble d'une commande.

Editorial

ON LE SAIT, C'EST TOUJOURS pendant les vacances que les gouvernements font passer dans la plus grande discrétion les réformes les plus détestables. Ainsi en est-il de la loi Cazeneuve sur l'immigration dont on parle peu. Pourtant, cette réforme, sur la base du texte présenté par le gouvernement et des amendements parlementaires, transforme en profondeur les règles de l'entrée et du séjour en France aggravant considérablement l'actuelle législation. Trois changements sont particulièrement emblématiques de cette réforme. La première concerne le droit de séjour en France qui est fortement facilité. L'étranger, selon le projet de loi gouvernemental, arrivera avec un visa de long séjour d'un an. Puis une carte de longue durée, dite pluriannuelle de quatre ans, lui sera immédiatement délivrée, avant la carte de résident de dix ans. Le devoir de faire ses preuves pendant cinq ans, la conditionnalité qui s'attache aujourd'hui à la carte d'un an renouvelable disparaîtront. Le prétexte invoqué pour cette réforme est d'épargner à l'étranger de devoir se présenter plusieurs fois au guichet en préfecture. On voit à quel point la gauche se soucie du bien-être des allogènes ! Ajoutons qu'il est possible d'effectuer ces démarches par correspondance ou par Internet et que les immigrés n'ont donc pas besoin en réalité de se déplacer.

Le deuxième bouleversement, extrêmement profond lui aussi, porte sur le régime des étrangers malades. Depuis la loi Chevènement du 12 mai 1998, notre pays propose un dispositif particulièrement munificent aux immigrés en situation irrégulière sur le territoire français atteints d'une grave maladie. Alexis Théas, juriste interrogé par *Le Figaro*, explique que « cette disposition prévoit qu'une personne résidant en France depuis plus de trois mois, en situation illégale, bénéficie d'une régularisation de plein droit (délivrance de papiers) pour être soignée en France sous deux conditions : qu'elle soit atteinte d'une maladie d'une "exceptionnelle gravité" et qu'elle ne puisse pas être soignée dans son pays d'origine. Le critère de l'exceptionnelle gravité, prévu au départ pour le SIDA, a fait l'objet d'interprétations extrêmement larges, s'appliquant à de nombreuses pathologies, notamment psychiatriques. Le second critère, sur la "possibilité d'être soigné dans le pays d'origine" a été interprété de manière limitative par les préfectures : la question est de savoir si la possibilité de donner le soin existe ou non, est présente, dans le pays d'origine. Le projet de loi Cazeneuve transforme profondément cette logique. Il oblige désormais l'administration à s'assurer que l'intéressé a personnellement la possibilité d'accéder, dans son pays, à ce soin : moyens financiers, couverture sociale, proximité géographique de son domicile. Sinon, il doit être régularisé pour être soigné en France. Le sujet n'est pas totalement nouveau. Le Conseil d'Etat en 2010 avait déjà tenté d'imposer cette interprétation large (arrêt Jabnoun). Le gouvernement Fillon s'y était aussitôt opposé par une loi de 2011. »

On le voit, le gouvernement accorde dans les faits des soins gratuits à tous les étrangers, favorise l'invasion du pays et des hôpitaux alors que les Français sont sans cesse mis à contribution pour boucher le trou de la Sécurité sociale, qu'un nombre croissant de médicaments sont déremboursés, que tout ce qui concerne la dentition et la vue n'est quasiment pas pris en charge par la Sécu, que des Français de souche ne se soignent pas, renoncent à des soins ou y surseoient faute de moyens. Quelle infamie ! Disons-le tout net, la réforme Cazeneuve revient à ouvrir la possibilité d'obtenir le droit au séjour et à

l'accès gratuit aux soins en France à toute personne malade (ou prétendue telle) dans le monde et n'ayant pas les moyens de se faire soigner dans son pays. Au moment où les migrants arrivent par bateaux entiers, à cause du chaos libyen, envahissent littéralement l'Italie et qu'ils sont à nos portes, cette réforme est criminelle, agissant d'évidence comme une pompe aspirante. C'est d'ailleurs son objectif réel.

LE TROISIÈME volet de la réforme concerne les reconduites à la frontière des immigrés en situation irrégulière. La mise en oeuvre de ces mesures d'éloignement par les préfectures et la police est d'ores et déjà extrêmement difficile. Le préfet, sous le contrôle du juge administratif, disposait jusque-là de cinq jours pour essayer de mener à bien le retour du clandestin dans son pays. La loi Cazeneuve va abroger cette disposition pourtant déjà très timide et donner au juge des libertés la possibilité d'interrompre le maintien en rétention dès 48 heures après le placement par le préfet. Cette mesure crée d'évidence un obstacle supplémentaire majeur à la mise en oeuvre de mesures d'éloignement déjà très délicates à réaliser. On le voit, cette réforme désireuse de donner des gages à l'aile gauche de la majorité et aussi d'obtenir facilement des électeurs supplémentaires en régularisant puis en naturalisant les immigrés ainsi attirés ou maintenus chez nous est un message adressé aux migrants qui se précipiteront en grand nombre dans un pays qui leur est si favorable dans sa législation. Cette réforme qui assouplit les permis de séjour, facilite l'octroi de soins à toute personne posant le pied en France et en faisant la demande et qui rend quasiment impossibles les reconduites aux frontières est un acte de haute trahison de la part du gouvernement et des parlementaires qui l'entérinent.

La preuve de la fourberie des dirigeants de la France, l'adoption de la loi est prévue pour les tous derniers jours de la session parlementaire de juillet, lorsque les Français sont abreuvés d'images de tracteurs ou de feux de forêts, comptent les morts de la canicule ou ne s'intéressent qu'à leurs vacances. Qui se soucie de ces débats dont les media ne soufflent quasiment pas un mot ? Peut-être ces familles françaises accablées d'impôts qui, à partir du mois d'août, voient leurs allocations réduites de moitié car jugées trop riches. Tout le monde n'a pas la chance d'élever une douzaine de « chances pour la France », rappeurs en herbe ou apprentis djihadistes. Il faut que les parents qui travaillent tous les deux paient pour les Français de papier au chômage, pour les étrangers sidaïques qui n'ont pas accès aux soins chez eux. L'avenir de notre peuple est décidément bien sombre : se faire tondre comme des moutons par des gouvernants qui les spolient et les déposent et demain peut-être se faire égorger par des envahisseurs qui ont la haine !

FACE à ce nouveau coup porté contre notre peuple et notre nation, face à l'aggravation du processus d'invasion, de colonisation, de submersion et de Grand Remplacement, on aurait aimé que le Front national fût en pointe et audible pour faire entendre la voix des Français qui ne veulent pas mourir et qui ne se résignent pas à leur disparition, à leur assassinat programmé et froidement exécuté. Las, depuis des mois, Marine Le Pen est obsédée par la volonté de liquider à tout prix son père auquel pourtant elle doit tout pour complaire au système médiatique et aux lobbies. On l'a appris le 24 juillet, Jean-Marie Le Pen sera jugé dans les mois qui viennent devant la XVII^e chambre correctionnelle du tribunal de grande ins-

Valls fourrier du Grand Remplacement

tance de Paris pour avoir répété le 2 avril dernier ses propos sur « les chambres à gaz, détail de l'histoire ». Preuve de la soumission de la quasi-totalité des esprits à la vulgate, c'est cette affaire qui a conduit la direction du Front national à vouloir évincer du mouvement le père fondateur. Ce qui est proprement mirabolant. C'est exactement comme si l'on avait naguère chassé François Mitterrand du PS, Jacques Chirac du RPR, Georges Marchais ou Maurice Thorez du Parti communiste. L'impensable s'est pourtant réalisé. Malgré toutes leurs trahisons, leurs turpitudes, leurs coups tordus, jamais les directions successives du PC, du PS ou du RPR n'auraient envisagé d'exclure de leurs rangs leur fondateur ou leur chef historique. On mesure toute l'indécence, l'outrecuidance de Marine Le Pen dans cette affaire. Et là c'est encore plus grave car il s'agit de son père. L'homme de sa vie comme elle le définissait naguère. Celui qui l'a faite femme et femme politique, ainsi qu'elle l'affirmait avec une sincérité dont on peut aujourd'hui fortement douter dans son discours d'intronisation au congrès de Tours en janvier 2011. Comment peut-on ainsi sans se suicider couper avec ses racines, celle de sa famille tant politique que biologique ?

Dans son discours du 1^{er} mai place de l'Opéra, Marine Le Pen, dans la première moitié de son allocution, avait longuement évoqué la France, ses traditions, la nécessité de la transmission. Aimer la France, disait-elle, c'est aimer son histoire, c'est en accepter les paradoxes et les permanences. Si on suit la logique de Marine Le Pen, ce qui est bon pour la France n'est pas bon pour le Front national. Car le FN c'est aussi une histoire vieille de bientôt cinquante ans. Elle n'accepte plus les paradoxes et les permanences du FN incarnés par le père-fondateur. Elle parle de la France, de ses racines alors qu'elle coupe, ô combien brutalement, avec celles du mouvement qu'elle préside. Ce comportement est inqualifiable et est jugé comme tel, très au-delà des rangs de la droite nationale. Nous connaissons des gens de gauche, très hostiles au Front national et à son fondateur, qui jugent très sévèrement dans cette affaire l'attitude de Marine Le Pen. Comment peut-on en effet respecter une femme qui rompt à angle droit avec les traditions de la famille politique qu'elle est censée incarner ? Comment faire confiance à une telle personne ? Ajoutons que ce parricide froidement exécuté choque plus encore chez les personnes âgées, celles qui votent le plus et chez lesquelles le FN comportait déjà un retard certain. Ce n'est pas ce crime politique qui risque d'améliorer l'image du mouvement et de sa présidente auprès de seniors qui doivent se dire : quelle horreur si ma fille ou ma petite-fille à qui j'ai tout donné me remerciait en me traitant de cette façon !

C'est d'ailleurs tout le paradoxe de cette affaire : Marine Le Pen veut adoucir son image, aseptiser son mouvement mais en se montrant atrabilaire et d'une violence, d'une hargne, d'une haine inouïe contre son père, elle donne d'elle-même une image de brutalité, d'inhumanité, d'hystérie (ce qu'elle est fondamentalement) qui ne peut que lui être nuisible. Et l'ex-avocate ratée prouve aussi son incompétence juridique crasse car le 28 juillet la cour d'appel de Versailles a confirmé en toutes ses dispositions le jugement des magistrats de Nanterre, considérant que le bureau politique et le bureau exécutif du Front national avaient violé les statuts du mouvement, une assemblée générale extraordinaire nécessitant, en l'état actuel des statuts de l'association Front national,

un congrès physique. Ce à quoi se refusait jusque-là obstinément Marine Le Pen de crainte que le fondateur du Front ne puisse prendre la parole publiquement devant des milliers de congressistes, des caméras de télévision et instruire le procès de ceux qui veulent absolument l'écarter.

MAIS comment Marine Le Pen peut-elle prétendre rassembler les Français et diviser ainsi sa propre famille, son propre camp ? Sur une affiche récente du Front national l'on peut lire : « *Unis les Français sont invincibles* ». Or, Marine Le Pen et le funeste Florian Philippot organisent délibérément la division au sommet du mouvement en purgeant tous les éléments qui ne leur mangent pas dans la main ou qui ont l'heur de leur déplaire. Près d'une dizaine de conseillers régionaux FN de PACA ont ainsi déjà été suspendus, avant d'être exclus, pour avoir critiqué dans cette affaire l'incompétence juridique de Philippot et avoir réclamé sa démission. Le fonctionnement du parti est stalinien et confine à la secte. Il est impossible de formuler la

moindre critique, y compris sur les questions économiques où les positions fiscalistes, dirigistes, jacobines et pro-Syriza de la direction actuelle du FN lui aliènent un nombre croissant d'électeurs et de militants ainsi que nous avons pu le constater autour de nous. Alors que les Français sont accablés d'impôts et de taxes, le programme de Marine Le Pen prévoit de renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu, notamment avec la création d'une tranche supérieure à 46 %. Soit un programme d'extrême gauche digne de Mélenchon ! Il est loin le temps où le Front national sous la houlette du coruscant Jean-Claude Martinez proposait la suppression de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des droits de succession en ligne directe. Qu'a-t-elle fait, la fille indigne, de l'ancien Front national ?

MARINE LE PEN voulait tuer le père pour gagner des voix. Mais à l'arrivée le père est toujours là, président d'honneur, membre de droit de toutes les instances, autorité morale, organe de vigilance avec voix délibérative ; il continue à se faire entendre et les électeurs, eux, écœurés par ce spectacle, votent avec leur pied comme on l'a vu avec la succession partielle, plus catastrophiques les unes que les autres, depuis trois mois. La dernière en date à Gardanne dans les Bouches-du-Rhône est très significative : le candidat du FN, lors de cette municipale partielle, a réalisé 12 % au premier tour et 8 % au second, alors qu'il obtenait 20 % et 16 % aux municipales de 2014 et que le Front réalisait même plus de 35 % aux dernières départementales dans cette commune. Comme le dit le Menhir il y a donc le feu au lac.

Mais selon toute vraisemblance ces camouflets judiciaires (trois en moins d'un mois, qui dit mieux ?) et électoraux à répétition n'arrêteront pas Marine Le Pen et Philippot, l'ami de Goldnadel, dans leur volonté de se débarrasser de celui qui incarne le cœur, l'âme du mouvement et le respect de ses fondamentaux historiques et programmatiques. Manifestement le néo-FN a décidé d'accélérer l'aggiornamento du mouvement, reproduisant ce que fit Gianfranco Fini en Italie il y a vingt ans. On sait pourtant depuis Jean XXIII que l'aggiornamento, quel qu'il soit, est toujours une trahison et une catastrophe sans nom.

RIVAROL,

<jeromebourbon@yahoo.fr>



My ferry link, une "bonne affaire" qui fait des vagues

L'"affaire", qui se poursuit au sujet des navires de My Ferry Link, ex-Sea France (l'anglomanie persiste) relève pour le moment du règlement de comptes entre gens présumés biens. Dans l'autre conflit maritime en cours, celui de la SNCM (Société Nationale Corse-Méditerranée), on nage plus dans des histoires carrément mafieuses, d'une part, et des affrontements économiques entre la Corse et Marseille, d'autre part. Pour le reste, on rencontre beaucoup de similitudes.

Ainsi la SNCM a-t-elle eu droit à de généreuses subventions, pratique rigoureusement prohibée par la Commission européenne. Le gouvernement PS n'a pas arrêté de prétendre que Bruxelles passerait l'éponge sur les 440 millions d'euros à rembourser par Paris. Il a été officiellement démenti par la Cour de Justice de l'Union Européenne, et les sanctions prévues peuvent s'abattre à tout moment, alors qu'en Méditerranée, rien n'est réglé. Mais on dira que My Ferry Link en mer du Nord ne relève pas du même contexte ? Sauf que fin juin, la Région et le département éponyme ont annoncé par écrit leur volonté de s'engager financièrement dans



la SCOP (Société Coopérative) en difficultés. Si cela dépasse la gesticulation politicienne pour se muer en réalité, Bruxelles réagira de la même façon que dans le cas Normed. Quand le contribuable paye, l'expérience n'apprend rien. Il faut choisir : être dans l'UE, ou pas.

QUERELLE DOUTEUSE ENTRE SNCF ET EUROTUNNEL

Au départ des remous présents dans la Manche, il y a la SNCF (présidée par l'inverti Guillaume Pepy). Qui exploitait une ligne maritime Calais-Douvres, sous le nom de SEA France, entre Calais et Douvres. Elle en avait acquis les bâtiments pour environ 120 millions d'euros. Elle la liquida en 2012, vendant trois des navires à moitié prix à Eurotunnel. Dont le PDG, depuis 2007, s'appelle Jacques Gounon. La SNCF se débarrassait alors de navires achetés par elle pour les derniers entre 2001 et 2005. G. Pepy s'en indigna aujourd'hui. Il s'étonne que J. Gounon ait pu en 2014 revendre, pour une somme intéressante, les navires à une compagnie danoise, la DFDS Seaways. Les interrogations du président de la

SNCF ont été formulées devant une commission de l'Assemblée nationale. Sur fond d'un grave conflit social. Eurotunnel est accusée d'opération financière douteuse. Une affaire démarre donc.

Du côté de J. Gounon, la vision des choses diffère. Depuis le lancement de My Ferry Link, Eurotunnel aurait perdu près de 80 millions d'euros, pertes tenues pour non compensables malgré la location ou la vente des bâtiments. Une des raisons du fiasco a tenu à l'attitude de la Grande-Bretagne, qui a interdit à Eurotunnel le transport de fret entre Douvres et Calais. Il s'en est suivi une bataille judiciaire, à épisodes variés, non terminée. Le président d'Eurotunnel tient l'attitude de Londres comme l'ayant contraint à la vente aux Danois : « C'est le protectionnisme britannique qui nous a conduits à arrêter notre activité ». Quant aux 65 millions d'euros de reprise des bateaux à la SNCF, c'était le montant fixé par le tribunal de commerce de Paris. Et, à l'époque, la SNCF n'a rien trouvé à redire. Aujourd'hui, ou bien G. Pepy a fait preuve d'incompétence et de laxisme, ou bien J. Gounon tient du magouilleur. Entre eux, les hostilités ont débuté. Quels sont leurs atouts politiques ?

CALAIS, NOUVEAU MARSEILLE

Les fées socialistes, dont F. Mitterrand, se sont penchées sur la carrière de G. Pepy, bien

vu de M. Valls. J. Gounon, lui, depuis sa sortie de Polytechnique, a avancé sous un parrainage de droite (J. Chirac, Michel Giraud, Anne-Marie Idrac). Cependant, il doit sa promotion au grade d'officier de la Légion d'honneur, en 2013, à un ministre socialiste des Transports et de la Mer. Et Pepy a su se faire des amis à droite. On est donc en pleine piscine LR/PS. Tout devrait s'arranger, n'était le problème social.

Quand, en 2012, Eurotunnel hérita de la SEA France, transformée en SCOP MY FERRY LINK, le tunnelier se retrouva en coopération avec 645 salariés, géré par le Syndicat maritime Nord, non affilié à une centrale nationale. La perfide Albion ayant, au profit de sa compagnie la P&O, déstabilisé Eurotunnel quant à ses espérances de rentabilité, J. Gounon traita alors avec les Danois de la DFDS, qui ne voulurent reprendre que 202 salariés, Eurotunnel en conservant 120. Les 320 sur le carreau ne l'entendirent pas de cette oreille. Et ils déclenchèrent leur offensive après la mise en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Boulogne-sur-Mer de My Ferry Link. Le 23 juin, le tunnel sous la Manche a été bloqué, avec les conséquences que l'on devine. Des incidents se sont répétés. La polémique SNCF/Eurotunnel par là-dessus, le pouvoir se confronte à deux fronts maritimes, la SNCM en Méditerranée, et My Ferry Link en mer du Nord. Cet été, le plus dangereux des deux, malgré un total d'emplois en danger bien plus réduit, se situe dans la Manche.

Nicolas TANDLER.

La Turquie entre en guerre

NOUS avons annoncé il y a quelques semaines dans RIVAROL, que, suite à la défaite électorale de son parti islamiste AKP en Turquie en juin dernier, qui demeure pourtant le premier parti au parlement national face à des oppositions très divisées, le président Erdogan serait très tenté de prendre une part plus active à la guerre en cours en Irak et en Syrie, afin de réaliser l'union nationale derrière lui. Cette union nationale, peut-être en cours de réalisation, ne concerne vraiment que les Turcs ethniques, soit un peu plus de 80 % des 82 millions de citoyens turcs ; les moins de 20 % de Kurdes, musulmans aussi mais iranophones, sont désormais en sécession au moins morale, voire pour beaucoup en soutien plus ou moins actif à la guérilla du PKK — Parti des Travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste —. Cette dernière vient de reprendre ses actions de combat, d'où la mort récente du fait de mines et d'embuscades de plusieurs soldats turcs en Anatolie orientale. Le pouvoir réagit très durement, avec des milliers d'arrestations. Ce conflit intérieur s'impose plutôt à Erdogan, pas spécialement antikurde jusque-là selon les critères en usage en Ankara, mais intervenir militairement en Irak et en Syrie tient davantage de la politique belliciste délibérée. Sur ces deux fronts, le gouvernement turc annonce vouloir détruire les bases arrière du PKK, présent sous son drapeau en Irak du Nord, sous celui du PYD, filiale des Kurdes de Syrie du PKK. Ces propos recouvrent quelque réalité. A défaut d'union nationale complète à Ankara, Erdogan pourrait enfin obtenir la formation d'une coalition gouvernementale, s'appuyant sur une majorité au parlement, avec les centristes kémalistes du CHP — Parti Républicain du Peuple —. Son chef Kemal Kılıçdaroglu vient de donner son accord de principe.

L'élément déclencheur a été l'attentat de Suroç, accompli le lundi 20 juillet, par le Califat, contre des populations ethniques kurdes. Suroç est la ville-jumelle de la symbolique Kobané au Kurdistan syrien, ville-martyre assiégée durant des mois, et victoire du PYD. 32 Kurdes, au moins, sont morts. Mais il s'agit de citoyens turcs, sur le sol turc, et un gouvernement turc se doit de réagir. D'où des bombardements lancés le soir même contre des positions du Califat en Syrie, et l'autorisation donnée aux appareils américains d'utiliser la base turque d'Inçirlik, pour accomplir des missions semblables contre l'Etat d'Abou Bakr II. Quelques heures plus tard, les avions et l'artillerie turques, positionnées à la frontière, ont bombardé aussi des positions du PKK et du PYD. Des raids de commandos turcs ont été menés aussi, avec des retours systématiques derrière la frontière turque.

VERS UNE INVASION TURQUE DE LA SYRIE ET DE L'IRAK ?

La Turquie envahira-t-elle au sol le Nord de la Syrie et de l'Irak ? Et question qui a son

importance essentielle, dans ce cas, jusqu'à quelle latitude ? Celle des zones strictement frontalières seulement, ou jusqu'à Mossoul, ou Alep ? Des signaux contradictoires ont été envoyés, avec un flou général qui demeure. Les dénégations gouvernementales succèdent à l'évocation d'une zone d'occupation "humanitaire", qui abriterait notamment sur le sol syrien les 3 millions de réfugiés syriens présents en Turquie. Le peuple turc se sent maintenant "envahi", il n'a pas été sensible longtemps au thème de l'accueil et de la fraternité musulmane, et exige leur départ. Ce serait une motivation supplémentaire pour une invasion envisagée depuis 2012, mais jamais exécutée du fait du risque évident d'enlisement à long terme. Les états-majors turcs discutent avec les Américains, les maîtres de l'Otan, afin de mettre sur pied, avec un appui turc direct au sol ou non, une zone "libre"

en Syrie contrôlée au moins en théorie par la fantomatique Armée Syrienne Libre, mouvement pseudo-démocratique et relevant des Frères Musulmans. Ces islamistes ne sont devenus "modérés" qu'en comparaison de leurs concurrents beaucoup plus forts sur le terrain, Al-Qaïda — sous le nom de Front Al-Nosra — et surtout le Califat, présents eux aussi jusqu'à la frontière turque. Il est probable qu'en cas d'invasion ces derniers se défendraient, d'où des pertes élevées prévisibles, tout sauf désirées à Ankara, encore moins à Washington. Le gouvernement syrien de Damas, et celui autonome kurde d'Erbil en Irak du Nord, qui n'apprécie pas le PKK, pourraient tolérer de fait, leurs moyens étant limités, une invasion turque de quelques kilomètres, certainement pas jusqu'à Alep ou Mossoul, *casus belli* évident.

Aujourd'hui, la mode régionale paraît être

Scipion de SALM.

Désastre naval en Méditerranée

LA Société Nationale Corse-Méditerranée — la SNCM — a peu de chance de célébrer son 40^e anniversaire en 2016, puisqu'elle se trouve en « phase terminale » devant la justice consulaire. Depuis sa naissance en 1976 (elle héritait de la Compagnie Générale Transatlantique, la CGT), son histoire s'avère tumultueuse. Le paroxysme en fut atteint en 2005, lorsque l'entreprise entama sa mutation vers la privatisation, décidée par le gouvernement Villepin, sur injonction de la Commission européenne. A ce moment, son chiffre d'affaires s'effondrait, par suite, en particulier, de la gabe-gie régnant parmi son personnel, et de l'incapacité des directions successives à s'imposer aux syndicats la contrôlant, la CGT en tête.

Au cours des grèves très dures se succédant, surtout en période touristique, un épisode marqua les esprits. Sur le fond, il résultait des intérêts divergents entre la CGT et le STC (Syndicat des Travailleurs Corsés). Toujours est-il que fin septembre 2005, l'organisation corse s'empara des commandes du paquebot « Pascal Paoli », avec des centaines de passagers, et l'entraîna vers Bastia. Des éléments hélicoptères du GIGN mirent fin à l'aventure. Il n'y eut aucune suite judiciaire, malgré l'émotion indignée suscitée dans les médias.

UNE PRIVATISATION RATÉE

Dans des circonstances peu claires, la société Veolia entra dans le capital. En fusionnant avec Transdev en 2011, elle en détient à ce jour 66 % (avec la Caisse des Dépôts et Consignations, qui n'a rien à refuser au gouvernement en place), 25 % restaient en possession de l'Etat, 9 % se trouvant propriété des salariés. La combinaison libéralo-étatique ne changea

pas fondamentalement la gestion erratique des bâtiments, qui tenait en fait grâce aux subventions des pouvoirs publics. Ce qui maintenant à flot la SNCM se mua en sa perte lorsque Bruxelles exigea le remboursement des aides d'Etat, soit 440 millions d'euros. Ce montant est toujours exigé par les eurocrates, avec un gonflement de 400 autres millions, les intérêts de retard. Le gouvernement Valls a répandu des informations selon lesquelles la Commission européenne aurait abandonné sa réclamation. C'est faux.

Comme un malheur ne vient jamais seul, l'affaire de la Délégation de Service Public, la DSP, a aggravé les choses. Chaque année, la SNCM obtenait une subvention de 96 millions d'euros de la collectivité territoriale corse pour la desserte de la ligne vers les insulaires, en vertu du service public entre le continent et l'île de Beauté. A Bruxelles, on ne veut pas en entendre parler. Et là, il convient de mentionner le concurrent de la SNCM, Corsica Ferries, structure de nationalité italienne, à capitaux suisses, qui a déposé dument plainte à ce sujet devant le tribunal administratif de Bastia. Lequel a tranché le 7 avril 2015 en annulant la DSP.

LA FIN SERA LONGUE

Bien entendu, la fin de la DSP, prévue en 2016, a bouleversé les cartes des repreneurs éventuels de la SNCM, suite au processus judiciaire enclenché en novembre 2014 devant le tribunal de commerce de Marseille. En dépit d'une grève de deux semaines des marins SNCM en pleine saison touristique avec les conséquences que l'on devine. Au passage, signalons que l'ensemble médiatique mentionne 1 500 salariés à la SNCM. On en dénombre en fait largement plus

de 2000, car seuls les CDI sont cités, les nombreux CDD étant "oubliés".

Début juin, les juges consulaires marseillais ont examiné ce que devenait le redressement judiciaire en cours, et les offres de repreneurs, le tout estimé insuffisant. Ils ont reporté leur conclusion qui en découlait, à savoir la mise en liquidation, au 25 septembre. A la satisfaction du personnel. Et de ses syndicats, qui gagnent du temps, et vont pouvoir faire la saison d'été, pour laquelle ils ont déclaré qu'ils ne déclencheraient aucune grève. La Commission européenne, elle, voit les choses autrement. Elle réclame un arrêt le plus rapide possible de la SNCM. Le pouvoir parisien n'est pas pressé, évidemment, de se retrouver plongé dans un chaudron de sorcières. Il doit s'attendre, néanmoins, à une note finale très lourde.

La stratégie des syndicats, initiée et développée depuis des années par la CGT, vise à obtenir en effet de fortes indemnités de licenciement, bien au-delà des limites légales. Les cas se multiplient où cela a été obtenu. La combativité des ressortissants de la SNCM laisse augurer une longue agonie. Le patronat local la redoute et fera pression sur les autorités en charge du dossier. Il est vrai que le procès en cours à Marseille touchant à des trafics de drogue et d'armes à partir de bateaux de la SNCM, avec huit marins de la société impliqués, dont le responsable CFTC de la SNCM, ne profite pas à la "lutte" des camarades des accusés. Il rend l'affaire encore plus délicate. Du fait de certains précédents, on peut sans gros risque d'erreur tabler sur le fait qu'il ne diminuera pas l'ardeur des licenciés de l'automne à se battre pour leur avenir financier de chômeurs.

N. T.

Chronique de la France asservie et... résistante

JEAN-MARIE Le Pen confirme qu'une liste FN canal historique, qu'il se refuse à qualifier de dissidente, évoquant une « liste parallèle », est en train de se constituer en PACA en vue des élections régionales.

“JE SUIS DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES SANS NOUVELLES DE MADAME MARÉCHAL”

« Un certain nombre de militants et de dirigeants qui me soutiennent ont imaginé créer des listes dans l'objectif de me demander d'en prendre la tête. Je ne suis pas à l'initiative de cette affaire, mais je la regarde avec intérêt », dit-il. Et il ajoute : « Je n'ai rien décidé. Je ne m'interdis rien. Je ne m'ordonne rien pour l'instant. Comme je suis depuis plusieurs semaines sans nouvelles de Madame Maréchal, je ne sais pas ce que ce genre d'initiative de la base lui suggère comme réflexion. » On notera que le Menhir retire le nom de Le Pen à Marion Maréchal ex-Le Pen. Il me confie : « Elle n'a jamais pris contact depuis plus d'un mois avec moi, depuis que je l'avais proposée comme candidate ». Et il ajoute : « C'est extravagant, irresponsable de ne pas avoir contacté le président du groupe FN au Conseil régional pour la constitution des listes ». Le président connaît en effet, mieux que personne, et en tout cas mieux que Marion Marechal, les élus de valeur qui pourraient apporter leurs qualités à la gestion de la région. Oui mais, des élus de valeur qui ne seraient pas fanatiquement marinistes n'ont aux yeux de ces Ganelones, aucune valeur. En attendant, comme on le sait, quinze élus de PACA sur vingt restent fidèles à leur président.

A propos d'un des élus, Thibaut de La Tocnaye, qui a rejoint, malgré son passé, malgré ses postures, malgré ses convictions, malgré sa foi, le camp mariniste, à cause de la gamelle, ce qui est une insupportable trahison, Jean-Marie Le Pen dit : « *Quos vult perdere Jupiter dementat* » (Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre). Pour conclure notre entretien, le fondateur du FN, qui continue évidemment à être bien informé des affaires du mouvement, nous apprend que les adhésions et réadhésions au FN sont actuellement en chute libre. Le Menhir reproche à sa petite-fille de le snober (même si une rencontre discrète à son domicile à La Celle-Saint-Cloud a finalement eu lieu le 23 juillet), d'avoir refusé de prendre sur ses listes Bruno Gollnisch dont il souhaitait qu'il présidât la région en cas de victoire et d'avoir pris le parti de sa tante contre lui, se prononçant le 9 juillet pour la suppression de la présidence d'honneur de son grand-père auquel elle doit toute sa carrière politique et son mandat de député du Vaucluse, mandat aussi prestigieux que rémunérateur. Le Menhir conclut : « *J'avais retiré ma candidature et soutenu celle de Madame Maréchal par volonté de conciliation. En échange j'ai été suspendu !* »

FLORIAN PHILIPPOT ACCUSÉ D'ÊTRE UN “AGENT DOUBLE” PAR JEAN-MARIE LE PEN

Jean-Marie Le Pen a décrit Florian Philippot, dans une interview au quotidien *Le Parisien*, comme « un agent double, envoyé par la droite, pour saboter le FN ». Le vice-président du FN mariniste, invité d'Apolline de Malherbe sur BFMTV et RMC tente de répliquer sur le ton de l'ironie, déclarant : « *Mince, il a vu mon oreille caché derrière l'oreille* », ajoutant : « *Marine Le Pen est une extraterrestre reptilienne et tout cela est un complot de la CIA et du KGB réunis* ». Pour conclure, il assène, l'air grave : « *Jean-Marie Le Pen crée un trouble phénoménal. C'est ridicule* ». Mais qui



D.R.

est à l'origine de ce « trouble grave » et sans doute mortel quant aux espérances du FN de remporter des régions ou d'accéder à la présidence de la République ? Qui ?

PAUVRE BRIGITTE BARDOT !

Florian Philippot, entouré d'une petite brochette de mignons, dont Sébastien Chenu, le fondateur de Gay Lib, ex-UMP devenu mariniste, a rendu visite à Brigitte Bardot, et l'a fait savoir. Jean-Marie Le Pen me disait, en riant, il y a quelques jours : « *Le tapette-club est allé chez Bardot* ». On sait que Brigitte Bardot a toujours eu une certaine affection pour le Front national, ce qui est tout à fait à son honneur. Les deux photos publiées par Philippot sont tout à fait consternantes. On y voit Philippot, un bras protecteur sur l'épaule de Brigitte, la couvant d'un regard qui se veut énamouré. Sauf que la pauvre Brigitte donne l'impression d'être totalement déconnectée. Elle a le regard halluciné et fixe, le visage est littéralement momifié. Il ne faut pas être médecin pour deviner la maladie dont elle est malheureusement atteinte. Tout ceci est honteux et triste.

FRANÇOIS HOLLANDE EST-IL SUICIDAIRE ?

Le président mexicain était en visite officielle en France, il y a deux semaines et fut reçu à l'Élysée. Jusque-là, tout va bien. Sauf qu'il y était avec son épouse, une pulpeuse blonde, genre bombe sexuelle. Cela n'échappa évidemment pas au regard expert de Hollande qui fut subjugué. Des photos prises sur le perron de l'Élysée amusent Twitter depuis quelques jours. On y voit l'oiseau, les yeux exorbités, le regard insistant, reluquer la blonde. Il ne s'arrête pas, bien entendu, en si bon chemin. Tactile en diable, il se mit aussi un peu à la toucher. Commentaire amusant d'un internaute : « *Il va se prendre un taco en pleine tronche. Les Mexicains, c'est des jaloux* » (Un taco est un en-cas de la cuisine mexicaine qui se compose d'une tortilla et d'une garniture). Tant que le président mexicain ne lui envoie pas les cartels pour le dessouder, il lui reste cependant quelques chances de survivre

PÈLERINS OU DJIHADISTES ?

L'affaire est tout de même assez drôle. Le 4 juillet dernier, les convives d'un mariage à Anse (Rhône) se sont offert une bonne frayeur. Ils ont été terrorisés par trois personnages, habillés de ce qui ressemblait diablement à une djellaba, qui étaient tranquillement assis dans l'église. Dans le but de les égorger au cri d'Allah Akhbar ? Du coup, certains, voyant dangereusement leur dernière heure arriver, appelèrent au secours la gendarmerie, qui débarqua derechef pour interroger ces dangereux personnages et sauver la noce d'un massacre. Il s'agissait en fait de trois pèlerins, en chemin vers Saint-Jacques-de-Compostelle et vêtus de toges blanches. Ils avaient décidé de faire escale dans l'église de la commune, pour une halte spirituelle, malgré le déroulement de la cérémonie...

DÉCRYPTAGE DES “HEURES LES PLUS SOMBRES DE L'HISTOIRE DE FRANCE”

Le *Scan politique* du *Figaro* s'amuse, si l'on peut dire, à décrypter ce qu'il qualifie de point Godwin en matière d'expression politique, le qualificatif ultime pour renvoyer une personnalité et ses idées hors du champ de l'acceptable au regard de la morale publique : « *Les heures sombres de l'Histoire* ». Référence, bien entendu, aux années d'occupation qui « *constituent au sein de la classe politique le summum de l'inacceptable. Tout ce qui y est renvoyé se trouve marqué d'un sceau d'infamie* ». Rappelons ce qu'est ce fameux « point

Godwin ». La loi de Godwin dit que plus une discussion s'allonge sur internet, plus la probabilité que la Seconde Guerre mondiale soit évoquée est forte (nazis, camps de concentration, etc.). Quand cela arrive, on dit que la discussion a atteint le point Godwin, et on considère qu'il est inutile de la poursuivre (quels que soient les arguments avancés). Le Pingouin use évidemment et abuse de cette considération. Il le fait très bien au demeurant, la bouche en cul de poule, le front plissé de gravité, le postillon indigné. Récemment encore, il rendait hommage à Robert Chambeiron, membre fondateur du Conseil national de la résistance, évoquant un homme qui « *avait incarné aux heures les plus sombres cet esprit, celui qui souffle encore aujourd'hui : l'esprit de résistance* ». L'expression, note le *Scan*, n'a cependant pris toute sa force, et, disons-le, sa beauté, qu'à partir des années 1970-80 et l'adoption des lois Pleven (1972) et Gaysot (1990). On se souvient de cette belle sortie de Cécile Duflot contre Manuel Valls en pleine affaire Leonarda Dibrani, la Rrom qui fut expulsée de France : « *Cette opération rappelle les heures les plus sombres de notre histoire et réveille en nous une monstrueuse évocation* », « *Les heures les plus sombres de l'Histoire* », c'est Auschwitz, sans doute en pire.

Prenez le cas de Robert Ménard, le maire fasciste, voire plus si entente, de Béziers qui fut accusé de vouloir fichier les écoliers musulmans en fonction de l'origine présumée de leur prénom. Le ministère de l'Intérieur avait produit un communiqué affirmant que « *fichier des enfants selon leur religion, c'est renvoyer aux heures les plus sombres de notre histoire* ». Manière de laisser entendre que Ménard n'aurait pas hésité à fichier les enfants juifs, histoire de les envoyer en vilégiature dans des wagons à bestiaux. L'expression fait florès. Même le député Patrick Balkany, d'origine juive, n'a pas hésité à invoquer les fameuses « *heures sombres* » pour commenter la levée de son immunité parlementaire après sa mise en examen en octobre 2014 pour corruption passive et blanchiment de fraude fiscale. Pathétique !

PETIT DÉRAPAGE DE SARKOZY, DIGNE DE HOLLANDE

On sait que Hollande est coutumier de petites blagues, pas toujours comprises ni appréciées par ses interlocuteurs. Voici que Sarkozy s'y met aussi. Le chef des Républicains était, il y a quelques jours, en visite à Tunis, voulant notamment rendre hommage aux victimes de l'attentat du musée Bardo. Il avait aussi des choses importantes à dire, concernant notamment la situation économique de la Tunisie. Et il les a dites. Evoquant la situation difficile du pays, il a eu cette phrase, hautement appréciée par les Algériens, qui sont fous de rage : « *La Tunisie est frontalière avec l'Algérie, avec la Libye, ce n'est pas nouveau* », a ainsi déclaré l'ancien chef d'État, ajoutant sur le ton de l'ironie : « *vous n'avez pas choisi votre emplacement* ». En d'autres termes, il pense que c'est l'emplacement géographique de la Tunisie qui pose problème, à savoir sa proximité avec l'Algérie et la Libye. Et si le vrai problème de la Tunisie était sa proximité avec l'islam ?

MARINE LE PEN, SOMMÉE D'EXCLURE MARION MARÉCHAL DU FN

Le député-maire de Nice Christian Estrosi (Les Républicains) a pris des leçons auprès de Marine Aliot. Il lui demande, dans une lettre ouverte, d'exclure sa nièce, Marion Maréchal, du FN mariniste. Ni plus, ni moins.

Il reproche à la tête de liste FN pour les régionales en PACA de s'être alliée avec Philippe Vardon, un des leaders du bloc identitaire. Le représentant des identitaires niçois doit ainsi figurer en cinquième position sur la liste du FN dans les Alpes-Maritimes. Estrosi lui fait la leçon : « *Par cette alliance, votre candidate franchit une ligne rouge que même votre père, adversaire politique pourtant bien plus féroce, n'avait jamais osé franchir* ». Et il ajoute : « *En prêtant allégeance au Bloc Identitaire et en scellant une alliance en bonne et due forme*



avec eux, elle s'inscrit dans la tradition d'une extrême droite non pas “Bleu Blanc Rouge” comme elle le prétend mais bel et bien “Bleu Brun, Noir”. » Rien que cela...

Après avoir rappelé que Philippe Vardon a été « *condamné à 4 mois de prison pour reconstitution de ligue dissoute* », Christian Estrosi la sermonne : « *En avril dernier, vous vous êtes réveillée après 46 années d'aveuglement (ce qui signifie que bébé, elle était déjà aveuglée) en vous apercevant des déclarations nauséabondes de votre famille. Allez-vous avoir de nouveau la main qui tremble ou allez-vous vous comporter comme la femme d'Etat que vous prétendez être et exclure votre nièce du Front national ?* » Après tout, elle a commencé à vouloir exterminer son père, pourquoi ne le ferait-elle pas aussi avec sa nièce, histoire de se faire bien voir du Système ?

TÊTU, MIS EN LIQUIDATION

Têtu, le seul mensuel gay français, a été placé en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Paris. Pierre Bergé l'avait tenu sous perfusion durant des années avant de le vendre à Jean-Jacques Augier, il y a deux ans. Créé il y a 20 ans, *Têtu* a toujours été déficitaire et ses ventes ont reculé depuis 2010. Le magazine, vendu cinq euros, a vu sa diffusion baisser de 12,5 % depuis 2010, à 28 275 exemplaires par mois. Peut-être parce que depuis l'arrivée au FN mariniste de Florian Philippot et de sa bande de mignons, on lit moins ? On ne sait pas. La marque *Têtu* devrait être mise aux enchères à la rentrée. « *On espère que ça tombera dans des mains bienveillantes* », a souhaité le directeur de la rédaction. Pas de soucis. Floflo s'en occupe !

DES SCOUTS SOCIALISTES

Baden-Powell doit se retourner dans sa tombe. Les Scouts et Guides de France que l'on voit souvent débraillés, leur chemise rouge sur le pantalon, se sont largement éloignés de l'enseignement de Baden-Powell, qui mettait en avant cinq buts : développer la santé, le sens du concret, le sens du service, la personnalité et le sens de Dieu. Dieu, entre autres, est évidemment passé à la trappe. Un curieux rassemblement s'est tenu ces derniers jours à Strasbourg, réunissant 15 000 d'entre eux sous le vocable « *You're up* » (qui pourrait se traduire par « vous êtes debout »). Les chemises rouges ont, pour certains, eu la joie de visiter une mosquée quand d'autres visitaient le Parlement européen. Ils se sont réunis pour une session fictive au cours de laquelle ils ont voté des résolutions sur des thèmes aussi intéressants que : les droits de l'homme, la démocratie, l'environnement, la solidarité, la jeunesse et la culture. Le projet éducatif des Guides et Scouts de France parle « *d'habiter sa planète* » (l'association a établi son « *bilan carbone* ») et du fameux « *vivre ensemble* », que le texte définit comme « *un lieu d'apprentissage de la vie en société et de la démocratie* ».

À l'appui de cette pétition de principe, une interview de Clémentine Autain, militante communiste et féministe. On est loin, très loin, de la doctrine sociale de l'Église et de l'idéal de Baden-Powell auquel d'autres formations, tels les Guides et Scouts d'Europe ou les Guides et Scouts unitaires de France sont restées moins infidèles. C'est dans ces dernières formations que l'on pose encore cette question aux chefs lors de leur investiture : *Combien de temps es-tu prêt à servir ?* Réponse de l'impétrant : *S'il plaît à Dieu, toujours !*

Robert SPIELER.



(Dessins de Chard)

Yvan BENEDETTI : "Il faut croire en la victoire..."

RIVAROL : L'Œuvre française que vous présidiez a été dissoute par Valls en juillet 2013, ce qui a été confirmé en urgence et au fond par le Conseil d'Etat. Pouvez-vous nous en dire plus sur cet épisode ?

Yvan BENEDETTI : Sans surprise, car présidé par Jean-Marc Sauvé qui fut il y a plus de vingt ans l'artisan de l'interdiction du journal de l'Œuvre française, le Conseil d'Etat a confirmé la dissolution. Utilisant un fait divers tragique, l'affaire Méric (à laquelle l'Œuvre française est totalement étrangère), le nouveau converti au judaïsme politique, Manuel Valls, a profité de ses fonctions de ministre de l'Intérieur pour mener un combat personnel qu'il place dans la continuation de l'action de Léon Blum, du Front populaire, de la dissolution des Ligues en 1936 et de la guerre d'Espagne. Même s'il a revendiqué son acte, lors de son discours d'ouverture de l'Université d'été du PS à la Rochelle en 2013, qualifiant l'Œuvre française de « *matrice de l'extrême droite depuis 30 ans* », Valls reste le petit commis des puissants qui mènent ce monde ; car le véritable donneur d'ordre est le président du Congrès Juif Mondial, Ronald Lauder, qui, le 6 février 2013, a exigé de Hollande lors de sa remise de la Légion d'honneur à l'Élysée, la destruction de l'Œuvre française, seul mouvement politique en France à s'opposer au projet juif de domination mondiale. A M. Sauvé le complice, à Valls l'exécutant, à l'insignifiant et soumis Hollande, le signataire des décrets de dissolution, à Lauder le donneur d'ordres, nous rajoutons sur la liste de ceux que nous tenons pour responsables de cet acte inqualifiable, l'ancien préfet de Lyon Carencio. Ce dernier mène une guerre sans relâche contre les nationalistes, ce qui lui a valu, en récompense, d'être promu Préfet de Paris. Il a récemment encore porté plainte contre moi pour diffamation car j'ai osé lier sa nomination à la guerre qu'il nous mène, de même que pour M^{me} Leglise que d'aucuns ont surnommée madame synagogue, qui, en tant que directrice du Bureau dit des Libertés publiques au ministère de l'Intérieur, a tenu avec zèle et assiduité l'instruction du procès en sorcellerie aboutissant à l'interdiction de l'Œuvre française. En allant jusqu'à se présenter en personne devant le Conseil d'Etat lorsque fut examiné le référé en urgence contestant l'interdiction, elle a bien mérité sa récente Légion d'honneur.

R. : Par ailleurs, vous êtes mis en examen pour reconstitution de ligue dissoute. Que vous reproche-t-on au juste ?

Y. B. : On reproche à Alexandre Gabriac et à moi-même d'avoir continué nos activités politiques que ce soit à travers des réunions publiques organisées par le CLAN (Comité de Liaison et d'Aide Nationaliste) ou des commémorations comme le six février sur la tombe de Robert Brasillach. L'enquête a été menée par l'antiterrorisme. Tout y est passé : des écoutes téléphoniques à la surveillance de nos comptes bancaires... Dans le dossier de justice, qui fait 60 cm d'épaisseur, on trouve des photos de police réalisées à partir de sous-marins embusqués devant le lieu de nos réunions et de nos rassemblements. Au moment de l'affaire *Charlie*, les spécialistes du renseignement ont déclaré qu'il fallait entre 20 et 25 policiers pour suivre un individu au quotidien. On peut donc affirmer que pour surveiller Gabriac et Benedetti, le Système a dû et doit mobiliser plus de 40 policiers. Vous voyez le délire. Et pendant qu'ils espionnaient les moindres faits et gestes des petits poissons que nous sommes, ils ont laissé passer dans les mailles du filet de dangereux requins comme Sahli, Coulibaly ou les frères Kouachi. De toute façon j'ai déclaré, et j'ai maintenu mes propos devant le juge d'instruction, que l'Œuvre française ne pouvait être dissoute en tant qu'institution car elle incarne la France historique. Je leur ai dit et répété que l'Œuvre française existe et existera encore quand on ne parlera plus ni de Valls ni de Hollande. A moins de nous dissoudre dans l'acide, cette tyrannie socialiste nous trouvera toujours sur sa route. Le mouvement créé par Pierre Sidos en 1968 s'incarne aujourd'hui dans la figure de son président Yvan Benedetti.

R. : Depuis une interview à BFMTV et à notre hebdomadaire de J.-M. Le Pen,

le Front national connaît une grave crise politique et familiale qui semble s'aggraver de jour en jour ? Comment l'analysez-vous ?

Y. B. : Quand le Système ne peut détruire un opposant de l'extérieur, il noyauté son mouvement afin de le neutraliser de l'intérieur. C'est une méthode d'action permanente de la subversion. Les artisans de la destruction du Front National canal historique ont été la propre fille du fondateur et Florian Philippot, un agent du Système en mission commandée. Je pense que Jean-Marie Le Pen est tombé dans un piège que lui ont tendu nos ennemis. Tout a été manigancé selon un scénario d'autant plus prévisible qu'il s'était déjà déroulé l'année dernière lors de l'affaire de la "four-née". Bourdin sur RMC en a été le complice en interrogeant de manière insistante le Menhir sur « le point de détail ». La réponse de celui qui jamais ne se dédit était prévue d'avance. La campagne médiatique en externe et la pression des marinistes en interne sur la présidente du FN a suffi pour faire sauter le dernier verrou qui constituait un frein à la normalisation du FN, les liens sentimentaux, familiaux et financiers entre le père et la fille. Lors de ma comparution en 2011 devant la commission de discipline du FN, j'avais fait le procès de la dédiable. J'avais indiqué alors que la dédiable était un monstre froid qui dévorait tous ses enfants. J'avais rajouté qu'une maille avait été tirée et que tout le tricot allait venir. Jean-Marie Le Pen qui était présent et qui avait pris ma défense avait opiné du chef. Mais si la mise à l'écart du fondateur du Front National était prévisible, sa suspension a été particulièrement violente et indécente. Le spectacle de la Le Pen reniant son père en direct lors de la grand-messe du journal de 20h sur TF1 était écoeurant. Ce soir-là, loin d'endosser le costume d'homme d'Etat comme l'a clamé Philippot, elle n'a revêtu que les fripes de larbin du Système. De plus elle a commis une double faute, morale et politique : il faut respecter son père et honorer les vieux soldats!

R. : Quels sont selon vous les ressorts, les causes et les conséquences prévisibles de cette crise ?

Y. B. : La destitution du vieux chef constitue l'achèvement du ralliement du néo-FN au Système. Le parricide lève définitivement les ambiguïtés. La Le Pen fait partie du système, elle est aux mains des lobbies. Avec beaucoup de panache et malgré ses défauts, Le Pen incarnait la France ; sa fille ne fait que représenter la République. Il n'est point besoin de rappeler aux lecteurs de RIVAROL toutes les compromissions dont elle est la championne. La constitution d'un groupe au parlement européen au moment où elle se débarrasse du père ne doit rien au hasard. Rien au hasard non plus, son adoubement par le président du CRIF Roger Cukierman qui lui a décerné un brevet d'irréprochabilité. Le Pen malgré sa belle résistance n'y peut rien. Aveuglé par sa fille qu'il voyait belle comme un soleil, il n'a pas vu le coup venir. Déjà l'année dernière, répondant à vos questions, j'avais dit que Gollnisch et lui avaient perdu la main. A la Jeanne d'Arc du 1^{er} mai, la Le Pen arborait à la boutonnière la Flamme d'honneur, qu'elle n'avait jamais portée, avec derrière elle, le slogan « Faire Front », tout cela comme marqueur du FN. Le discours était plus lepéniste que Le Pen, tout cela pour rassurer les frontistes historiques et pour mieux enterrer Jean-Marie Le Pen. Il ne reste au vieux lion qu'une faculté de nuisance. Car la normalisation du néo-FN qui va succéder à la dédiable va aller en s'accéléralant. C'est comme un plan incliné qu'il est impossible de remonter. Déjà Louis Aliot s'affiche à la journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et la Le Pen, toujours flanquée d'Aliot, a partagé un déjeuner casher avec une délégation du parlement juif européen de Strasbourg où elle a rappelé que « *l'antisémitisme n'a pas sa place dans sa formation politique* » et qu'elle « *condamne le boycott d'Israël* ». Elle ne rebrousse pas chemin sur la route de Canossa à destination de Yad Vashem, d'Auschwitz et du Vel' d'Hiv'.

R. : Vous pensez donc qu'il n'y a plus rien à attendre du Front National actuel ?

Y. B. : Pour bien connaître son fonctionnement de l'intérieur, le néo-FN est un parti comme les autres. Il en a les mêmes tares et les mêmes vices. C'est un syndicat d'intérêts dont le moteur est le carriérisme et l'enrichissement personnel, où règne l'esprit courtisan et où se pratique le droit de cuissage de petits barons sodomites. Il n'est que de voir avec quelle rapidité les cadres ont retourné leur veste, reniant avec force déclarations ou en silence Jean-Marie Le Pen pour un mandat ou une investiture. La seule chose qui le distingue de l'UMP, c'est qu'il n'a jamais gouverné. Du point de vue de la méthode, comme Paris valait bien une messe, certains tentent de nous expliquer que 2017 vaudrait bien quelques concessions par soucis tactiques. Nous serions la vieille extrême droite poussiéreuse et nostalgique qui n'a connu que la défaite. Ce qu'ils ignorent, c'est que l'erreur qu'ils commettent n'est pas nouvelle et qu'elle a fait perdre le mouvement national à de multiples reprises tant avant-guerre, au moment des Ligues et du six-février 1934, que pendant le conflit algérien avec l'échec de l'OAS. Il faut s'attaquer à la racine du mal et non à ses conséquences. Il faut éradiquer la tumeur cancéreuse et non se contenter de traiter les cellules malades. Le Système n'est ni amendable, ni réformable. Bâti sur deux impostures, celle de la révolution bourgeoise de 1789 des pseudo-droits de l'Homme et de la religion shoahique de 1945, le Système doit disparaître et être remplacé par un ordre nouveau naturel et organique. Pour cela il ne faut faire aucune concession. A ce titre la situation en Grèce est riche d'enseignement.

R. : Justement comment analysez-vous la crise politico-financière en Grèce ?

Y. B. : Le néo-FN a cru intelligent de soutenir le mouvement Syriza qui devait ébranler la tutelle de l'Union européenne et délivrer les Grecs de la politique d'austérité. En fait, à la suite des précédents, ce gouvernement populiste n'a pour but que de faire accepter par les Grecs un énième plan d'austérité imposé par l'oligarchie européenne. En bon politicien, Alexis Tsipras avait spéculé sur la victoire du "oui" au référendum qu'il avait lui-même proposé, pour accepter, à contre-cœur aurait-il assuré, démocratie oblige, un nouveau plan d'austérité. A l'annonce des résultats, Tsipras a commenté la victoire du "non" devant un drapeau de l'Union européenne. Et dans la soirée, il avait sacrifié son ministre des Finances très hostile au diktat de la Troïka. Il ne lui restait plus qu'à renier ses engagements de campagne électorale. Mais 10 ans après la victoire du "non" chez nous, la Grèce a repris le flambeau du "non" aux eurocrates. Les mondialistes sont dans l'impasse. Ce nouveau plan ne fait que reculer l'échéance de sortie de l'Euro. Car le système financier international est trop fragile pour accepter une renégociation de la dette grecque qui s'élève à près de 350 milliards d'euros. Et il redoute l'effet domino d'une sortie de la Grèce de la zone euro. L'espérance née de ce "oxi" est portée par l'idéal d'indépendance qu'incarnent les nationalistes d'Aube Dorée qui ne cèdent rien au système oligarchique. Ils sont la seule alternative. Voilà pourquoi la répression à l'encontre de nos camarades déjà très forte aujourd'hui risque de s'accroître.

R. : Quel jugement portez-vous sur la politique actuelle et quelle réponse faut-il apporter ?

Y. B. : Nous sommes à un carrefour. Je pense que la situation politique n'a jamais été aussi favorable à nos idées à mesure que notre pays s'enfoncé dans la crise et le chaos. Depuis un moment, que je situe à la victoire du "non" à la constitution européenne, les lignes de force qui traversent la société française ont basculé. La subversion, triomphante dans les années Mitterrand, est sur la défensive. Les plaques tectoniques de la politique se déplacent du mondialisme vers le nationalisme et nous sommes à l'avant-garde de ce moment d'inertie. Ce mouvement est insensible mais il existe des indicateurs à qui sait les observer. Que ce soit ce printemps français né de la révolte contre la légalisation du pseudo-mariage homosexuel qui a été une divine surprise, l'effet Zemmour et le succès de son *Suicide français*, les résultats

électoraux du Front National qui sont un thermomètre du niveau de rejet du Système plus qu'une médecine au mal, la radicalisation d'une partie de l'UMP rebaptisée en Républicains qui, engagée dans la course à l'échalote avec le Front National, court après son électoral, la lente agonie du journal *Libération*, symbole de cet esprit soixante-huitard pourrisseur, la disparition, nous venons d'apprendre la bonne nouvelle, du journal décadent et homosexuel *Têtu*, tout cela alors que la revue conservatrice *Valeurs Actuelles* bat des records de vente ! Et même dans une certaine mesure, une fois la fureur retombée et l'effet de propagande dissipé, l'anéantissement de l'esprit décadent de *Charlie-Hebdo* mort par là où il avait péché, l'antiracisme, tué par des chances pour la France qu'il avait tant aimées... Nous sommes aujourd'hui confrontés à des défis que le pouvoir ne peut pas relever tant il est empiété dans ses contradictions : la montée d'un takfirisme islamiste violent corollaire du problème d'immigration, une véritable invasion de milliers de migrants qui chaque jour envahissent l'Europe créant dans nos villes des situations apocalyptiques dont l'exemple le plus frappant est celui de Calais, la menace de notre disparition en tant que race sous les coups de l'immigration, du métissage, de l'avortement, la progression de la pauvreté, conséquence d'une situation économique précaire et la concentration des richesses et enfin un vide spirituel et un manque d'idéal devant le matérialisme triomphant. Face à de tels dangers, le Système est sans défense. C'est pourquoi chaque jour il s'affaiblit et le nationalisme se renforce. La seule solution possible est d'opérer un changement radical et profond. C'est une révolution nationale qu'il faut à la France !

R. : Quel doit être l'outil de cette Révolution ? Etes-vous favorable au regroupement de tous les nationalistes dans une même structure ?

Y. B. : La situation est favorable pour construire une alternative crédible au Système en dehors du Front National. La suspension de Jean-Marie Le Pen a levé l'ambiguïté qui perdurait depuis le Congrès de Tours. L'état d'euphorie dans lequel se trouvent les néo-frontistes peut continuer encore quelque temps mais il se brisera sur l'écueil de la gestion des responsabilités politiques. Il n'est pas loin du Capitole à la Roche tarpéienne et déjà percent les traces du collier et de la laisse que la Le Pen a autour du coup. De nombreuses personnalités qui font le mouvement national comme Roger Holeindre ou Pierre Vial ont appelé à la constitution d'une forme de Front patriotique. S'il sait s'extraire du règlement de compte familial, Jean-Marie Le Pen peut être et doit être le catalyseur de ce renouveau. Quant à nous, nationalistes, nous sommes disponibles pour œuvrer au rassemblement du camp national, dans le respect de toutes ses composantes mais sur une base doctrinale claire et minimale : la défense de la famille et le refus de l'avortement, la défense de la liberté d'expression et l'abrogation de toutes les lois liberticides, la défense des éléments constitutifs de la France en tant que nation de race blanche, de tradition chrétienne et de culture gréco-latine, le tout dans son cadre civilisationnel européen. Mais avant cela et pour plus d'efficacité, les nationalistes, orphelins depuis les dissolutions, doivent se regrouper. C'est pourquoi je soutiens l'initiative de la revue *Militant* (voir sur le site <revue-militant.fr> « *l'appel aux Français non reniés* » du présidium du Parti nationaliste français, P.N.F., B.P. 237, 75464 Paris cedex 10) dans sa volonté de regrouper tous les nationalistes. J'appelle tous ceux qui nous soutiennent et nous font confiance à participer activement à cette structure. Chacun à notre poste, nous devons être conscients des enjeux qui sont historiques. L'heure est grave mais derrière les nuages perce un coin de ciel bleu. « *Ce monde vétuste et sans joie, croulera demain devant notre foi...* » dit le vieux chant révolutionnaire. Il faut croire en la victoire et s'en donner les moyens. Il ne tient qu'à nous.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.

Pour contacter Yvan Benedetti, lui écrire à : <yv.benedetti@gmail.com>.

La civilisation assassinée par les "valeurs" républicaines

RÉAGISSANT dans RIVAROL à l'attentat du 26 juin contre le site nucléaire de Saint-Quentin-Fallavier, dans l'Isère, qui s'est achevé par la décapitation particulièrement écœurante, entourée de tout un symbolisme macabre, du patron d'une entreprise de transport par le salafiste Yassin Salhi, événement concomitant de l'acte terroriste perpétré sur la plage du port El Kantaoui, à Sousse en Tunisie, par un étudiant tunisien de vingt-trois ans et coûtant la vie à au moins dix-huit touristes étrangers, Jérôme Bourbon s'est bien gardé de prendre pour argent comptant les déclarations du Premier ministre Manuel Valls, évoquant une « guerre de civilisation » et laissant croire qu'il y aurait d'un côté la civilisation et de l'autre une barbarie qui n'hésiterait pas à égorger et à décapiter. La vérité est en effet que nous sommes pris entre deux barbaries et notre directeur a bien raison de rappeler que « les hommes au pouvoir en France sont bien les héritiers de la sinistre Révolution dite française où l'on guillotinaient à tout-va, de la guerre de la III^e République contre l'Église catholique où l'on crochetait les couvents, où l'on pourchassait les congrégations religieuses, où l'on profanait en toute impunité les églises, et de la sanglante épuration gaullo-communiste à la fin de la Seconde guerre mondiale et après la guerre d'Algérie ».

Le tableau de la barbarie républicaine est très complet. Je me contenterai d'y ajouter quelques réflexions sur l'idée de civilisation que le Premier ministre a l'air d'ignorer superbement, à commencer par une définition du mot *civilisé* : le civilisé, disait Charles Maurras, est un héritier, qui se reconnaît comme tel et se sait donc débiteur. Ce fait de nature est complètement occulté par la funeste philosophie des Droits de l'Homme qui est à l'origine des « valeurs républicaines », lesquelles, selon le Premier ministre, fondent la civilisation...

Or cette philosophie et ces principes, essentiellement individualistes, sont inspirés par la pensée de Jean-Jacques Rousseau, le moins civilisé et le plus asocial des hommes. Résumons : chacun n'est sur terre que pour y chercher sa satisfaction personnelle ; il ne doit donc obéir qu'à soi-même, être systématiquement en révolte contre toute loi divine ou humaine, n'avoir d'autre référence du bien et du mal que sa conscience. Il ne se lie alors à la société que par un contrat fondé sur des rapports purement intéressés entre les hommes : j'adhère à la société si j'y trouve un moyen de survie de mon égoïsme... Le rôle de l'État n'est plus dès lors de gérer le bien commun au-dessus des biens particuliers ; il ne doit plus que conserver les droits des individus car, le péché originel étant envoyé aux oubliettes, de la libre recherche par chaque individu de son bien privé doit naître le bien général.

L'HOMME QUI NE PENSE QU'À SES DROITS

Telle est la thèse de Rousseau, plus ou moins mise en forme dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789 dont le but fut de "libérer" l'Homme de l'ordre naturel : chacun a une destinée strictement personnelle, la société n'est plus qu'une juxtaposition d'individus et le droit se rapporte uniquement à ceux-

ci sans référence au bien commun. N'ayant plus sa source dans sa conformité avec la loi naturelle, il ne l'a plus que dans l'Homme lui-même et les droits deviennent alors purement subjectifs, mais ils sont les droits de l'Homme des Lumières — un Homme abstrait, affranchi de tout ce qui le caractérise, hors de toute appartenance à une communauté familiale, territoriale, professionnelle, nationale, religieuse comme si la société pouvait n'être qu'un conglomérat d'individus interchangeables...

Il apparaît déjà que les principes de 1789 sont mortifères pour la civilisation. Il a fallu détruire ou affaiblir tous les organismes naturels (familles, paroisses, corporations, provinces) qui, traditionnellement, encadraient l'individu, pour ne plus laisser subsister que l'État, seul habilité à définir la liberté. Cela, afin que chacun, n'ayant plus d'intérêt particulier à considérer, pût être vertueux et fonder sa volonté dans la volonté générale. Déconnecté des forces vives où il puisait sa sève, le citoyen avait déjà vocation à être interchangeable, et à bientôt se laisser mondialiser...

On préparait ainsi le règne des purs, de ceux qui se seraient le plus dépouillés des traditions pour devenir des hommes nouveaux et épurer le pays par l'échafaud. Tous les totalitarismes modernes ont ici leur inspiration. Écrasant les hommes concrets sous le joug d'une entité collective, une machine de guerre terroriste s'enclenchait contre tout pouvoir venu d'en haut (le roi, les prêtres, les nobles, les pères de famille, les Vendéens...). Mais comme plus aucune référence transcendante n'est reconnue pour juger de la vertu, donc de la pureté de tel individu ou de tel peuple, cela peut déboucher sur une espèce d'eugénisme voire le culte du surhomme ou d'une race supérieure. Elle sert aujourd'hui à armer les djihadistes, les purs entre les purs du terrorisme moderne, qui entendent faire la loi dans le monde.

LA TRANSMISSION IMPOSSIBLE

Or une civilisation, disait Maurras, a deux supports : capitalisation et tradition, qui veut dire transmission. Ces deux supports sont ceux que les idées révolutionnaires minent depuis plus de deux cents ans.

L'institution familiale d'abord : elle a dû subir la suppression du droit d'aînesse, le divorce, l'avortement, les atteintes à l'autorité du père, les restrictions d'allocations familiales, et voilà que, toujours au nom de la liberté, on entend mettre sur le même plan toutes espèces de couples unis par des intérêts matériels ou par des appétits sexuels particuliers, et l'on ne privilégie même plus le mariage, pourtant le seul moyen de perpétuer l'espèce humaine ; on veut même créer des enfants artificiels pour satisfaire les caprices des invertis. On en est ainsi arrivé au point extrême d'autodestruction au nom du droit d'assouvir tous ses désirs.

Le respect de la vie est lui-même en danger quand la vie devient un droit, donc que chacun peut en jouir à sa guise... Ainsi a-t-on substitué, au sens de la vie, la qualité de la vie. Du je pense donc je suis, on est passé à je jouis donc je suis. Lesdits droits étant illimités, je m'arroge le droit de juger si une vie vaut d'être vécue. La porte est ouverte à une recrudescence du suicide, à la pla-

nification des naissances, à la banalisation de l'avortement (un enfant non désiré, ou mal formé, ne sera pas humanisé, et c'est ainsi que l'on commet l'attentat terroriste le plus criminel contre le plus innovant des êtres !), à l'euthanasie, à l'eugénisme par les manipulations génétiques. Le droit à la vie envisage la seule existence terrestre, celle où l'on a droit à quelque chose. C'est oublier qu'elle est en fait un cadeau de Dieu, un fait de nature, que sa dignité est dans sa destinée naturelle et surnaturelle, laquelle commence à se réaliser dès la conception et se prolonge dans l'éternité après passage devant le seul juste Juge.

Et puis, quand tout est "droit", on multiplie dans la société les névrosés, les aigris et les dépressifs, plus personne n'étant en état de surmonter les épreuves qui le privent de ce à quoi il avait "droit". Se souvenant de Job qui avait tout reçu de Dieu puis tout perdu et qui, étendu sur son lit de fumier, louait encore Dieu, l'homme contemporain aurait tout intérêt à penser que *tout est grâce*, plutôt que tout est droit et à se savoir débiteur envers la société.

Mais les communautés historiques elles-mêmes en lesquelles s'incarnaient jusqu'à présent la civilisation sont très menacées par la pseudo-religion des Droits de l'Homme. Les Droits de l'Homme et du citoyen proclamés en 1789 étaient ceux du citoyen en tant qu'Homme, non ceux de l'Homme en tant que citoyen — un homme interchangeable, ouvert à tout ce qui n'est pas lui, le frère de quiconque se bat pour les Droits... Deux cents ans plus tard les apôtres de l'immigration, les européistes, les mondialistes, nous disent que, maintenant où les Droits de l'Homme sont connus du monde entier, il serait temps de rejeter cet instrument de propagande, disent-ils, qui s'appelait la France. Laissons-nous absorber, nous ne serons plus français, mais nous resterons hommes et citoyens du monde.

MANUEL LE DÉRISOIRE

Tel a été durant deux siècles le travail de sape des principes de 1789. Le Premier ministre est dérisoire quand il fait mine de croire que les sociétés dites démocratiques peuvent s'opposer à la barbarie islamiste. Incapable de citer Homère, Virgile, saint Augustin, Cervantès, Michel-Ange, Shakespeare, Pascal, Bach qui portèrent à son sommet le génie occidental, il se racroche au spectacle actuel de ce qui fut notre civilisation, sans même se douter que la philosophie révolutionnaire n'est que le droit pour l'homme d'être asocial et de se laisser absorber par le mercantilisme mondialiste ravalant la planète à son plus vil commun dénominateur.

Il peut bien bomber le torse devant les terroristes : il semble leur dire sur un ton piteux, mais sérieux, ces quelques phrases trouvées par hasard sur internet il y a quelques jours dans lesquelles feu Philippe Muray exprimait dès 2002, avec le sourire du désespoir, la déchéance de notre civilisation :

« Chers djihadistes, craignez le courroux de l'homme en bermuda. Craignez la colère du consommateur, du voyageur, du touriste, du vacancier descendant de son camping-car ! Vous nous imaginez vautrés dans des plaisirs et des loisirs qui nous ont ramollis. Eh bien, nous lutterons comme des lions pour protéger notre ramollissement [...]. Chers djihadistes, chevauchant vos éléphants de fer et de feu, vous êtes entrés avec fureur dans notre magasin de porcelaine. Mais c'est un magasin de porcelaine dont les propriétaires de longue date ont entrepris de réduire en miettes tout

ce qui s'y trouvait entassé [...]. Vous êtes les premiers démolisseurs à s'attaquer à des destructeurs. Les premiers incendiaires en concurrence avec des pyromanes [...] À la différence des nôtres, vos démolitions s'effectuent en toute illégalité et s'attirent un blâme quasi unanime. Tandis que c'est dans l'enthousiasme général que nous mettons au point nos tortueuses innovations et que nous nous débarrassons des derniers fondements de notre ancienne civilisation. Chers djihadistes, nous triompherons de vous. Nous vaincrons parce que nous sommes les plus morts ! »

UN NOUVEAU CLOVIS ?

La *Civilisation plénière* qui a vocation à éclairer tous les hommes, c'est évidemment la civilisation catholique, celle que honnit le Premier ministre, celle, toute en qualité, qui s'appela la Grèce, l'atticisme, puis l'hellénisme, puis Rome qui la diffusa dans l'univers d'abord avec les légions de ses soldats et de ses colons, ensuite avec les missionnaires de sa foi chrétienne. Tout semble avoir été providentiellement disposé pour que fût diffusé le christianisme après que tout élément de civilisation eut été fécondé et illuminé par lui.

Dans la grande débâcle de la civilisation, Manuel Valls n'est qu'un olibrius : il ne voit pas que l'Occident d'aujourd'hui, engoncé dans son matérialisme et son hédonisme, ne représente en rien la Civilisation et n'a aucune réponse à donner à la montée de la barbarie islamiste. C'est à nous Français, les aînés des héritiers de la Civilisation chrétienne, portant en elle, disait Maurras, « l'essence des doctrines de la haute humanité » qu'il revient de nous montrer dignes et fiers de cet héritage et de le transmettre à ceux qui, de notre sang ou venus d'ailleurs, nous suivront, pour qu'ils l'aiment, s'y élèvent et en vivent à leur tour. Faute de quoi, nous laisserons derrière nous une société de sauvages. Mais où trouver ce chef qui soit digne d'être un nouveau Clovis ? Sûrement pas dans le cheptel politique actuel, de droite ou de gauche. A vue humaine tout semble perdu, mais la Vierge Marie veille comme elle l'avait promis à saint Rémi en 496 !

Michel FROMENTOUX.

1. Cité par Vincent Trémolet de Villers dans le Figarovox du 29 juin 2015.



(Dessin de Chard)

Renouveau Français
UNIVERSITÉ D'ÉTÉ NATIONALISTE 2015
 DU 19 AU 23 AOÛT EN BOURGOGNE
 FORMATION, CAMARADERIE... 06 21 22 16 32

AIDEZ-NOUS, AIDEZ-NOUS VITE !

Association des « AMIS DE RIVAROL »
 Président : André GANDILLON

Bulletin d'adhésion

Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Téléphone :
 Signature :

Montant de la cotisation

Etudiant, chômeur, retraité : 10 €
 Membre actif : 20 €
 Membre donateur : 40 €
 Membre bienfaiteur : à partir de 100 €

Chèque bancaire
 ou CCP PARIS 8602-77P
 A l'ordre des « Amis de Rivarol »
 Tour Ancône, 82 Bd Massena 75013 Paris

Jugement final : le maillon manquant dans la

DÉBUT juin, en rendant hommage à Michael Collins (voir page ci-contre), sur son blog, Kevin Barrett, ex-professeur d'université (à Paris, notamment) déclarait : « Mike était en avance sur son temps. Il avait développé la faculté de discerner la vraie nature du pouvoir sioniste et du nouvel ordre mondial sur lesquels je dois encore personnellement travailler... C'est en 1975 que j'entendis parler de lui. Intrigué moi-même par l'assassinat de John Kennedy, je me souviens de la bombe qu'avait provoquée sa thèse, soutenant l'implication de Ben Gourion et du Mossad dans la tragédie de Dealy Plaza ; thèse immédiatement rejetée et taxée d'antisémitisme — terme qui m'intimidait à l'époque — et il y avait déjà tant d'évidence contre Johnson et la CIA qu'il me semblait superflu d'y ajouter le Mossad. Pourtant, après avoir lu le travail de Mike, je m'aperçus qu'il était sur quelque chose de solide ».

Les raisons de vouloir supprimer John Fitzgerald Kennedy ont été multiples. Certes, les réformes qu'il avait entreprises bousculaient pas mal d'idées reçues mais ses intentions avaient au moins le mérite d'être honnêtes.

Sa remise en question du système de taxation, annonçant une réduction permanente du taux d'imposition qui favoriserait l'emploi n'était-elle pas un exemple que beaucoup, aujourd'hui, pourraient suivre ? De même que la création et la mise en circulation, honorable et audacieuse, d'un nouveau dollar, « le billet des Etats-Unis », le 4 juin 1963 — au nom du gouvernement américain et au nez de la Réserve fédérale. Un camouflet inglant à la haute finance internationale — « imposant sa tyrannie sur les masses » par le contrôle de la monnaie et l'institution du chômage — qui sera lavé par le sang. Comble de l'infamie, immédiatement après l'annonce de l'assassinat du président, les cours de la Bourse s'envolaient. Wall Street était en liesse.

Bien réelle aussi fut la volonté de John Kennedy de mettre un terme à la guerre du Vietnam et de supprimer, du même coup, la CIA qu'il savait corrompue et impliquée dans le trafic d'héroïne, notamment au Sud-est asiatique, héroïne — quel nom charmant — transportée jusque dans les sacs ramenant les soldats américains fauchés par la mort.

Grâce à des pourparlers avec le leader soviétique, Nikita Khrouchtchev, lors de la crise de Cuba, John Kennedy avait eu le mérite d'éviter un conflit nucléaire avec l'URSS (souhaité par certains) et entendait faire appliquer le pacte de non-prolifération des armes nucléaires afin de préserver une paix durable.

L'on sait peu, en outre, qu'en dépit de certaines de ses initiatives jugées par « trop progressistes », Kennedy n'était pas d'accord avec la politique de décolonisation instituée par Franklin D. Roosevelt, dès 1942. D'ailleurs, contrairement à l'Angleterre et la machine diplomatique états-unienne, il désapprouva, suite à l'indépendance de l'Inde, que fût ôtée au Portugal sa colonie indienne de Goa. Et sur un sujet qui nous touche de plus près, l'Algérie, si Kennedy en approuvait l'autodétermination, il en réprochait les violences. Touché par le sort des réfugiés européens amassés dans les ports, faute de transport suffisant, Kennedy offrit l'aide de sa marine, un geste d'humanité que De Gaulle refusa catégoriquement.

D'autre part, les médias se sont toujours évertués à présenter Kennedy comme un ami inconditionnel d'Israël. Il est vrai qu'il fut le premier président à lui fournir des armes (missiles HAWK) après que Nasser eut reçu des bombardiers de longue portée de la Russie soviétique, mettant fin, du même coup, à l'embargo sur les armes, institué jusqu'alors par les Etats-Unis. « Mais ce qui n'est pas dit, précise Collins Piper, c'est qu'il s'agissait d'un chantage de la part d'Israël, du genre : si vous ne nous envoyez pas d'armes conventionnelles, nous créerons des armes nucléaires — telle était, de toute façon, leur intention... L'option nucléaire, poursuivait Collins, représentait pour le leader israélien la base même de la sécurité nationale de son pays et l'acquisition d'armes de destruction massive ne lui causait aucun scrupule ».

Les ambitions hégémoniques et la détermination de Ben Gourion devenaient « un obstacle » à une paix à portée de main, au Moyen-Orient. Aussi s'engagea, entre les deux hommes d'Etat, un véritable « bras de fer », généralement igno-

ré du public ; Kennedy faisant pression sur Ben Gourion en réclamant l'inspection du réacteur nucléaire de Dimona, mis en place — faut-il le rappeler — grâce à l'assistance technique et financière du gouvernement français de l'époque.

Afin d'infléchir Kennedy, Israël tentera la « séduction » en la personne de trois hommes d'affaires sionistes venus proposer au président le financement de sa future campagne électorale... Ce que Kennedy déclina avec politesse et, amusé, ne manqua pas de rapporter à ses proches collaborateurs.

Avec le temps, l'intransigeance et les attentes démesurées de Ben Gourion finirent par excéder le leader américain, soucieux de « garder l'équilibre des forces en présence ». Y eut-il un ultimatum de la part de Kennedy pour que, se sentant humilié, Ben Gourion présente, un matin d'avril 1963, sa démission à son cabinet ministériel, consterné ? Quoi qu'il en soit, sans doute n'avait-il pas dit son dernier mot...

LA THÈSE DE MICHAEL COLLINS PIPER

Comme toute les tragédies à l'échelle mondiale, le meurtre de John Kennedy a été d'une importance capitale. Sa disparition allait entraîner un changement radical dans les relations entre les Etats-Unis et l'Etat hébreu, de même que sur le plan international. Dont le premier responsable sera Lyndon Baines Johnson, qui lui succéda.

Petite anecdote qui en dit long sur ce personnage : la veille de l'assassinat de JFK, il aurait dit à sa maîtresse : « A partir de demain, ce b... de Kennedy ne m'insultera plus ». Comment donc s'étonner qu'au fil du temps, Johnson devienne le suspect numéro un des Américains, dans l'attentat sanglant contre leur président ?

La thèse défendue par Michael Piper n'avait jamais été auparavant ouvertement débattue. Et pour cause !

C'est en poursuivant sa documentation par la lecture de toutes les théories circulant sur l'assassinat, depuis des décennies, que Piper dit avoir découvert son « maillon manquant ».

Par le biais d'une phrase, dans un livre controversé, *Coup d'Etat in America*, de A. J. Weberman et Michael Canfield, publié en 1975. « Une insinuation, précise Collins Piper, une simple assertion, à la page 41 : « Après l'assassinat, y lisait-on, un informateur des services secrets et de la FBI qui avait infiltré un groupe d'exilés cubains à qui il était sur le point de vendre des armes [contre Castro], rapporta que son interlocuteur lui avait dit, le 21 novembre 1963 [donc la veille du drame] : « nous avons à présent beaucoup d'argent, nos commanditaires sont les juifs (sic) — aussitôt qu'ils se seront occupés de Kennedy » ». Intrigué, la mafia juive lui vint immédiatement à l'esprit, Meyer Lansky, en particulier, qui avait à cœur de faire revivre les salles de jeu de Cuba, interdites depuis l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir. Pourtant, jusqu'à présent, pour Piper, la CIA était la première responsable ; certes, alliée à certains éléments de la mafia mais aussi du mouvement cubain anticastriste.

Durant l'année qui suivit, Piper retrouva une variante de la citation initiale dans « *Contract on America* » de David Scheim pour qui la mafia seule était en cause. Scheim faisait référence « aux commanditaires des comploteurs cubains » mais avait tout simplement supprimé « les juifs ». Pour Michael Piper, cela fut un signe à ne pas ignorer, une piste à explorer.

CONNEXION À MEYER LANSKY ET ISRAËL

« J'avais très récemment appris, reprenait Piper, qu'une nouvelle biographie de cette personnalité marquante du crime organisé venait d'être publiée mais elle n'était finalement que l'œuvre d'un échetier, vide ».

Tel l'archéologue concentré sur ses fouilles, Piper va s'apercevoir que loin de l'image de simple gangster, prêtée à Meyer Lansky, ce Judéo-Polonais (de son vrai nom Meier Szychowlański) tenait sous sa coupe, tous les membres de la Mafia. Considéré comme « son cerveau », Lansky y tenait donc un rôle essentiel, délibérément minimisé ou ignoré par la Commission Warren. Quant à ses liens avec Israël, Lansky y avait de la famille et s'y était ré-

fugié pour un temps... Avec la CIA, les contacts étaient bien réels. Piper était convaincu que les chercheurs de la première heure n'avaient pu être au courant de ce qu'il mettait à jour : « Un matériel toujours confidentiel ; un secret, un sombre et profond secret. Des échanges entre JFK et David Ben Gourion auxquels même les officiels de haut niveau n'avaient pu avoir accès... Si le conflit entre JFK et la CIA est généralement connu du public, poursuivait-il, les relations étroites et de longue date entre Israël, les adversaires de Kennedy et la CIA l'étaient beaucoup moins. De même que celles entre la CIA et le Mossad, au moment de l'assassinat du président ». Les éléments du puzzle ne demandaient qu'à être mis en place.

PERMINDEX — CIA — MOSSAD

« Ceux qui ont fait référence à Permindex, note Michael Piper, l'ont généralement décrit comme une sorte "d'entité néo-nazie" — ou même un vestige des SS d'Hitler — mais rien ne pourrait être plus loin de la vérité. La connexion Permindex au meurtre de JFK, aussi peu débattue soit-elle, est le lien qui noue — la preuve finale que le Mossad d'Israël était au centre de la conspiration ; en complicité avec la CIA et le syndicat du crime. Comprendre les forces derrière Permindex donne la réponse à l'un des mystères les plus grands de ce siècle ».

Retour rapide sur la commission Warren, dont le président, le juge Earl Warren, passait pour « ami » de la famille Kennedy. Ce que démentent plusieurs anomalies, mises en évidence au fur et à mesure que vont être déclassifiés des dossiers : omissions, contre-vérités et irrégularités (fuite de renseignements, en particulier au profit de J. Edgar Hoover, directeur du FBI — que la seule culpabilité de Lee Harvey Oswald arrangeait —). Dans l'un des épisodes les plus critiques de l'enquête, Warren ira jusqu'à refuser aux autres membres de la Commission l'accès aux photos d'autopsie du président Kennedy, les disant « trop dérangeantes » ; refusant plus tard d'appeler à la barre certains témoins ayant côtoyé Lee Oswald à Mexico ; tentant de même d'annuler une entrevue avec l'épouse du défunt, Jackie Kennedy, au prétexte de vouloir éviter une intrusion dans sa vie intime.

Au final, si 56 % des Américains croyaient à la théorie du « seul tueur » lors de la remise du rapport Warren en septembre 1964, quelques mois plus tard, 90 % croyaient en la thèse du complot, avec comme coupables majeurs la mafia et le président Johnson.

En 1966, éprouvé par la mort de Kennedy et insatisfait des conclusions bâclées du rapport, dont il avait passé un temps considérable à parcourir les milliers de pages, Jim Garrison, procureur de la Nouvelle-Orléans, décida de reprendre l'enquête. Au cours de ses investigations, Garrison va questionner Guy Banister, ex-agent du renseignement de la Marine et du FBI, devenu « agent spécial » de la CIA et point central de cette intrigue internationale.

Sous les ordres de Banister qui l'avait formé, se trouvait le bouc émissaire Lee Harvey Oswald qui séjournait alors à la Nouvelle-Orléans. « Oswald, dira Garrison, en jouant le rôle qui lui fut assigné, pensait infiltrer le complot. Et pourtant, quand vint le temps, ils sortirent le bouc émissaire — l'homme qui croyait servir son président — et le supprimèrent rapidement. C'est alors que la machine, la machine de la désinformation se mit en marche et qu'ils commencèrent à faire un vilain de cet homme, qui, en vérité, fut probablement un héros ».

Dans le sillage de Banister gravitait un certain A. L. Botnick, responsable du bureau de l'ADL (*Anti-Defamation League of B'nai B'rith*), organe du renseignement et de la propagande du Mossad. Après l'interrogatoire de Banister, allait suivre celui de l'énigmatique aventurier David Ferrie, pilote expérimenté, opérant lui aussi, sous couvert pour la CIA. De là, le perspicace procureur allait remonter jusqu'à l'un des personnages-clés de Permindex, Clay Laverne Shaw — alias Clay Bertrand pour les intimes — qui sera la seule personne jamais poursuivie pour ce meurtre.

Shaw était un personnage trouble. Né en Louisiane, de stature imposante ; yeux bleus mais chevelure crépelée, grisonnante. Homosexuel, peut-être même bisexuel comme certaines de ses accointances et figures centrales de la conspiration, dont David Ferrie et Jack Ruby/Rubenstein, assassin d'Oswald.

Lors de l'entrée en guerre des Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, Shaw a 30

ans et s'engage dans l'armée, comme simple soldat. Il va s'occuper de ravitaillement (?) et sera, très vite, promu sous-lieutenant, avant d'être expédié en Angleterre. (Impossible d'en savoir davantage sur cette période le concernant. Sur la toile, une page affiche est « classifiée et indisponible ». Passez braves gens, il n'y a rien à voir !

Shaw se vantera plus tard d'avoir rencontré Churchill à travers l'OSS (ancêtre de la CIA) et une Anglaise du nom de « M^{me} Handley » dira avoir rencontré Shaw à Londres alors qu'il se faisait appeler Victor de Mario. Shaw/Bertrand quittera l'armée en 1946 avec le grade de commandant et rentrera chez lui, au Quartier français de Bâton Rouge, avec un assortiment de décorations à faire bien des envieux. De Belgique, il sera fait Chevalier de la Couronne, de France Chevalier de l'ordre du Mérite et recevra la Croix de Guerre, des Etats-Unis l'Etoile de bronze et la légion du Mérite. Ayant assurément le sens des affaires, Clay Shaw deviendra directeur d'une société commerciale qu'il aidera à établir : *International Trade Mart*, sorte de bazar international, opérant aujourd'hui sous l'appellation de *World Trade Center*. Shaw siègera, simultanément, en tant que directeur du Conseil d'administration de *Permindex*, contraction du nom *Permanent Industrial Exhibition/Exposition* (Perm-ind-ex), consortium sis à Montréal, Canada mais dont la maison-mère était à Bâle et fit même faillite. En fait d'exposition, chacune de ces sociétés manquera plutôt de transparence.

Il n'est pas négligeable de signaler qu'avant l'arrestation de Clay Shaw, Garrison reçut la visite d'un certain John King, homme d'affaires et magnat du pétrole, proche associé de Bernard Cornfield, lui-même protégé de Tibor Rosenbaum dont il sera question plus loin. King et Cornfield étaient engagés dans des opérations très lucratives, internationalement (dans les pipelines en Israël). King tenta vainement — moyennant compensations, il va sans dire — de dissuader le procureur Garrison dans ses recherches.

Le 1^{er} mars 1967, coup de tonnerre : Jim Garrison lance un mandat d'arrêt contre Shaw Bertrand pour « *conspiration d'assassinat* », après deux ans d'investigations — de mars 1967 à mars 1969. Entre-temps, Lee Harvey Oswald et son assassin, Jack Ruby, Guy Banister et David Ferrie ne seront plus de ce monde ; ils sont éliminés.

En conséquence, faute d'avoir pu prouver que Shaw et Bertrand ne faisaient qu'un et que ce dernier, non seulement connaissait Lee Oswald mais le téléguidait, la boucle allait se refermer sur Garrison. Lors d'un procès expéditif, un jury acquittera Clay Shaw/Bertrand en moins d'une heure, grâce à un faux serment de sa part, (celui de nier connaître Lee Oswald) et bien entendu, la protection des puissants.

Trois jours plus tard, un article du journal italien *Paese Sera* affirmera que « Shaw [est] connecté à la CIA par ses liens avec la société "Centro Mondiale Commerciale" (CMC), filiale de Permindex, [d'où son alias Victor de Mario ?] », ajoutant que « CMC [est] une couverture mise en place par la CIA servant au transfert de fonds, au bénéfice d'activités illégales (espionnage et politique) ».

Ces allégations audacieuses n'auraient filtré, dans la presse américaine, que huit semaines plus tard et aujourd'hui encore, alors que 80 % des Américains sont persuadés de l'existence d'un complot, la CIA nie une quelconque implication soutenue, dans ses déclarations, par des journalistes à l'intégrité douteuse.

Mais les faits sont têtus. La traduction de *Centro Mondiale Commerciale* étant *Centre du commerce mondial* donne en anglais : *World Trade Center* — celui de New York, détruit en 2001, toujours, lui aussi, au coeur d'une polémique...

Du haut de son 1,95 m, Jim Garrison était demeuré inflexible sur « l'évidence indéniable du rôle international, de grande envergure joué par Shaw/Bertrand, en tant qu'agent de la CIA » et ne se remit jamais de son échec. Comme l'affirmait Michael Piper avec raison : « Si Jim Garrison avait pu poursuivre librement son investigation, il aurait pu sans mal découvrir les relations de Clay Shaw — à travers la nébuleuse société Permindex — non seulement avec le syndicat du crime international d'un fidèle d'entre les fidèles d'Israël, Meyer Lansky mais aussi avec le Mossad ». Le fil d'Ariane aurait effectivement mené Jim Garrison au principal actionnaire de Permindex, ☞



conspiration de l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy

Louis Mortimer Bloomfield, que découvrait Piper ; l'un des personnages les plus en vue du lobby israélien au Canada.

Engagé dans l'armée britannique — pas en tant que combattant lui non plus — Bloomfield sera officier de renseignement en Palestine. De 1936 à 1939, il devient instructeur de l'armée juive, l'Haganah. Plus tard, il sera recruté (comme le sera Shaw), par l'OSS avec le grade de commandant. L'OSS devenu CIA en 1947, il continuera — tel Shaw — à travailler ponctuellement pour cette agence de renseignement et au cours de ses fréquents voyages en Israël, rencontrera David Ben Gourion.

Dans le sillage de ce dernier, deux noms apparaissent :

— Yitzhak Shamir — ancien officier du Mossad (essentiellement basé à Paris, dans les locaux du Mossad, bureau alors le plus important d'Europe). « *Shamir dirigera l'équipe des assassins au moment du drame* » affirme Piper « *et un ex-officier du renseignement français a confirmé que Shamir lui-même avait organisé leur recrutement par le biais d'un allié du renseignement français* ».

— Menachem Begin — qui deviendra plus

tard, Premier ministre de l'entité sioniste. Il était en 1963 un diplomate israélien "itinérant". Peu de temps avant l'assassinat de JFK, un témoin surprit une conversation entre lui-même et Mickey Cohen, acolyte de Meyer Lansky en Californie, révélant des « *intentions hostiles* » de la part d'Israël, envers le président américain.

Autre actionnaire de Permindex, la *Banque de Crédit international (BCI)* de Genève, fondée par **Tibor Rosenbaum**, « *un des parrains de l'Etat d'Israël* ». Né en Hongrie, Rosenbaum émigra en Palestine avec l'aide de l'Agence juive britannique. Après la création d'Israël, c'est lui qui sera crédité d'avoir été le premier pourvoyeur du Mossad, en charge de sa logistique et de son financement. Sous couvert de Permindex, sa BCI se spécialisera dans le « *blanchiment d'argent sale* » européen au profit de Meyer Lansky, basé à Miami.

A Montréal, Bloomfield servait, en tant qu'avocat, de façade aux **Bronfman**, importants commanditaires internationaux d'Israël, ayant fait fortune à la tête d'une société de spiritueux et à qui la période de la « *Prohibition américaine* » avait été très profitable.

Le patriarche, Samuel Bronfman, natif de l'ancienne Russie impériale, comme nombre de ses coreligionnaires, sera président du Congrès juif canadien de 1939 à 1962 et tiendra, tout au long de sa vie, un rôle prépondérant dans le syndicat du crime de Lansky. A sa mort, en 1971, il était, lui aussi, l'un des hommes les plus riches de la planète.

Dans les années 1950, Bloomfield et Bronfman se joignirent à d'autres magnats afin de financer le « *programme tenu secret de l'armement atomique* » de Ben Gourion. D'après l'écrivain israélien Michael Karpin, « *Ben Gourion révérait littéralement ses donateurs, ce qui démontrait à quel point il sanctifiait (sic) ce projet nucléaire* ».

Quelque temps avant sa mort, en 1984, Louis M. Bloomfield offrait à la Bibliothèque et Archives du Canada, (BAC), 31 cartons de documents. Selon l'auteur québécois, Maurice Phillips, dans son livre, *De Dallas à Montréal*, « *parmi eux se trouve une correspondance fournie échangée avec des politiciens de haut rang, tel le Texan George H. Walker Bush* » (aperçu à Dallas par des témoins, le jour fatal). Une condition accompagnant cette

donation spécifiait que le public ne pourrait y avoir accès que 20 ans après sa mort. Lorsqu'en 2004, Maurice Phillips se rendit à la bibliothèque en vue de consulter les archives supposées déclassifiées, la veuve, Justine Stern Bloomfield Cartier, en refusa la permission, cherchant même à prolonger le délai, de 25 ans, après sa propre mort. Chutzpah ! A la suite de quoi, Philipps amena l'affaire devant les tribunaux et il semblerait, (faute d'information) qu'une partie seulement des documents ait enfin été rendue publique en 2006.

Ces dossiers démontrent « *d'étroites relations professionnelles et amicales* » entre Bloomfield et les Rothschild ; ce qui ne peut surprendre lorsque l'on sait que certains membres de cette dynastie très discrète, ont été, de tout temps, les principaux mécènes de l'Etat hébreu.

Aux dires de Michael Piper, si Maurice Phillips semble douter de l'implication de Bloomfield dans l'assassinat de JFK, il admet toutefois que « *la connexion* » Bloomfield-Rothschild a été volontairement passée sous silence. Elle prouve, en tout cas, que la « *rumeur d'un élément "nazi" dans l'affaire Permindex n'était qu'une "invention"* » (l'art de brouiller les pistes), colportée par Mae Russell, fille du rabbin Edgar Magnin, de Los Angeles, « *père spirituel des grands manitous cinématographiques sionistes d'Hollywood* », souvent nommé le « *rabbin des stars* ». Ce qui ne peut surprendre. Dans son film sur JFK, dont le producteur était juif, Oliver Stone, pour sa part, n'a pas toujours eu les coudees franches...

Autre détail et non des moindres, rapporté par Phillips : parmi les documents, la présence d'un certain Giorgio Mantello, né George Mandel, Judéo-Roumain basé à Rome ; « *génie conducteur* » derrière Permindex, décrit par Bloomfield comme « *33^e degré franc-maçon, très influent au sein des cercles diplomatiques les plus haut placés* ». Afin d'honorer Mantello, un député démocrate (sioniste) new-yorkais, membre du Congrès, fit d'ailleurs passer en 1989 une loi grâce à laquelle ce dernier fut gratifié d'une médaille d'or, le félicitant d'avoir été « *l'un des véritables héros non reconnus de la Seconde Guerre mondiale, une personne d'exception ayant mobilisé le monde contre les atrocités nazies* ».

L'homme coordonnant les opérations de Meyer Lansky avec celles de la CIA, était le chef du contre-espionnage, **James Angleton**, personnage soupçonneux, frisant la paranoïa, selon son entourage et ses collègues et dont le père, James Hugh Angleton, était ancien militaire et grand admirateur de Benito Mussolini, et la mère, marrane du Mexique. Féru de poésie, le jeune James Angleton se liera d'amitié avec le poète "fasciste" Ezra Pound avant d'entrer à l'OSS (MI6) dans le but de « *traquer les nazis* ».

Ces faits, rapportés pour la première fois, dans *Final Judgment*, corroborent le rôle de conspirateur de haut niveau d'Angleton, « *coopté*, dira Collins Piper, *par le Mossad auquel il était totalement acquis et qui joua un rôle primordial dans la manœuvre visant à faire accuser Lee Oswald* ». Entre autres, à faire passer Oswald pour un agent soviétique.

La rédaction de son livre achevée, Collins Piper en fit parvenir une copie à un ancien député et membre du Congrès, « *plutôt bien connu* ». L'en remerciant, ce dernier répondait : « *...Un diplomate et officier du renseignement européen avec qui je correspondais (et qui a eu une désagréable expérience avec Israël et le Mossad) me pressait depuis quatre ans d'écrire un tel livre* ». A sa surprise, Michael Piper reçut quelque temps plus tard, un courrier du diplomate en question, qui était français et à qui le député avait, à son tour, passé le manuscrit. « *Une lettre fascinante*, commentera Piper, *contenant d'autres informations confirmant ma thèse* ».

Comme l'on s'en doute, les révélations contenues dans *Final Judgment* créèrent quelques remous dans la presse américaine, attirant sur Michael Collins Piper les foudres de ses ennemis jurés.

Le 9 octobre 1997, apparaissaient ces quelques lignes dans le *Washington Jewish Week* : « *Israël n'a pas à présenter d'excuses pour l'assassinat ou la destruction de ceux qui ont cherché à le détruire. Le premier ordre du jour (sic) pour un pays est la protection de son peuple* ». Voilà qui était clair. (A suivre...)

In memoriam — Michael Collins Piper

FIN mai 2015, Cœur d'Alene, Idaho, a, une fois de plus, été endeuillé par un événement dramatique survenu dans la famille des dissidents nationalistes américains. Après le décès non élucidé de l'avocat Edgar Steele, lui aussi résident de Cœur d'Alene et incarcéré au sinistre pénitencier de Victorville, Californie [cf. RIVAROL numéro 3175], venait le tour de l'écrivain, historien et journaliste investigateur — « *le géant* » titrait l'*American Free Press* — Michael Collins Piper.

De son vrai nom, Michael Bernard Piper, c'est non pas muni d'un pipeau mais de sa plume, que Piper a parcouru le monde. Adoléscent, il se passionne très tôt pour l'Histoire, particulièrement la guerre de Sécession — nommée par beaucoup, avec raison, « *guerre civile américaine* ». La guerre du Vietnam ramène au foyer un frère physiquement et psychologiquement fragilisé à jamais et les sentiments "anti-guerre" du jeune garçon ne feront que s'accroître. A 16 ans, Piper est déjà convaincu que le Moyen-Orient deviendra l'une des poudrières de la politique étrangère américaine, essentiellement, insiste-t-il, « *à cause du support inconditionnel accordé à Israël* ».

Curieux de nature, Michael Piper devient journaliste reporter du bimensuel *Spotlight*, publié par le Liberty Lobby qui, en ces années 1990, promeut les campagnes de Pat Buchanan et de David Duke. Mis en faillite, le journal renaîtra de ses cendres en 2001, sous le nom d'*American Free Press* dont Piper est l'un des fondateurs. Il collabore de même au bimensuel d'histoire révisionniste, *The Barnes Review*, ce qui fera désormais de lui la bête noire de la *Trilateral Commission*, du CFR et de l'ADL...

A partir de janvier 2014, victime d'une sévère attaque cardiaque à laquelle il échappe de justesse, sa santé se détériore. En avril dernier, Michael Piper subissait un triple pontage dont il gardera des séquelles ; souffrant parfois de douleurs insoutenables et d'une grande difficulté à se déplacer. Suivra une série de revers de fortune qui n'arrangeront rien ; dont la perte de son emploi, l'amenant à s'installer dans l'Idaho puis début mai 2015, l'incendie inexplicable de son chalet (*cabin*), le contraignant de nouveau à changer de résidence.

Son décès sera aussi inattendu que soudain. Il sera découvert sans vie, en fin de matinée du samedi 30 mai, par une femme de ménage, dans la chambre du Motel Six de Cœur d'Alene où il s'était provisoirement installé.

BEAUCOUP D'INSULTES MAIS PEU DE RÉFUTATIONS

Les connaissances de Michael Piper étaient vastes et bien documentées (par une bibliothèque personnelle de plus de 10 000 volumes) et, sans faire de lui, un fanatique, il portait au sionisme, un intérêt spécial. Dans l'un de ses nombreux ouvrages, Collins Piper dénoncera « *les chèvres de*

Judas, The Judas' Goats », ces traîtres au sein du mouvement nationaliste (américain), dans son ensemble ; ces « *forces d'infiltration, de corruption et de trahison menaçant de détruire, de l'intérieur, le pays tout entier* ». Avec méticulosité, l'auteur va exposer les stratégies subversives employées par « *l'élite du pouvoir* », contre le peuple ; démontrant comment, agissant de concert avec l'appareil médiatique, le gouvernement trahit ceux-là mêmes qu'il est supposé protéger.

Mieux que tout autre, affirme un commentateur, Piper a su mettre en évidence la capacité du « *pouvoir sioniste* » à pénétrer toute organisation, qu'elle soit de conviction nationaliste, socialiste, anarchiste, de droite ou de gauche, conservatrice ou libérale.

C'est ainsi que, fine mouche, il rendit public, dans les années 1990, le cas d'un certain Roy Bullock, de San Francisco. Marchand d'art et bien connu dans la communauté homosexuelle de Los Angeles, Bullock était de surcroît, agent de l'ADL. Furent trouvées en sa possession des données

personnelles hautement privées, obtenues illégalement, de personnes qu'il prenait pour cibles, en vue d'intimidation ou de chantage. Ces renseignements, qui ne pouvaient provenir que de la police ou de dossiers gouvernementaux confidentiels, furent aussi découverts dans les classeurs de l'ADL, lors d'une perquisition de leurs locaux, révélant l'espionnage de 950 groupements politiques, journaux et syndicats ouvriers ainsi que de plusieurs milliers de personnes.

L'ADL ne pardonnera jamais à Michael Piper qui conclura par ces mots : « *Malgré leur finesse d'esprit, certains ne comprennent pas que les agences de renseignement gouvernementales et leurs organisations alliées, non seulement introduisent leurs agents à l'intérieur de groupes dissidents de droite et de gauche mais créent eux-mêmes des mouvements politiques dissidents afin de les contrôler. Ceci est une longue et sordide histoire qui vient d'ailleurs* ». En effet, pour Piper, un tel comportement « *trouve ses origines en Russie, alors sous le contrôle des bolcheviks, c'est-à-dire des suprématistes juifs qui dominaient totalement le gouvernement soviétique à ses débuts* ». Il voyait ainsi, dans le mouvement néoconservateur, des origines trotskistes, prouvant « *qu'il n'existe aucune différence entre les internationalistes sous Léon Trotsky et ceux de notre époque* ».

Aussi Michael Piper fut-il l'un des premiers à cataloguer ouvertement l'attentat d'Oklahoma City puis la tragédie du 11 septembre 2001 comme « *opérations du Mossad sous faux drapeau* ». Pour son entourage, Michael était le « *croisé flamboyant contre le fanatisme et la tyrannie, l'auteur que le lobby israélien adore haïr* ». Sans doute, pour en avoir été l'une des cibles de prédilection : plusieurs fois violemment attaqué par ses propagandistes mais aussi publiquement menacé par le leader de la *Ligue de défense juive* américaine, Iry Rubin. Ce qui ne l'empêchait pas de

toujours garder son flegme. Tel le jour où, découvrant la mise sur écoute de son téléphone fixe, il lança d'un air railleur que « *le Vatican ne l'avait certainement pas placé là* ».

Sillonant le monde, de conférence en tête-à-tête, dans des endroits aussi divers que Abu Dhabi, Moscou, Kuala Lumpur, Tokyo et Vancouver, Mike Piper semait la panique chez les faucons et les fauteurs de trouble impérialistes, impressionnés par ses capacités d'approche et d'échanges au contact de tous ceux qu'il croisait, « *certain parmi les plus riches de la planète, d'autres, parmi les plus pauvres* ». « *A sa manière, un bâtisseur de pont, comme son aïeul* », dira de lui, un ami.

Pourtant, il est fort probable que ce soit grâce à « *Final Judgment — The Missing Link in the JFK Assassination Conspiracy* », que Michael Collins Piper restera dans les esprits. Dans cet ouvrage, paru en 1994, avec une absence quasi-totale de publicité et tout d'abord mis à l'index — qui dépassait les 40 000 exemplaires en 2008 — l'auteur évoque une hypothèse totalement tue ou ignorée jusqu'alors, sur le mystère de la conspiration suivie d'assassinat du président Kennedy dont le cinquantenaire, en 2013, redonna une nouvelle vie à sa thèse à laquelle se sont dorénavant ralliés de nouveaux auteurs.

Commentant son décès, l'historien révisionniste Michael Hoffman [célèbre pour son « *Histoire de l'esclavage blanc* »] dit avoir vu Piper pour la dernière fois à Cœur d'Alene, au Lakeside Park, le 23 mai dernier, en tout début d'après-midi « *écrivant dans un carnet avec concentration et son énergie habituelle* ».

Gordon Duff, « *ancien marine* » et éditeur en chef de l'*American Free Press*, rappelait, quant à lui, la guerre que mena son ami contre l'ALPAC, l'ADL et la Koshier maffia, et dit douter de l'annonce « *d'une mort naturelle* » que les médias s'empressèrent de publier à l'unisson. Dans sa douleur d'un malheur si soudain, il s'empourta : « *Abe Foxman [président de l'ADL], lui, est toujours en vie et Netanyahu sourit toujours sur les écrans... Je crois, quant à moi, que Piper a été assassiné et ses problèmes de santé provoqués. Je le crois pour plusieurs raisons, dont les noms sont : Michael Hastings, John Wheeler, John O'Neill, Serena Shim, Mike Ruppert, Gary Webb et Roland Carnaby [abattu d'une balle dans le dos, cf. RIVAROL, *Dessous de cartes à Fukushima*]* ».

Le dimanche 7 juin, ajoutant foi à l'assertion de G. Duff, Michael Hoffman osa ce commentaire : « *Les motivations ne leur manquent pas, en fouillant un peu, pour parvenir à une telle chose et je suis sûr que d'autres pourraient étoffer ce cas encore mieux que Duff et moi-même. L'évocation de ces victimes de mort prématurée, dans des circonstances restées obscures, démontre que nous sommes tous les proies de chasseurs de têtes israéliens* ».

De tels propos n'engagent que leurs auteurs mais l'on ne peut que remarquer une chose : les morts subites, notamment par arrêts cardiaques, sont particulièrement récurrentes chez les pourfendeurs du système...

Michael Piper ne manquait pas de courage dans sa quête insatiable de vérité. Il disait que l'on ne le ferait pas taire. Et pourtant...



Le mondialisme : phantasme d'extrême

Gouvernement mondial

LA QUESTION de l'établissement d'un ordre mondial servi par un gouvernement mondial, dont l'ONU, après la SDN, serait l'embryon est plus que jamais posée avec insistance. Les cercles mondialistes agissent en vue de la réalisation de ce projet et il n'est pas jusqu'aux occupants du siège de Pierre de plaider pour l'établissement d'un tel gouvernement, qu'il s'agisse de Benoît XVI ou de l'actuel François dans *Laudato Si*. L'importance d'un tel sujet nécessite que nous en examinons le bien-fondé et, le cas échéant, les conditions de sa réalisation.

LES RAPPORTS DE FORCES ET L'ORDRE INTERNATIONAL

L'ordre international, réglant les relations entre les peuples et les États, ne s'établit qu'en fonction de rapports de forces en dynamique permanente existant entre les différents États. Ce rapport de forces est un facteur décisif des relations internationales car il est évident qu'un État puissant, quelles que soient les origines de cette puissance (démographie, dimension territoriale, puissance économique et bien sûr cohérence spirituelle et morale), sera à même d'imposer sa volonté aux États qui ne pourront pas soutenir la comparaison. Il sera toujours impossible de faire abstraction de cette réalité qui fait que, quoi qu'on dise, la force prime le droit lorsqu'il s'agit de régler un conflit.

Cet aspect cardinal de la réalité politique internationale étant établi, l'ordre politique du monde repose sur le principe de la souveraineté des États : il signifie que les États ne dépendent d'aucune autorité autre que la leur. Ce principe, fondamental, affirmé sans ambiguïté depuis les traités de Westphalie en 1648, est aujourd'hui attaqué par un prétendu droit d'ingérence qui n'est rien d'autre qu'une expression de cette relation de force qui existe entre les États, en l'occurrence la manifestation de la puissance dominante états-unienne. Or ce principe de souveraineté garantit la liberté des nations à maîtriser leur destin en pleine indépendance, même si l'exercice pratique de cette indépendance dépend du rapport de forces existant entre les différents États.

Dès lors, il ne peut exister de droit international que contractuel ; il s'établit entre des sujets de droit jouissant d'une pleine souveraineté et prend la forme de traités, bilatéraux ou plurilatéraux, selon les sujets abordés. Leur durée de validité est des plus variables, allant de quelques mois à quelques années ou à plusieurs siècles ; elle dépend, là encore, des aléas de l'histoire et de l'évolution des rapports de forces existant entre les États.

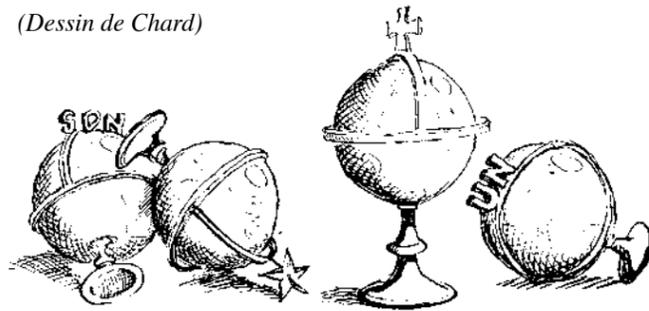
Le développement des relations internationales a conduit à multiplier les traités et à établir des principes généraux destinés à ordonner ces relations. Cette question d'établir un droit universel se rapporte au problème du droit naturel dont l'idée remonte aux stoïciens. Derrière le Gaulois, derrière le Grec, derrière le Romain, derrière le Perse qui traitait des affaires de commerce, se trouve la nature de l'homme d'où découlent des principes communs qui, une fois dégagés empiriquement et expérimentalement au fil des affaires traitées, en tenant compte des réussites et des erreurs, permettent de s'entendre.

Toutefois, l'établissement de tels principes suppose l'existence préalable d'un cadre intellectuel et culturel commun. C'est ainsi que la première Convention de Genève de 1864 puis les Conventions de la Haye de 1899 et de 1907 ont pu être conclues sans difficultés majeures car les États signataires partageaient la même communauté de civilisation, à savoir la civilisation européenne. En témoin notamment la clause dit « de Martens », diplomate russe, et ainsi rédigée : « *En attendant qu'un Code plus complété des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties contractantes jugent opportun de constater*

que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par Elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique ». Les « nations civilisées » dont il est ici question sont évidemment les seules nations de civilisation européenne.

La question se complique à partir du moment où il s'agit d'établir des principes communs entre peuples de civilisations différentes. Par exemple, le système chrétien est incompatible avec le système musulman et le système hindouiste, le premier n'acceptant pas la hiérarchisation des communautés au sein d'une même société alors que les deux autres l'admettent et fondent leur organisation sociale sur ce principe. Le système chré-

(Dessin de Chard)



tien distingue le pouvoir magistériel du pouvoir politique alors que le système musulman les confond. Quant à ce dernier, il ne peut être compatible ni avec l'hindouisme ni avec le christianisme dans la mesure où il propose un système juridique particulier censé être celui dicté par Dieu lui-même et par suite fixé à jamais.

DROIT NATUREL ET DROIT POSITIF

En fait, ce droit naturel est avant tout un droit culturel dans la mesure où, pour qu'il y ait un droit naturel, celui-ci doit se fonder sur une morale naturelle reconnue universellement en tant que fondement réel et vrai absolument. La discussion se poursuit depuis des siècles sans que l'on soit parvenu à une adhésion sincère, pleine et entière de tous les peuples de la planète à un catalogue précis de principes universels s'imposant de manière transcendante à tout le monde. Certes, si l'on considère les différents systèmes d'essence religieuse, en ce sens qu'ils se rapportent à une conception cohérente du monde, il sera possible de trouver des principes comme l'honnêteté, le sentiment que le vol et le meurtre sont des actes mauvais ; mais ensuite, les difficultés apparaissent lorsqu'il s'agit d'en préciser les modalités. Ainsi, le mensonge est partout considéré comme un mal mais, dans l'islam, par exemple, le principe de dissimulation, autrement dit une attitude qui s'apparente au mensonge, la taqia, est licite vis-à-vis d'un non-musulman. Comment, dans ces conditions, établir un droit international ?

Le droit international ne peut être qu'un droit naturel et par suite contractuel mais en rien un droit positif, sauf à vouloir créer un État mondial, négateur de la souveraineté des États, et par nature dictatorial dans la mesure où, en l'absence de communion dans un même système de pensée et, pour tout dire, religieux ou d'essence religieuse, il ne peut s'imposer au monde que par la ferme volonté de quelque puissance dominante qui impose alors ce qui n'est rien d'autre que sa conception du droit fondée sur ses propres conceptions religieuses, autrement dit sa propre représentation du monde. Encore faut-il que ces traités internationaux ne soient pas imposés sous l'effet d'un rapport de forces, ce qui n'est pas toujours le cas, l'ordre international s'étant toujours construit sur la base de rapports de forces.

C'est le moment, à titre d'exemple, d'exa-

miner la situation du monde en ce début du XXI^e siècle.

Que l'ordre international soit dominé par les puissances dominantes du moment, il n'y a là que l'effet de l'état du rapport de forces international propre à cette époque. Que les principes qui inspirent l'action de ces puissances s'imposent de fait aux peuples dominés est aussi une conséquence de cette réalité et il est normal que la civilisation des peuples dominants, de par cette supériorité, influence peu ou prou celles des peuples dominés, surtout si elle leur apporte un savoir supérieur et bénéfique.

Le problème apparaît à partir du moment où ces puissances dominantes veulent imposer au monde leurs principes comme étant les seuls qui soient acceptables sans concurrence et sans discussion aucune. Nous ne discutons pas ici de la valeur de ces principes.

C'est actuellement le cas du monde occidental sous direction nord-américaine. Le droit international que veulent imposer au monde les puissances occidentales ne relève pas du droit naturel, mais du droit positif.

Le droit naturel, en effet, recouvre les règles de juste comportement auxquelles les hommes recourent spontanément ou bien qu'ils élaborent en étant confrontés à des situations données ou vécues.

Le droit positif relève de règles de conduite qui sont imposées par voie d'autorité, selon une rationalité donnée, faite souvent de jugements *a priori* et extensibles, multipliables à volonté, sans se soucier du juste véritable, celui qui se dégage en fonction de chaque situation. Il impose des solutions toutes faites mais qui ne correspondent pas nécessairement à la complexité de la réalité car celle-ci n'avait pas été prévue et ne pouvait pas l'être.

Nécessairement, les États ne peuvent être, en justice, à la fois juge et partie. Les principes dont se prévalent les États occidentaux ne sont que leurs propres principes et n'ont pas de valeur universelle opposable aux autres États en dépit de leur prétention à les rendre universels. Cette prétention n'est que l'expression d'une volonté de domination, leur application n'est que l'expression d'un rapport de forces qui leur est favorable.

Le droit positif international qu'ils veulent imposer en tant que droit universel ne peut être obéi, par sa nature même, que sous la menace de la loi du plus fort ; mais il ne peut l'être sous le simple effet de l'obligation de conscience. Si le droit international était un droit naturel, il serait obéi sans force de gendarmerie internationale pour la simple raison que les parties contractantes le croiraient juste.

Le droit d'ingérence relève du droit positif : il est décrété par voie d'autorité, celle des puissances dominantes, sur le fond de principe subjectifs propres à une rationalité donnée, et viole le droit naturel des États, à savoir leur souveraineté. En outre, ce droit d'ingérence se révèle à la pratique un instrument au service de la politique de puissance des États qui le proclament plus qu'un droit naturel fondé sur des principes universels acceptés et reconnus en conscience par tous les peuples. Il est ainsi des droits fondamentaux proclamés qui ne sont pas des droits naturels.

LES JUSTES CONDITIONS D'UN ORDRE PLANÉTAIRE

Justement, examinons à quelles conditions théoriques un ordre international accepté par tous les peuples serait envisageable.

Tout pouvoir repose en définitive sur un magistère. Dans l'ordre international, tout pouvoir supranational, mondial, suppose un magistère qui soit commun à tous les peuples de la planète.

En l'absence d'un tel magistère sous-tendu par une spiritualité d'essence religieuse commune à tous les peuples de la planète, de système commun de représentation et de compréhension cohérent de l'ordre universel, il ne peut exister qu'un magistère associé à

un pouvoir politique instauré en conséquence d'un rapport de forces établi entre un élément dominant, même de manière relative, et un ou plusieurs éléments dominés, l'un et l'autre pouvant être composites.

Dans ce cas, un tel magistère verra son sort lié à celui du pouvoir politique qui l'accompagne, et dont il n'est pas distinct mais avec lequel il est au contraire confondu.

Recherchons toutefois quel type de magistère serait susceptible de répondre au critère de magistère universel, acceptable par tous les peuples.

Un tel magistère, unique, peut exister dans la mesure où, de même qu'il n'existe qu'un seul réel, il ne peut exister qu'une seule vérité relative à ce réel. L'unicité du réel induit logiquement l'existence réelle d'une unique vérité.

Pour qu'un tel magistère existe, il faut qu'il soit indépendant des rapports de forces politiques, indépendant des pouvoirs politiques. Il faut qu'il soit tel un émetteur de champ magnétique qui diffuse un tel champ de manière uniforme sur toute la surface de la Terre. Autrement dit, cela signifie qu'il faut un magistère qui irradie de son savoir, qui informe de son savoir d'essence religieuse, tous les peuples de la planète, sans porter atteinte à leur être mais en faisant en sorte que ce savoir, ce rayonnement spirituel vivifie l'âme de ces peuples, permette le développement des potentialités, jusqu'aux dormantes, que recèle chacun de ces peuples, conformément à la vérité de l'ordre universel.

Indépendamment de la question portant sur le fait de savoir si le christianisme est bien la vraie vérité sur l'ordre universel dont disposent les hommes, le seul magistère qui réponde au critère défini ci-dessus est celui de l'Eglise universelle. N'ayant dans ses dogmes, dans ses pratiques, aucune attache immanente, c'est-à-dire terrestre, en ce sens que la foi chrétienne est indépendante des peuples et des civilisations qui l'ont portée et développée, l'enseignement chrétien peut être donné à tout peuple sans que ce savoir relatif à la vérité du monde, relatif à une présentation cohérente du monde qui n'entre pas en contradiction avec les demandes de la raison humaine, change la nature de ce peuple. Le christianisme est le seul système religieux qui, répondant aux questions ultimes du monde et n'entrant pas en contradiction avec les demandes de la raison, n'a pas d'attaches terrestres faisant partie de son corpus doctrinal ; les seules attaches terrestres qui puissent lui être trouvées ne sont que des lieux de souvenirs, comme la Palestine où vécut le Christ, Rome où s'établit le centre de l'Eglise, d'innombrables lieux d'histoire marqués par la vie des saints.

L'UNIVERSALISME CHRÉTIEN

Certes, il sera objecté que le christianisme est la religion du monde européen. Il convient de répondre que, si le christianisme s'est développé au sein du monde européen, que le contenu de la foi chrétienne a été mis en forme, conceptualisé pour l'essentiel à partir des catégories de pensée européenne, grecque plus précisément, il n'appartient pas à l'Europe exclusivement. Il faudrait aussi tenir compte des apports du christianisme syriaque et perse. Mais il s'est diffusé à travers la planète et s'est progressivement inséré dans de multiples cultures et civilisations sans pour autant altérer le génie et l'âme de celles-ci, tout en conservant l'intégralité de son message. Le christianisme égyptien, celui pratiqué et vécu par les Coptes, a conservé intact le legs de l'antique civilisation pharaonique, que seule l'irruption de l'islam a progressivement transformé en élément témoin d'un monde disparu car l'islam arabe les peuples et détruit leur spécificité du seul fait que, dans son dogme, figurent comme élément intégrant de la foi l'arabité et la langue arabe, promue comme langue de Dieu. Si, dans l'Eglise universelle, le latin est sa langue officielle, elle l'est par héritage de l'histoire ; mais toutes les autres langues ont leur place, sont reconnues, admises comme langue vé-

Ême droite ou réalité implacable ?

huculaire de la foi, promouvant et légitimant ainsi la valeur des cultures de chaque peuple touché par la foi chrétienne.

Paradoxalement, la déchristianisation de fait d'une grande partie de l'Europe montre que le christianisme n'est pas un système religieux spécifique à l'Europe, au « monde blanc » car il continue de se développer, nonobstant cet accident majeur, en Afrique et en Asie notamment, quoique souvent sous des formes contestables voire hétérodoxes.

A l'universalité véritable du christianisme se joint l'universalité du pouvoir magistériel de l'Eglise. L'Eglise est la seule structure, la seule société qui, par son organisation, peut prétendre inspirer les gouvernements de toutes les nations. Si elle conserve une direction centrale unique — ne parlons pas de la question des schismes qui, du point de vue où nous plaçons, ne sont que des accidents de l'histoire —, son organisation lui permet de se ramifier à toutes les parties de la Terre. L'Eglise est une société parfaite, qui se suffit à elle-même et qui, par suite, ne dépend que d'elle-même. Elle est la seule société au monde qui, en dehors des Etats nationaux constitués, des communautés politiques, réunisse les conditions qui en font une société parfaite.

Il est aisé de comprendre que des Etats comme la Chine regardent avec méfiance le christianisme dans la mesure où il leur apparaît comme l'émanation d'un Etat, ce qu'est en droit international le Vatican. Le chrétien a ainsi une double allégeance : à l'Etat chinois et au Vatican. Il reste aux élites chinoises, nourries d'une tradition cinq fois millénaire de parvenir à comprendre la spécificité chrétienne de la distinction de l'ordre spirituel et de l'ordre temporel et des pouvoirs qui s'y rapportent. Il est évident que le chemin sera long.

Dans l'hypothèse où tous les peuples de la planète sont touchés au cœur et dans l'âme par le christianisme et se convertissent donc à la foi qu'il enseigne, le magistère de l'Eglise n'est en rien une contrainte pour les peuples concernés : au contraire, il informe leur politique, leur manière de se comporter, d'agir, de la même manière que l'Eglise l'a fait jusqu'à Vatican II en Europe, une fois dissipés les problèmes afférents à l'organisation de la distinction entre pouvoir politique et pouvoir magistériel.

Telles sont les conditions théoriques d'un pouvoir universel, supranational, mondial : il s'agit de toucher les âmes et les cœurs, de transformer intérieurement les âmes par un

processus librement consenti pour que chaque peuple, informé de la vérité du monde, accepte un tel pouvoir qui illumine, irradie et élève en vérité leur génie propre. Dans cette perspective, l'Eglise n'est pas l'expression d'une vision du monde liée à l'Europe et reflétant sa domination politique économique et civilisationnelle ; elle est simplement l'expression de la Vérité du monde qui est la propriété de tous les peuples.

En dehors de cette hypothèse qui, ne le dissimulons pas, n'est pas réalisable à vue d'homme, il ne peut y avoir de pouvoir mondial autre que celui exercé par un ou plusieurs peuples dominants sur les autres et étant ainsi l'expression de cette domination. Une telle situation ne peut qu'être éminemment conflictuelle : étant l'expression d'un rapport de forces momentané, elle est amenée à se modifier, par tous moyens, lorsque ce rapport de forces évolue, se transforme et se modifie au profit d'autres forces dominantes.

Il est désolant que la plupart de ceux qui se réclament du catholicisme ne saisissent pas ou ne veulent pas saisir les conditions qui valideraient un tel pouvoir mondial. Bien au contraire, la contre-Eglise de Vatican II s'est orientée vers une sorte d'humanitarisme uni-

versel. Elle recherche, au nom de la "miséricorde" (Bergoglio va lancer le 8 décembre 2015, pour le 50^e anniversaire de la fin de Vatican II, une « Année sainte de la Miséricorde »), à participer à l'établissement d'un ordre temporel universel d'inspiration maçonnique et noachique, donc reposant sur des fondements contraires au magistère catholique de toujours. Et pour cela, l'église conciliaire mêle à des dogmes millénaires — les dévoyant par là-même — le droit-de-l'hommeisme, un mondialisme multiculturaliste et œcuméniste, la démocratie universelle dont nous avons vu que les fondements métaphysiques ont été construits en opposition à ceux du christianisme. Ce faisant, l'église conciliaire se transforme en ce MASDU ou « Mouvement d'Animation Spirituelle de la Démocratie Universelle » qu'avait déjà dénoncé en 1965 l'abbé Georges de Nantes. Est ainsi perdue une puissance d'irradiation des âmes qui a pourtant, au fil des siècles, apporté tant d'élévation à l'humanité aussi longtemps que s'est faite la transmission fidèle des vérités révélées dans les Ecritures et dans la Tradition.

André GANDILLON,
Président des Amis de RIVAROL.

Brevet, baccalauréat : le nivellement par le bas et par... le haut

LE 7 JUILLET dernier, jour de la proclamation des résultats du millésime 2015 des baccalauréats général et technologique, il en est tombé comme à Gravelotte ; comme s'il en pleuvait. Un véritable feu d'artifice de mentions TB, B et AB. De fait, depuis quelques années, chaque fois c'est la même chose en mieux... ou en pire selon le point de vue auquel on se place. Pas une académie n'y échappe, pas une ville, pas un lycée. Les jours suivant la publication des résultats, la presse régionale et locale regorge de portraits de bacheliers qui ont été reçus à l'examen avec des moyennes frôlant le 20/20, parfois même (grâce aux nouvelles dispositions de prises en compte des notes optionnelles) le dépassant. De portraits de candidats heureux et d'interviews de proviseurs satisfaits et qui donnent à croire qu'ils y sont pour quelque chose dans les "scores" de leurs lycéens.

Pour tout dire, ce jeu qui consiste pour les lycées de France et de Navarre à chercher chaque année à battre le record réalisé l'année précédente, a quelque chose de grotesque et de consternant. Sur un réseau social, un commentateur avisé et persifleur y est allé d'un commentaire drôle et pertinent : « Au vu du nombre de mentions TB obtenues par les nouveaux bacheliers de cette année, on peut parler que la France comptera soixante-dix Prix Nobel en 2050 ». On ne saurait mieux dire pour pointer le ridicule de la situation. Depuis qu'au cours du "règne" de François Mitterrand il avait été décidé qu'au moins 80 % d'une génération serait titulaire du baccalauréat — il est plus juste de dire d'un baccalauréat —, des mesures progressives ont été prises pour adapter les moyens aux fins poursuivies.

Et, en effet depuis lors, d'année en année et

comme par magie, le pourcentage des bacheliers (par rapport aux candidats et par rapport à une classe d'âge) ne cesse de croître. Cette année, après les épreuves de rattrapage, ce sont près de 88 % des candidats qui ont été reçus. Pour autant cette augmentation, au cours, semble-t-il, irréversible, du nombre de reçus et du nombre de mentions, traduit-elle une augmentation de l'intelligence et de la maîtrise des savoirs fondamentaux parmi les jeunes Français (ou les jeunes vivant en France) ? Certainement pas. Bien au contraire. Car elle est le produit d'une politique pédagogique et éducative concertée, mise en œuvre, avec habileté méthodique, intransigeance prudente et persévérance entêtée, par les pontes inamovibles qui "tiennent" l'Education nationale depuis qu'au début des années 1970, les dirigeants politiques « de droite », considérant que l'éducation était affaire de spécialistes, ont déserté, par lâcheté, ignorance et indifférence, le champ de bataille de la politique scolaire, laquelle est pourtant éminemment politique.

TROP DE MENTIONS TB TUENT LE MÉRITE ET L'EXCELLENCE

De la même façon que, comme le dit l'adage, trop d'impôts tuent l'impôt, trop de mentions TB tuent le mérite et l'excellence. Et, dans cette affaire, c'est bien de cela qu'il s'agit. Nous savons la haine que nourrit l'engance socialistoïde à l'encontre des notions de mérite et d'excellence. Comment en finir avec elles ? Comment les reléguer au magasin des accessoires conservateurs et réactionnaires ? Eh bien, en les diluant dans un magma de labels d'excellence et de mérite, dans un fatras, qui a perdu toute légitimité et toute signification, de

mentions et d'accès. Ainsi la plupart des lycées français pour lesquels le fait de récolter, voilà encore une vingtaine, voire une dizaine d'années, une poignée de mentions TB, était considéré comme un signe de qualité, pour ne pas dire un exploit qui mettait en joie tous les acteurs des établissements concernés, participent aujourd'hui aux "Intervilles" pédagogiques et éducatifs, sur le thème de « qui en aura le plus ». C'est par dizaines qu'on compte désormais les mentions TB, toutes filières confondues, dans presque tous les lycées français...

Il s'agit ni plus ni moins d'une opération de nivellement par... le haut. C'est l'esprit de « l'Ecole des fans de Jacques Martin » rapporté au premier diplôme universitaire français. Tout cela pour satisfaire la lubie d'Etat, fantasme officiel sans fondement fondé en raison mais purement idéologique, des tenanciers de la Rue de Grenelle. Ainsi, l'an dernier l'éphémère Hamon se glorifiait du « niveau inégalé » du taux d'admis définitifs et du « taux jamais atteint » du pourcentage de bacheliers d'une classe d'âge, comme si les chiffres et les statistiques étaient à eux seuls significatifs et importants. La logique statistique, si elle réjouit les crétins qui président à l'avenir de l'instruction publique, conduit à la dégradation de l'examen de la fin de classe terminale. Pour parvenir à leurs fins, ces décideurs imposent aux correcteurs, directement par des consignes impérieuses et indirectement par des manœuvres diverses, ce qu'il est de bon ton d'appeler désormais une notation *bienveillante*. Autrement dit, une notation qui ne sanctionne plus les fautes de grammaire et d'orthographe, ni les fautes de construction et de rédaction, ni les erreurs de méthodologie... Le ministère exige des correcteurs et des examinateurs des efforts quand il en exige de moins de moins des candidats. C'est le monde à l'envers.

NIVELLEMENT RÉPUBLICAIN PAR LE BAS

D'ailleurs, une étude précise des cursus universitaires des bacheliers devenus étudiants montre l'imbécillité de cette logique statistique qui veut qu'il y ait chaque année le plus de lauréats possibles. Si jadis, et encore naguère, les titulaires d'une mention TB choisissaient tous une classe préparatoire aux grandes écoles avant d'intégrer une de ces Ecoles, désormais c'en est terminé de ce parcours "normal". Non seulement tous n'entrent plus en *prépa* (ils seraient d'ailleurs trop nombreux) mais encore



ceux qui choisissent ce type d'études sont nombreux à échouer aux concours. Pour le reste, aujourd'hui seuls 30 % des étudiants valident leur licence en trois ans ; la moitié seulement des bacheliers généraux obtient la licence en trois ou

quatre ans ; quant aux bacheliers technologiques ils ne sont que 15 % environ à obtenir cette licence en trois ou quatre ans... Tout commentaire semble inutile. Et il n'est point besoin d'être bachelier pour comprendre que le bateau « Education nationale » est en train de sombrer par la seule faute de ceux qui sont à la manœuvre.

Comme il n'est point besoin d'être bachelier pour comprendre que ces fauteurs de désastre sont peu préoccupés par la mission de transmission des savoirs de l'Ecole mais prioritairement par cette autre mission qu'ils lui assignent : celle de fabriquer de bons petits *républicains*. A preuve, les sujets du Brevet, examen facultatif de fin de troisième, sans conséquence sur la scolarité du futur lycéen — obligatoirement futur bachelier ! —, pour l'obtention duquel il n'est point besoin de savoir écrire et compter sans faire de faute mais seulement de savoir que la *république* constitue le Bien politique et que tout ce qui ne relève pas d'elle ni n'y conduit constitue le Mal.

Arrêtons-nous un instant aux épreuves d'histoire et d'éducation civique (que, par pudeur et bienveillance progressiste et *républicaine*, on ne nomme plus « instruction civique ») des dernières années. Au hasard, 2011 : thème : le régime de Vichy, photo de la poignée de mains de Montoire... Paragraphe argumenté : « A partir des informations tirées des documents et de vos connaissances personnelles, rédigez un paragraphe argumenté d'une vingtaine de lignes qui présente les principaux caractères du régime de Vichy. » 2013 : le gouvernement Blum. Extrait d'une intervention de Pierre Bérégovoy. Education civique : « La République française est sociale »... 2014 : Education civique : « Nommez deux valeurs et deux symboles de la République française » ; « Définissez le principe de laïcité... »... 2015 : Histoire : « Citez un aspect de l'Ancien Régime que l'Encyclopédie remet en cause. » ; les caractéristiques du régime nazi... Education civique : la république, la citoyenneté, la nationalité. L'Ecole de la République (comme ils disent) : fabrication de crétins ? Oui mais de crétins parfaitement *républicains* !

J.-P. R.

Ecrits de Paris

AU SOMMAIRE D'AÔÛT-SEPTEMBRE 2015

Jim REEVES : Vandalisme monumental aux Etats-Unis, demain notre tour ! — François-Xavier ROCHETTE : La légitimité du boycott à géométrie variable — Michel FROMENTOUX : Retour à la terre — Nicolas BERTRAND : *Soumission* de Houellebecq : pure provocation ou véritable réflexion sur l'avenir de la France ? — Sylvestre ALBERT : Les opérations germano-soviétiques dans le Caucase (1942-1943) (troisième et dernière partie) — Patrick LAURENT : Eté 2015 : Falstaff et les autres.

Tour Ancône, 82 bd Masséna 75013 Paris. Prix : 6 € (8,40 € fco).
Abt. un an : 53 €. Chèques à l'ordre d'Editions des Tuileries
Spécimen gratuit sur simple appel au 01-53-34-97-97 ou <contact@rivarol.com>.
Archives numériques en vente à 2 euros sur <http://boutique-rivarol.com/>.

Foutriquets et parasites du Net : ces pollueurs volontaires

NOUS serons toujours étonnés par la crédulité des masses et des publics subjugués par les tours de passe-passe des manipulateurs mus par la simple volonté de s'enrichir sur leur dos ou par le désir de combattre une mouvance particulière en la pollutant, en la salissant, en bafouant ostensiblement les principes qui lui permettent de survivre et qui constituent les conditions nécessaires de sa résurrection. L'état de décrépitude du mouvement national, dont l'aggravation s'est accélérée avec la véritable modification génétique subie par le Front national qui n'est aujourd'hui même plus l'ombre de lui-même, l'a métamorphosé en marais croupis d'où émanent des feux follets absurdes, des mirages, des spectres inconsistants, et, de plus en plus, des monstres narcissiques à la pensée lépreuse. Nous l'écrivons régulièrement : la situation socio-économique désastreuse, le marasme identitaire, la crise morale et spirituelle ont finalement incité une fraction de nos élites à sortir de la naphthaline les fanions tricolores, les refrains et flonflons du patriotisme républicain, soit celui de Blum et de Zay face au péril fasciste intérieur et extérieur. Bref, le patriotisme pour masochistes ou imbéciles finis fait fureur en France. C'est aussi l'occasion pour les charlatans et autres youtubeurs qui mentent auprès d'un public écerelé toujours plus de bons euros pour faire des vidéos médiocres dans lesquelles ces nouveaux acteurs du patriotisme à la mode déblatèrent ineptie sur ineptie en camouflant leur ignorance crasse par une vantardise puante, fruit d'un narcissisme pathologique les rendant incapables de s'amender. Ils sont par excellence, il est vrai, les jeunes adultes de notre temps se croyant experts en tout après avoir lu deux livres d'Évola et le dernier Michel Houellebecq...

Des individus habitués à crâner dans leur cercle d'amis s'imaginant parfaitement capables de sidérer de la même façon la France entière par le truchement de Twitter ou de Youtube. Les prestations sont pitoyables même si elles subjuguent quelques jeunes excités par la nouveauté pour la nouveauté. « *Trop cool ce mec qui parle de patrie en utilisant un vocabulaire argotique, familier et pornographique. Trop cool ce youtubeur qui se sert de son sexe comme d'une hampe, et sur lequel il accroche un drapeau tricolore ! Ouah, ce qu'il met dans les dents de l'Islam dis donc, c'est trop génial ! Et cette façon très triviale de se moquer de la vieille extrême-droite arc-boutée sur ses principes, ahah !* » Entre Michael Youn et Baron Sacha Cohen, il existait donc un espace, un espace enfin investi par les exclus et les blackboulés des castings d'AB Production. L'enjeu pour ces clowns ne connaissant rien au nationalisme et se moquant de notre terre sacrée comme de leur première chemise résidait au début de leur entreprise dans la possibilité ou non de parasiter d'emblée un public existant déjà, de le capter moyennant un effort modéré.

Pour ce faire, les parasites utilisèrent dans leurs discours les symboles du patriotisme et parfois du racisme populaire (avec ses mots-clés) et du national-socialisme pour faire croire qu'ils étaient les commensaux d'une table réunissant autour d'elle toutes les factions du nationalisme. Mais estimant que ces nationalistes n'étaient pas assez nombreux, et surtout pas assez gentils avec eux (la mendicité exercée derrière le cache-sexe de l'appel aux dons pour faire des vidéos spéciales sur des thèmes particuliers ne se révélant pas très lucrative), les parasites voulurent maximaliser leurs chances d'obtenir des petits billets en se faisant les soutiens ostentatoires de Marine Le Pen qui est au patriotisme ce que Frigide Barjot est à la famille. Évidemment, Marine Le Pen, cette vedette télévisuelle, rassemble davan-

tage de groupies enclins à applaudir toute "claque" à son endroit : « *Narine 2017 ? Tu as bien dit Narine 2017 ? Merveilleux, comment puis-je te soutenir ?* » Nous forçons à peine le trait, le travail constant du média obèse ayant réellement enfanté ce genre de citoyen "patriote" à l'ahurissement fantastique. Tels sont les parasites du patriotisme d'aujourd'hui : mercantiles, égotistes, à la recherche d'un public qui rapporte de l'argent, mais plus il est stupide, n'est-ce pas, plus il est aisé de le bernier. Nous pouvons, en passant, divulguer la grande stratégie patriotique que nous avons eu la chance de lire sur je ne sais quel réseau social, appréciez le résumé, nous n'inventons rien : « *Grâce à Marine Le Pen, une fois élue, il y aura moins de Noirs au mètre carré...* » Et attention ! Si vous ne participez pas aux élections et si vous ne glissez pas dans l'urne le bulletin marinier et cashérisé, vous êtes, nous assure-t-on, une crapule qui doit être tuée...

LE SUCCÈS À TOUT PRIX CONTRE LES PRINCIPES ET LE BON SENS

Tout cela est bien sûr burlesque et indécent. Mais il y a pire, il y a plus nuisible encore pour la mouvance nationale dans son ensemble. Nous connaissons les imposteurs caméléons qui miment le patriotisme et deviennent partisans d'un clan, d'une famille, d'une candidate pour s'assurer un public tranquille. Comme nous le voyons, par la seule force de la recherche de l'intérêt personnel, par pur individualisme, les poseurs, les beaux parleurs et les partisans vénaux désorientent certains patriotes, sèment le doute, créent de fausses polémiques en se comportant comme de pauvres trolls voulant se faire remarquer dans l'espoir, un jour, de trouver un emploi dans une mairie coraqué par le dernier sioniste à la mode ou d'être embauché dans l'entreprise x ou y qui sous-traite pour le néo-FN. Mais il existe également des infiltrés plus ou moins grossiers dans la mouvance nationale.

Au FN, un Philippot, un Collard ou un Chenu n'ont pour but que de faire disparaître l'héritage nationaliste qui était conservé en partie sous l'égide de Jean-Marie Le Pen qui, au moins, ne mettait pas tous ses œufs dans le même panier. Infiltré ou manipulé, c'est du pareil au même. Et du côté d'une mouvance qui se donne l'apparence de la radicalité par le vêtement estampillé comme il faut, la violence fanfaronne ridicule, la grossièreté aussi, les gants en cuir, les lunettes de soleil comme on n'en fait plus, la bêtise est le terreau de la plus efficace des idioties utiles. On lui balance un groupe de musique avec des tatouages plein la face qu'elle en perd son latin. On lui jette une Boule de suif dans l'entrejambe, elle s'excite, elle ne voit plus rien après n'y avoir vu pas grand chose. Cette mouvance-là est prise pour une grosse buse, et elle se comporte souvent d'une manière imbécile comme si elle découvrait tous les jours la lune. Elle ne marche pas, elle court.

Pour illustrer notre propos, quoi de mieux que cette histoire microbienne mise en scène il y a un mois par une obscure actrice pornographique qui s'est fabriquée un storytelling "patriotique" avant d'orchestrer son avènement médiatique avec le barbouillage d'une fresque antifranaïse récemment peinte sur Paris par un "artiste" travaillant sur commande... Une œuvre odieuse, en fait une pure provocation ne servant qu'à cela, un chiffon rouge absolu, où l'on voit une Femen fiéroté jouant Jeanne d'Arc malgré toutes les valeurs qui les opposent. Sur la gauche de cette fresque commanditée, un slogan archi-provocateur dont on ne comprend pas parfaitement la pertinence par rapport au dessin : « *Les Françaises aux Africains* ». Un cri d'une finesse exquise assurément contre-productif apte à rendre raciste n'importe quel fan de Yannick Noah. Pourquoi une telle haine antiblanche si flashie qui ne sert absolument pas les intérêts des allogènes ? Peut-être que la bêtise de ces derniers et de leurs protecteurs est-elle aussi insondable ? Mouais... Toujours est-il que, la peinture encore fraîche en ses grumeaux bigarrés, l'actrice porno se faisant appeler Electre, déboule sur les lieux du crime et "répare",



Marine Le Pen posant avec "Electre"

dit-on, l'offense faite aux Blancs. Electre est présente au bon moment pour défendre la cause qu'elle badigeonne sur ses glandes mammaires : Bleu-blanc-rouge. Elle aurait effacé le slogan assassin pour y écrire : « *La France aux Français* ». Bien sûr, l'impudique (dont la publicité avait été assurée avant cette mise en scène par tous les médias cosmopolites et sionistes d'Hexagone : *Les Inrock, Technikart, Hot Vidéo* évidemment, *Streetpress, Paris Première* avec une interview de François Simon qui s'est invité chez la dame...) a filmé sa prestation avant de faire un petit montage et de diffuser tout ça sur Internet. D'emblée, les marabouts du patriotisme, les ramasse-miettes, ceux sautant sur le moindre buzz pour faire parler d'eux, bref les premiers parasites dont nous définissons l'essence au début de notre article, ceux-là glorifièrent leur héroïne qui par son activité professionnelle saura attirer plein de pervers qui consomment du porno BBR et ses produits dérivés (on épargnera aux lecteurs la description de ces produits). Electre, tu es formidable, tu as fait ce qu'aucun patriote coincé n'a osé faire, tu es une courageuse patriote ; tu mérites mes louanges, tu mérites un article laudateur, tu mérites de devenir un symbole du patriotisme français ! Tous ces fans n'applaudissaient pas, en fait, son action, d'ailleurs mise en scène, mais bel et bien la hardeuse, la gourgandine, l'actrice pornographique. Ils ne voient que ça en elle, la fille facile, ouverte, ouverte même à eux.

La preuve, c'est que cette triste jeune femme n'est pas l'initiatrice de ce qu'ils appellent une "réparation". Le *Figaro* avait mené une petite enquête sur place avant soudainement de se montrer plus taiseux sur le sujet. Voici ce qu'on peut y lire, c'est éclairant : « *Lundi dernier, des hommes, selon les employés du café voisin, sont arrivés avec un seau de peinture grise pour recouvrir en partie les mots "Les Françaises aux Africains". Le lendemain, Electre, une actrice porno "patriote", se filmait en train de taguer l'œuvre. Dans le film mis en ligne sur Youtube, on la voit réécrire le slogan "La France aux Français" et y ajouter "collabos" et un slogan contre le racisme anti-Blancs.* ». Des hommes auraient donc préparé le boulot pour l'actrice porno afin de la promouvoir dans la mouvance "patriote". Voilà le dessein d'une fraction d'infiltrés : subjugué une masse ahurie de patriotes faiblement instruits, les salir volontairement, les souiller. Exagérons-nous ? Rien n'est moins sûr.

MANIPULATION ET SALISSURE

En effet, beaucoup des nouveaux admirateurs de cette Electre (qui pratique bisexualité et ondinisme comme elle l'avouait sur les réseaux sociaux et ailleurs sur Internet, et qui, des curieux ayant exhumé la chose, se laisse toucher par des noirs) sont aussi, officiellement du moins, des défenseurs de la famille, une grosse partie d'entre eux participa d'ailleurs bruyamment à la Manif pour tous, mouvement de protestation populaire pour la famille, les valeurs afférentes et évidemment contre l'union des paires homosexuelles. Question subéquente et capitale : quelle est aujourd'hui la crédibilité d'un « chasseur de Femens » qui qualifie l'une de ces dernières de « *sale pute* » en lui courant après ? Quelle est l'image qui sera immanquablement exploitée par les grandes chaînes de télévision de ces patriotes manipulés qui ne voient rien et foncent dans le mur comme d'habitude ?

Elle sera bien évidemment détestable, légitimement détestable. Que pensent-ils ces patriotes-là ? Qu'imaginent-ils ? Qu'une femme décortiquée comme cette Electre par des tas de gars sous cocaïne ferait fuir les musulmans comme une tranche de jambon rance imbibée de gnole ? Niaiserie, cette pornographie chouchoutée ne fait qu'avilir un peu plus une mouvance qui n'avait vraiment pas besoin de cela... Surexcitée par le petit buzz, la petite hardeuse a décidé de profiter de son élan en demandant publiquement aux "patriotes" de lui envoyer leur candidature s'ils veulent coucher avec elle pour un film. Qu'ils se fassent connaître, qu'ils se ridiculisent, qu'ils puissent enfin devenir les anti-héros du patriotisme après avoir cru qu'ils étaient dignes de défendre la famille au sein de manifestations bruyantes où ils se défoulaient sur les Femen, petites salariées provocatrices, voilà l'enjeu de ceux qui ont poussé dans les médias cette malheureuse. Dans le reportage boueux de *Paris Première* sur cette femme, l'entretien s'achevait avec l'effeuillage de Madame suivi de celui d'un inconnu masqué d'un loup camouflant un super patriote d'Alsace. Du grand art... Et l'émission se terminant sur une petite photo de Marine Le Pen accrochée sur un mur. Ouf, oserions-nous lâcher, même si la fille souhaite infecter le maximum de vrais ou faux patriotes, comme si elle était missionnée pour ça.

UN SENS MORAL ALTÉRÉ OU ANÉANTI ?

Il faut bien, me dira-t-on, que le pus s'écoule quand l'abcès est plein à craquer d'un bourbillon généré par une propagande idéologique infâme qui contamine tout le monde, patriotes compris. Oui mais le bourbillon est un pus mélangé à des éléments nécrosés qui puent la mort. Faut-il accepter cette purulence ou la combattre impitoyablement avant qu'elle ne gangrène l'ensemble de la mouvance et les derniers bastions de résistance nationaliste ? Se taire, c'est déjà être complice de la pensée pustuleuse, laisser agir et s'installer l'esprit libidineux dans une mouvance qui ne peut vaincre que par sa radicalité, son intransigeance, son abnégation et son ascétisme est un acte de trahison. Que des parasites, suçant l'énergie de la mouvance comme des tiques, glorifient le porno crade, l'homosexualité, l'échangisme, louent le concept de troupe (ménage à 3... Des articles apologétiques écrits par de prétendus nationalistes sont consultables sur le Net à ce sujet...) après avoir crié au loup en mimant les gentils défenseurs de la famille lors des premières réformes taubiresques, en dit long sur la faiblesse doctrinale qui plombe la dynamique de la mouvance "nationaliste". Car c'est bien là que le bât blesse. C'est bien cette faiblesse idéologique qui ruine les espérances des nationalistes incessamment en train de tourner en rond, de grappiller des partisans ici ou là, privilégiant la forme sur le fond pour obtenir de faibles gains immédiats. Quand les chefs comprendront-ils, enfin, que nos ennemis, les vrais, ne suivent pas le vent des modes mais s'inspirent, eux, d'une véritable idéologie, et qu'il n'est possible de la combattre en même temps que ses dignitaires et ses disciples qu'en brandissant sans complexe aux yeux de tous l'étendard d'un programme, d'une vision du monde et de la vérité à côté de celui de notre identité si l'on ne veut pas que cette dernière devienne, bientôt, aussi malléable qu'une poitrine silliconée ?

François-Xavier ROCHETTE.

← zepresse.fr →

Un site très utile pour connaître les kiosquiers dépositaires de vos titres favoris (en commençant bien sûr par RIVAROL !) les plus proches de chez vous.

◆ SARL ADBF — Capital 20 000 €. Maçonnerie, Peinture, Carrelage, Plomberie, Electricité, Couverture, Isolation, Charpente, Nettoyage façade et Assainissement. Travaux aux Normes FN. Paris/Banlieue/Province. 54 Avenue Henri Barbusse, 93700 Drancy. Tél : 09-54-71-13-50 / 06-25-62-46-69. ◆ Auxiliaire de vie de toute confiance s'occuperait de personnes âgées — Ecrire au journal qui transmettra.

La fin de l'empire romain d'Occident

LE LIVRE de Michel de Jaeghere, *Les derniers jours, la fin de l'empire romain d'Occident*, offre en exergue cette citation de René Grousset, qui donne le ton : « Aucune civilisation n'est détruite du dehors sans s'être tout d'abord ruinée elle-même, aucun empire n'est conquis de l'extérieur, qu'il ne se soit préalablement suicidé. Et une société, une civilisation, ne se détruisent de leurs propres mains que quand elles ont cessé de comprendre leur raison d'être, quand l'idée dominante autour de laquelle elles étaient naguère organisées leur est comme devenue étrangère. Tel fut le cas du monde antique. » Lorsque, le 4 septembre 476, le chef barbare Odoacre exila le dernier empereur Romulus Augustule dans la région de Naples, l'empire d'Occident était moribond. Il ne subsistait guère qu'en Italie et l'empereur était soumis au bon vouloir de ses maîtres de la milice. Son pouvoir était inexistant. Le chef barbare mit fin à cette illusion, fit empaqueter les insignes impériaux et les envoya à Constantinople, à l'empereur d'Orient. L'empire d'Orient subsista, quant à lui, encore un millénaire, protégé par la situation géographique de sa capitale, dotée de fortifications imprenables, mais qui finiront, comme on le sait, par s'écrouler sous les coups de boutoir des Turcs. Tout le monde connaît cette phrase de Paul Valéry : « Nous savons désormais que les civilisations sont mortelles ». L'empire romain d'Occident venait de mourir. Et pourtant, l'événement le plus formidable de l'histoire universelle passa inaperçu, écrira en 1973 l'historien Momigliano.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Au sommet de l'empire, le monde semblait avoir atteint sa plénitude, la civilisation s'étendait du désert nubien à la forêt germanique, de l'Atlantique au royaume des Parthes. Les destinées paraissaient accomplies. Et puis, ce fut la chute. Le III^e siècle avait été secoué par de terribles crises. Entre 235 et 288, dix-huit empereurs se succèdent. La plupart meurent de mort violente. Le pire eut lieu en 260. L'empereur Valérien fut fait prisonnier, par trahison, par les Perses en Orient (260). La légende raconte que le roi perse Shapur en fit son valet d'écurie. A sa mort, sa peau tannée et peinte en rouge, empaillée, aurait été suspendue au toit d'un temple. Pour l'empire, l'humiliation est terrible. L'*imperator* cesse d'être *invictus*, invaincu. Les provinces frontalières avaient été ravagées par la guerre et les invasions. Les coups de force avaient succédé, pendant des décennies, aux usurpations et aux séditions militaires. A la fin du IV^e siècle, Théodose fit du christianisme la religion d'un empire dont il avait, peu ou prou, réussi à reconstituer l'unité. Mais, quelques années après la mort de Théodose (395), saint Ambroise comparera les villes jadis opulentes de la plaine du Pô à des « cadavres ». Un siècle plus tard, la ville de Rome ne comptait plus que vingt mille habitants, épuisés par les épidémies, les famines et les invasions.

« L'UNIVERS ROMAIN S'ÉCROULE »

Contrairement à ce que beaucoup d'historiens prétendent aujourd'hui, les Barbares n'avaient pas été « invités » à s'installer dans l'empire. Ils y avaient fait irruption en perçant les lignes de défense romaines. Saint Jérôme, qui avait fui Rome pour se retirer à Bethléem écrit en 396 : « C'est avec horreur que je poursuis le tableau des ruines de notre époque. Voici vingt ans et un peu plus qu'entre Constantinople et les Alpes juliennes, le sang est répandu chaque jour. Partout le deuil, partout les gémissements et l'image innombrables de la mort » Et il conclut sa lettre à son ami Héliodore : « L'univers romain s'écroule ».

Témoin de l'arrivée en Espagne de peuplades qui n'y avaient certes pas été « in-

vités », Hydace décrit l'Apocalypse : « Les barbares pillent et massacrent sans pitié. Les humains dévorent la chair humaine sous la pression de la faim, les mères, elles aussi, se nourrissent de la chair de leurs enfants qu'elles ont tués ou fait cuire. » Un poète décrira ainsi l'irruption des Vandales, des Alains et des Suèves en Gaule en 407 : « Tout est ruiné. Les champs, les villes ont changé d'aspect. Par le fer, la peste, la famine, la captivité, le froid, la chaleur, par tous les fléaux à la fois, le genre humain périt. La paix a quitté la terre. Tout ce que tu vois touche à sa fin. » L'archéologie et la toponymie montrent le recul des terres cultivées, l'avancée des forêts, des landes et des marécages, témoignant d'un effondrement de la population des campagnes. Décimée par les épidémies, les confiscations, les incendies, celle-ci ne représentera plus, au VII^e siècle, que la moitié ou le quart de ce qu'elle fut à l'apogée de l'empire. L'Etat, résume le biographe de Gallien dans *l'Histoire Auguste*, était ébranlé dans le monde entier. Les transports sont paralysés par l'insécurité, les villes connaissent la disette, le brigandage compromet l'acheminement du blé d'Égypte, d'Afrique et d'Espagne vers l'Italie. Une grande épidémie (250-270) se répand en Égypte, en Afrique, en Grèce et en Illyrie. La situation est catastrophique.

LA DÉCADENCE

Et pourtant, l'empire sera sauvé, du moins sa chute sera retardée de deux siècles. Il fera l'objet, à compter du règne de Gallien, d'un spectaculaire relèvement. Le prix à payer est cependant l'abandon d'une partie de ses conquêtes. Ces deux siècles verront l'émergence de l'empire chrétien. Dès 284, Rome cessera d'être le centre nerveux du pouvoir. Trop éloignée de la frontière pour être une base militaire, trop exposée pour servir de citadelle. La fondation par Constantin de Constantinople, le 8 novembre 324, sur le site de Byzance, va donner naissance à une nouvelle capitale qui,



elle, perdurera durant plus d'un millénaire. La place jouit d'une position stratégique exceptionnelle. Constamment ravitaillée par mer, elle sera à l'abri d'un blocus et se révélera imprenable durant des siècles. Sur le plan économique, on assiste à la montée en puissance des grands propriétaires terriens qui vivent dans une luxueuse oisiveté. Apparaît aussi une classe de marchands et de spéculateurs qui ne se transformeront jamais en entrepreneurs-producteurs. La plèbe, quant à elle, s'est réfugiée à Rome ou dans les grandes villes. Beaucoup se contentent de vivre des distributions de blé du gouvernement. L'entretien et le ravitaillement des immenses armées coûte une fortune et mobilise de colossales ressources en vivres, en bêtes de trait, en matériel de transport, retirées du travail productif sans que des butins de guerre ne viennent compenser leur coût. Dans les campagnes, la main-d'œuvre servile a été décimée par les guerres. Le brigandage se développe. Les villes sont menacées de disette. L'exode rural entraîne la concentration dans les villes de populations qui sont consommatrices mais non créatrices de richesses. Les empereurs choisissent des mœurs orientales

Dioclétien a ordonné qu'on l'adore. Les manteaux et les chaussures qu'il portait étaient couverts de pierreries, alors qu'au-

paravant la marque distinctive de l'*imperium* était une chlamyde de pourpre. Sous Justinien, au VI^e siècle, les sénateurs devaient se mettre à plat ventre devant l'empereur et l'impératrice pour leur baiser les pieds... A l'époque de l'eunuque Eutrope, raconte l'historien grec Eunape au début du V^e siècle, « la tribu des eunuques devint si nombreuse que certains qui portaient barbe, dans leur hâte suraiguë de devenir eunuques et eutropiens, perdirent leur intelligence et leurs testicules afin de jouir des mêmes avantages. » La corruption, quant à elle, était endémique. Peu d'espoir à attendre des juges. Saint Jean Chrysostome dira que les juges sont « des voleurs et des homicides qui n'ont de juges que le nom ». Les fausses accusations pullulent évidemment jusqu'à ce que Constantin, en 335, prenne un édit interdisant aux juges de recevoir les dépositions des dénonciateurs. Ces faits démontrent les lenteurs des progrès de la morale chrétienne dans l'empire. La plèbe des grandes villes passe sa vie au spectacle. L'historien Amien raconte : « Le cirque est son temple ». Le peuple se complait dans la fainéantise, la cruauté et la luxure. Quant aux combats de gladiateurs, interdits par les réformateurs chrétiens en 325, ils ne disparaîtront en réalité qu'un siècle plus tard pour céder la place aux courses de char et aux reconstitutions de chasses exotiques. Saint Augustin raconte qu'après le sac de Rome, des réfugiés, à peine parvenus à Carthage, s'étaient plongés dans les délices de l'amphithéâtre. Salvien, évoquant la folie des cirques et la luxure des théâtres, dira qu'alors que les barbares étaient au seuil des murs, « les uns étaient égorés au dehors, les autres forniquaient au dedans. »

UNE TERRIBLE DÉNATALITÉ ET SES CONSÉQUENCES

En 90 av. J.-C., Rome comptait 900 000 citoyens. On a vu précédemment qu'en l'an 500, il ne restait que 20 000 habitants alors qu'ils étaient 1 200 000 au commencement du II^e siècle. L'empire comptait, à son apogée, 80 millions d'habitants, dont 10 millions en Italie, 10 à 11 millions en Gaule, 6 à 8 millions en Espagne, 7 millions en Afrique et autant en Égypte. Les guerres avaient entraîné de terribles massacres. Un million de Gaulois auraient ainsi péri lors de la guerre des Gaules, entre 58 et 51 av. J.-C. La dénatalité était de plus terrible. A partir du III^e siècle, le déclin démographique devint manifeste. L'empereur Auguste tenta d'y remédier. Il fit de l'adultère un délit, interdit aux pères de s'opposer au mariage

de leurs enfants, accorda des privilèges aux parents de trois enfants, exclut les hommes sans enfants des charges de gouverneur de province, frappa d'incapacité successorale les célibataires. Les résultats furent malheureusement peu significatifs. La mortalité infantile atteignait d'immenses proportions, l'avortement et l'homosexualité étaient très répandus. On estime que le taux de fécondité des familles aristocratiques ne dépassait pas 1,8 enfant par femme au IV^e siècle. Celui des familles pauvres était sans doute encore plus bas. Les guerres, les famines, les dévastations avaient accru la mortalité dans des proportions considérables. La crise économique, l'insécurité, le brigandage décourageaient la natalité. La Gaule perdit 20 % de sa population. Les campagnes y étaient « envahies par les marais et ensevelies sous les broussailles ». Rome perd 5 000 habitants par jour du fait des épidémies. Les inscriptions de la province de Belgique démontrent que la moitié d'une classe d'âge meurt avant d'avoir atteint 20 ans. Faute de bras, les terres désertes sont nombreuses. Sous Théodose, raconte Zosime, l'empire fut « réduit dans un état tel qu'on ne reconnaissait même pas les sites sur lesquels (des villes) se trouvaient ». Des tribus profitent de la porosité des frontières pour s'installer sur des terres abandonnées. Au total, c'est plus d'un million de Bar-

bares qui pénètrent par immigration dans l'empire, entre le règne de Dioclétien et celui de Théodose.

La figure traditionnelle du Barbare, les mains liées derrière le dos, est remplacée sur une monnaie frappée en 350 par celle d'un Romain faisant sortir un Barbare de sa hutte en le tenant pacifiquement par la main. Tout au long du IV^e siècle, les empereurs seront convaincus que l'immigration est une chance pour l'empire romain. Tragique erreur... Confronté à d'énormes difficultés de recrutement et à la pénurie des hommes, l'empereur Valentinien I^{er} décidera, en 367, de réduire de 1 mètre 69 à 1 mètre 62 la taille minimale pour entrer dans les légions. Et puis surtout, on prit l'habitude de compléter les effectifs avec des soldats barbares qui accèderont peu à peu aux grades d'officiers supérieurs. Fustel de Coulanges notera que « les nations civilisées appliquent les neuf dixièmes de leur force à la paix et au travail ; les barbares appliquent à la guerre tous leurs bras et toute leur âme. Il peut donc arriver que des sociétés très fortes soient matériellement vaincues par des sociétés très faibles ». L'année 375 et l'invasion des Huns annoncent la catastrophe qui va disloquer l'empire romain. Ammien Marcellin décrira les Huns comme « trapus et contrefaits, si monstrueusement laids et mal formés, que l'on dirait des bêtes à deux jambes, ou des gargouilles qui ornent les pierres d'angle des ponts ». L'empire surviva encore un siècle avant de disparaître. Des souverains d'un an, d'un mois, d'un jour se succèdent. Leur liste prend l'aspect d'un inventaire poétique : Avitus, Majorien, Sévère, Anthémios, Olybrius, Glycerius, Julius Nepos, jusqu'à Romulus Augustule, cet adolescent qui sera le dernier empereur.

LES RAISONS DE LA MORT DE L'EMPIRE

Les explications de la mort de l'empire romain d'Occident sont multiples. On en répertorie plus de deux cents ! Machiavel dénoncera la décadence de la *virtù*, l'extinction de la force d'âme, suscitée par le règne de l'argent. L'Allemand Herder évoquera « un corps épuisé, un cadavre étendu dans son sang », Voltaire et Edward Gibbon pointeront la responsabilité du christianisme. Voltaire écrira : « L'empire romain avait alors plus de moines que de soldats. Le christianisme ouvrait le ciel, mais il perdait l'empire ». Gibbon dira que les derniers débris de l'esprit militaire s'ensevelissaient dans les cloîtres. Nietzsche accusera le christianisme d'avoir été le « vampire de l'imperium romanum ». Georges Sorel incriminera la disparition des mythes fondateurs de l'Etat païen sous le double coup de boutoir des Pères de l'Eglise et de l'esprit critique. Le savant allemand Otto Seeck avancera une explication darwiniste : l'élimination méthodique des meilleurs par les guerres, les luttes sociales et les persécutions. Max Weber pointera du doigt la folie qui avait consisté, pour un empire fondé sur les communications maritimes, à s'être imprudemment enfoncé dans les terres. Certains écriront que l'empire était mort d'avoir confié sa défense à un prolétariat étranger aux lumières de la civilisation et d'avoir implanté en Occident une monarchie à l'orientale incompatible avec ses traditions. Un géographe américain incriminera deux siècles de sécheresse quand d'autres études mettent en cause l'empoisonnement des élites romaines par le plomb des canalisations. Et puis, il y a bien sûr l'immigration, l'ébranlement causé par la grande migration des Huns et l'installation des Barbares au cœur de l'empire. Rome n'était plus dans Rome... Notons cependant que les peuples nouveaux venus dans l'empire n'ont pas dû représenter plus de 3 à 4 % de la population. Les raisons de la disparition de l'empire romain d'Occident sont en fait multiples. Paul Veyne écrit qu'elle « n'a pas eu de grande cause instructive ; ce fut un processus accidentel, fait de causes innombrables, un accident inattendu, où un grand nombre de petites causes et de petites conditions ont fait boule de neige. »

Sic transit gloria mundi... L'histoire de l'empire romain est pour nous plus qu'un avertissement. Un rappel à l'ordre.

R. S.

Les Derniers jours, Michel De Jaeghere, éditions Les Belles Lettres, 660 pages, 26,90 euros.

Chaque jour deux agriculteurs se suicident : silence... Taisez-vous !

C'EST un des grands tabous de cette société moderne de progrès. Celui que les media de sac et de corde s'efforcent d'occulter avec acharnement parce qu'il met justement en question la pertinence des choix qui ont été faits par procuration au nom des paysans eux-mêmes, sans jamais qu'ils aient été consultés sur leur sort. Sans que pas une seule racaille politique ou syndicale depuis 1945 ne leur ait demandé leur avis sur la prodigieuse révolution dans laquelle on les a précipités, à leur insu. Condamnés, au fur et à mesure que la catastrophe prenait de l'ampleur les laissant seuls face au désastre. Economique, financier, moral, mais surtout psychologique. Confrontés, qui plus est, dans le déferlement d'anathèmes que depuis Lalonde les media enchaînés ont déversés sur leur profession au vide sidéral des campagnes. Instrumentés par 40 ministres incultes. Dont l'un des plus minables est l'actuel titulaire de la fonction qui répondant aux critiques dont il est l'objet mit en avant son DEA d'économie agricole et le diplôme spécialisé professionnel qui lui aura permis d'enseigner quelques années durant cette matière dans un lycée agricole. Lançant à ses interlocuteurs de l'Assemblée Nationale un vibrant « *Si quelqu'un ici aurait pu devenir agriculteur : j'en suis* ». Déchaînant sur les réseaux sociaux une vague de sarcasmes. Car il est tellement plus facile de se vanter d'être capable d'être agriculteur tout en se gardant bien de s'y hasarder !

C'est tellement vrai qu'il suffit de consulter les chiffres de la dépossession rurale au cours du dernier demi-siècle et de la désertion des fermes et des campagnes pour se douter qu'une fuite aussi colossale devait bien avoir quelques explications occultes.

En 1936 les ruraux représentaient la moitié de la population française alors qu'en 1921 avec plus de 21 millions d'individus ils étaient largement les plus nombreux. Mais en 1963, malgré une forte augmentation du nombre des Français, cette population ne s'élevait plus qu'à 18 millions. On évaluait alors les agriculteurs à 9 millions — 5 millions d'hommes et 4 millions de femmes —. Les propriétés agricoles étaient 1,9 million dont les 2/3 étaient totalement ou en partie des métayages. Aujourd'hui on ne compte pas plus de 400 000 agriculteurs et sans doute 300 000 si l'on compte seulement ceux dont c'est l'activité essentielle. C'est dire l'accélération du « génocide paysan » qui est probablement le plus grand crime commis par l'ensemble de la société moderne contre l'âme des peuples et leur histoire. Aussi, lorsque le gouvernement se lamentait sur les 10 % d'élevages qui seraient en faillite, non seulement on est certainement loin du chiffre global des propriétés qui ont cessé d'être viables mais il faut mettre cette évaluation en rapport avec le faible nombre d'agriculteurs résiduels dans ce pays.

La disparition chaque année en Europe de milliers d'entre eux a pour conséquence directe l'élargissement des propriétés et des élevages. Dont on sait qu'il induira automatiquement l'utilisation encore plus massive de techniques, de bio-technologies, de chimie, rendues indispensables par la taille démente des unités de production agro-industrielle.

Un exemple tout simple est donné par les « *exploitations laitières* ». En 2002 en Bretagne le troupeau moyen était de 37 vaches. Il était passé en 2011 à 50 vaches. Et l'on sait que dès lors que la taille atteint 80 à 100 bêtes les propriétaires pensent sérieusement, parce

que c'est trop difficile à gérer, à des regroupements débouchant sur la formule de « la ferme à 1 000 vaches »... et beaucoup plus. C'est à dire productrices d'ersatz alimentaires bourrés d'antibiotiques et d'ETM (Éléments-Traces métalliques) qui sont carrément toxiques pour les organismes des consommateurs.

De surcroît le coût d'installation dans l'élevage dit industriel d'un jeune agriculteur nécessite un investissement de l'ordre de 300 000 à 600 000 euros. Dans le contexte actuel c'est un pari suicidaire sur l'avenir. Encouragé par tous les organismes administratifs, techniques, financiers qui ne (sur)vivent que de cette poule aux œufs d'or née d'une mystification soigneusement entretenue.

C'ÉTAIT LE PLUS BEAU MÉTIER DU MONDE

Suicidaire. Le mot est lâché. Or dans ce pays, depuis 1939/1945 est du domaine de l'interdit tout ce qui touche à la ruralité. Aussitôt le concept est défini comme « Pétainisme », assimilé au « nazisme » et susceptible de relever des lois mémorielles. Il y a tout lieu d'être méfiant. Les gens le sont. Les media le sont. On peut évoquer autant qu'on veut les deux douzaines de fonctionnaires de l'EDF qui se sont suicidés. On peut rappeler le fort taux de désespérés qui mettent fin à leur jour dans la police avec leur arme de service. Mais il est rare qu'on cite la profession où, de très loin, on dénombre le plus de suicides, les agriculteurs. On en parle rarement et quand cela arrive c'est en donnant des chiffres considérablement minorés.

Pendant plusieurs jours tous les media de France auront fait résonner leur tambour sur les manifestations radicales menées en diverses

régions par des agriculteurs. On a parfois évoqué avec une grande pudeur les conditions difficiles auxquelles ils doivent faire face, y compris l'obligation dans la plupart des cas de devoir vendre leurs produits en dessous du prix de revient, ce qui, en bonne logique comptable, signifie être en faillite avec toutes les conséquences psychologiques et sociales que cela implique. Mais, a-t-on souvent entendu dire, ils pourraient être plus raisonnables, moins violents et avoir plus d'égards pour les touristes et pour ceux qui voudraient profiter de leurs vacances bien méritées !

La vérité est la suivante. Si au cours de ces journées la formule « suicide paysan » n'a jamais été prononcée, elle était à l'esprit de tous ceux qui étaient descendus dans les rues. Parce que tous les agriculteurs possèdent un voisin, un parent, un ami qui un jour s'est suicidé, à force de vendre en dessous du prix de revient et de ne plus pouvoir nourrir sa famille.

Le 11 octobre sera la Journée du « Suicide paysan ». On verra combien, parmi ces media tartuffes qui ne manquent jamais de nous rappeler la Journée du Sida ou celle de Mandela, oseront ce jour-là consacrer dix lignes à l'événement.

Cette journée est organisée par un agriculteur breton, Jacques Jeffredo, opticien devenu maraîcher il y a 8 ans et qui non seulement ne produit que du vrai « bio » mais pratique la vente directe autour de Camors, près de Vannes. Cette journée, il la dédie aux familles ainsi détruites. « *Parce que, dans les cas de suicides, les familles se sentent parfois responsables, et il est temps que la société leur demande pardon* ».

Il explique que dans les seuls cantons voisins du sien, au cours des douze derniers mois, dix agriculteurs se sont suicidés. Depuis plusieurs années, il fouille les archives, les coupures de presse, Internet. Il a trouvé plus de 600 cas de suicides d'agriculteurs par an, alors que les statistiques de la Mutuelle Sociale Agricole publiées en 2013 estimaient qu'il y en avait eu 485 sur les années 2007/2009. La raison en est simple : de nombreux suicides sont déclarés comme accidents parce que les familles soudain dépouillées de tout, ruinées, à la rue, n'ont pas d'autre solution afin que leur soient payées les assurances auxquelles elles n'ont pas droit en cas de suicide.

Il faut écouter Joffredo qui ne s'arrête d'ailleurs pas à l'endettement des fermes. Le drame est tellement plus profond alors que des émissions aussi perfides que « *Le bonheur est dans le pré* » ne servent qu'à en masquer l'imminence.

« *L'agriculture et la société évoluent, explique-t-il, et tout le monde n'est pas prêt. Autrefois, les travailleurs rentraient le soir fatigués mais heureux du travail accompli. Les enfants étaient fiers de leur papa. Il avait bien sûr le plus beau métier du monde. Et ils n'avaient qu'une envie, faire le même métier. Aujourd'hui tout est différent. Les jeunes ne respectent plus leurs parents, car il ne sont pas fiers de ce qu'ils font.* »

Et il fait cette analyse qu'on aimerait entendre plus souvent dans la bouche des bonnes âmes qui prétendent refaire le monde : « *Dans la formation des agriculteurs, on enseigne régulièrement qu'ils vont nourrir la planète, qu'ils vont sauver le commerce extérieur. D'ailleurs, on parle de produits d'exportations agricoles en équivalents Airbus... Je peste contre cette argumentation, car tout le monde sait qu'il ne s'agit en rien de nourrir la planète, mais seulement de fournir à moindre coût des matières premières pour alimenter un business florissant. L'enseignement agricole prépare à un fonctionnement idéal, pas à la réalité. D'où des déceptions, qui deviennent désarroi chez ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas s'acclimater.* »

Jacques Joffredo, s'en prend durement aux media dont il dénonce à juste titre le silence. « *Jamais rien, proteste-t-il, n'a été organisé pour elles et pour eux. Nous en sommes à 600 suicidés par an en agriculture et rien... le silence* ». Le suicide est la troisième cause de mortalité dans le monde agricole après les cancers et les maladies cardiovasculaires. Aussi a-t-il lancé une pétition à retrouver sur Internet en cliquant sur Yahoo ou Google : « *soutien aux familles d'agriculteurs suicidés.* »

Le 11 octobre 600 croix seront déposées devant la basilique Sainte Anne à Sainte-Anne-d'Auray, en Bretagne.

La technostrucure écolo est bien la plus malfaisante

Eric Piolle, maire EELV de Grenoble, est l'écolo qui monte. Comme ses collègues, il n'a pas été élu sur une liste « verte », mais sur un rassemblement de l'extrême gauche grenobloise. A l'issue d'une quadrangulaire il aura obtenu 40 % des voix et 42 élus sur 59. Pour le reste, lorsqu'il se présenta en 2012 aux législatives sur une liste strictement « verte », son score se limita à 7,7 % des suffrages. Deux ans plus tôt, il se fait connaître en étant élu en 9^e position conseiller régional Ecologie sur une liste de la gauche présentée par le PS. Parcours en somme très banal d'un élu de cette mouvance, obtenant son siège avec des voix qui ne sont pas les siennes. Piolle est diplômé de l'Ecole nationale du Génie Industriel de Grenoble. Il est un zélé de Pierre Larrourou et un militant actif de l'immigration clandestine qui est sans doute la pire perversion de l'écologie véritable. Cadre dirigeant de Hewlett Packard, il créa sa propre entreprise « *spécialisée en gestion des risques financiers pour des clients basés dans des paradis fiscaux* » (Le Lab de Europe 1). Le bobo idéal en somme. Un défenseur *ad hoc* de la nature et qui se mêle de faire la morale aux autres. Il a beaucoup parlé de l'agriculture ces derniers jours et beaucoup donné d'interviews. Écoutons-le sur France Info en filer les truismes les plus abscons : « *Il faut se tourner vers une agriculture de demain, plus proche des territoires, plus en lien avec son environnement direct, peut-être faire moins de quantité et plus de qualité* ». Mon Dieu, n'est-ce pas avec ce genre d'inepties qu'on en est arrivés en cinquante ans là où nous sommes ! Qu'est-ce que c'est une agriculture plus proche des territoires ? Sinon d'abord pratiquée par des agriculteurs, des centaines de milliers d'agriculteurs. Qui sont où ? On se doute que M. Piolle et ses semblables ont déjà la réponse : en Erythrée ou au Burkina Faso, bien entendu, où ils pratiquent une agriculture de famine avec laquelle ils ont désertifié leur continent. Mais il est malin, Piolle, et il sait faire. « *Nous avons passé l'alimentation bio dans les cantines de 20 % à 50 % en 9 mois, et nous travaillons pour développer une filière autour de l'agglomération, il faut qu'il y ait un lien avec le territoire* ». Nous prend-il pour des imbéciles ? Si toutes les cantines de France et sociétés industrielles de restauration devaient, comme on le projette, passer au Bio, où irait-on chercher celui-ci ? En est-il un seul qui sache ce que cela représente de produire

« Bio » et d'assurer, sous contrôle Ecocert, une production de cette nature 365 jours dans l'année ? Le « Bio » dont de plus en plus on fait état renvoie à des productions industrielles qui ne le sont que par la grâce de nouvelles tolérances européennes aberrantes. Un approvisionnement à 100 % « *en lien avec le territoire* » une bonne partie de l'année n'est que vue de l'esprit. On voit mal les écoliers d'aujourd'hui manger trois fois par semaine entre décembre et avril, du potimarron, des poireaux, des radis noirs et quelques autres racines. Parions qu'on leur servira alors, tous les jours, des steaks hachés avec des frites. Bio, évidemment.

M. Piolle et ses amis écolos, les Rugey, les Cosse, les Baupin, les Placé etc. posent un vrai problème de crédibilité à notre société. Hélas nous ne sommes pas près d'être débarrassés de leurs lubies. Le Grenelle de l'Environnement, la transition énergétique (photovoltaïque, éoliennes, agro-carburants et autres inepties), le Réchauffement Climatique nous coûteront de plus en plus en taxes et en tyrannies.

Et que dit-il, d'ailleurs, ce techno-écolo, qui parle tout de même au nom d'une mouvance dont il est l'une des personnalités les plus en vue : « *J'espère que cette*

crise féroce des agriculteurs et des éleveurs particulièrement peut se régler aussi avec une régulation de toute la filière. Que les pistes proposées par le gouvernement pour essayer de structurer cette filière, que les marges soient réparties à la fois pour les agriculteurs, les industriels et les distributeurs, eh bien que ça puisse avancer ». Un discours aussi naïf et banal est affligeant. Cela fait un demi-siècle que l'on entend les mêmes mots, qu'on nous sert les mêmes propositions, qu'on met en place les mêmes programmes pour les mêmes « filières »... Et il y a encore des imbéciles pour reprendre mot à mot cette rhétorique vide autant qu'absurde. Écoutez encore : « *Ce qui est important c'est tracer un chemin, un chemin clair, anticiper et avancer sur des actions... Bla-bla-bla...* » Il finira d'ailleurs son intervention par l'habituel gloubi-boulga sur le réchauffement, la transition énergétique, la COP21, les gaz à effets de serre, les énergies renouvelables, l'impact du soi-disant dérèglement climatique sur la biodiversité. Laquelle est essentiellement menacée par la surpopulation dont est responsable la démographie du monde non-Blanc.

R. B.

Bruno Le Maire : quel culot !

Une fois de plus les media français ont été au-dessous de tout. On ne s'en étonnera pas. Le niveau de connaissance de l'agriculture, de la paysannerie et de la ruralité de l'ensemble des bavasseurs et des scribouilleurs qui se mêlent de vouloir renseigner les Français atteint un tel degré de nullité qu'on ne saurait plus s'étonner de rien. Ils se contentent donc de répéter ce que disent Hollande et Le Foll qui n'en savent pas plus qu'eux-mêmes. Donnant le plus possible la parole aux représentants de la FNSEA et du CNJA qui depuis soixante-dix ans ont mené l'agriculture de ce pays dans l'impasse où elle se trouve. En même temps qu'ils offrent des tribunes à tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont participé à la dépossession de la paysannerie française et imposé ce qu'on appelle désormais « le modèle français ». Sur lequel tous tirent à boulets rouges, à commencer par ceux qui en ont été le maître d'œuvre. N'est-ce pas avec stupéfaction que l'on a vu ces dernier temps réapparaître un de ceux qui ayant été parmi les incendiaires crient aujourd'hui le plus bruyamment au feu... Bruno Le Maire, par exemple, il y a à peine trois ans était encore ministre de l'Agriculture, ayant occupé ce poste pendant pas moins de trois ans. Sans avoir en rien redressé cette agriculture. Ce qui n'étonnera personne de la part d'un natif de Neuilly-sur-Seine qui, à défaut de posséder la moindre attache familiale paysanne, dispose d'un impeccable pedigree de grand bourgeois parisien — papa cadre chez Total, maman directrice de lycées privés catholiques —. Et dont le *curriculum vitae* universitaire ne dépare pas dans le Système qui nous régit et a abouti en trois quarts de siècle à la destruction à peu près intégrale de la paysannerie : agrégation de lettres modernes, Sciences Pô Paris et ENA !

Et voilà qu'il est partout, sur toutes les radios et toutes les télévisions expliquant que ces paysans ont bien raison de se révolter. Quel culot !

P. A.

Petrus AGRICOLA.

Crise agricole : le plan Hollande-Valls-Beulin, un sinistre marché de dupes

ON N'ÉPILOGUERA pas sur le prix du lait payé aux producteurs, laissant aux media à collier le soin de s'esbaudir des merveilleuses qualités de négociateur du ministre Le Foll et de son représentant à la tête du plus gros syndicat croupion supposé représenter les éleveurs, Beulin et sa FNSEA, mais on ne s'empêchera pas quelques remarques. D'abord qu'il s'agit avant tout, de mettre fin par tous les moyens au spectre d'une jacquerie qui eût contrarié la France aotûtienne au moment où elle se met en branle pour ses estives annuelles et sa parenthèse saisonnière de rots, de siestes et congestions culinaires. On rappellera juste qu'il ne faut jamais troubler l'ordre souverain des congés payés et que tous ceux qui s'y aventurent sont assurés d'être écrasés et sanctionnés pour leurs initiatives. Surtout lorsqu'ils sont moins de 1 % de la population et que se dressent contre eux 99 % de tubes digestifs qui réclament leur sacro-sainte paix et tranquillité estivales. Ainsi au troisième jour des blocages on ne compte plus les reportages consacrés à la mauvaise humeur de ceux se préparant à partir en vacances ou y étant déjà et que cette agitation commençait à agacer. Des troupes de journalistes prenaient la direction du Mont-Saint-Michel, chacun y interrogeant le commerçant supportant mal sa boutique vide. Les Français, en leur immense conscience de masse, se contrefichent des conditions dans lesquelles vivent et survivent les derniers rescapés de l'holocauste paysan. Ce qui compte pour eux c'est d'avoir leur cad-dy et leur assiette pleins et au meilleur tarif.

Le reste est sans importance : le goût, la qualité, la valeur alimentaire, la salubrité, ils s'en tapent. La meilleure preuve en est que la consommation alimentaire est massivement chimique, que les production et distribution "bio" continuent à être dérisoires, les circuits

commerciaux de proximité, naturels, diététiques, sains, se réduisant à l'insignifiance comparés à la gigantesque force de frappe des cinq grandes enseignes distributrices de bouffe toxique et fournisseuses privilégiées des oncopoles en pleine expansion. Et pourtant cela va faire un demi-siècle que ces questions sont agitées et que la canaille médiatique ne cesse de donner la parole aux guignoles Verts. Des personnages comme Hulot, Mamère, Bové ou l'omniprésent Coréen-qui-n'a-pas-d'accent-asiatique, pérorant aux heures de grande écoute, monopolisant micros et caméras et n'en finissent pas de faire l'article pour Max Havelaar, les Amaps ou la préservation de leur environnement bétonné et bitumé et des petits oiseaux cui-cui...

La seconde remarque qui s'impose, concernant les producteurs de lait et les accords de sauvetage qu'on leur aurait fait signer avant les grands départs vers les plages, est justement l'extraordinaire concession financière que leur aura arrachée le ministre Le Foll et son factotum syndical préféré. Avec un prix plancher en-deçà duquel on ne pourra descendre : 340 euros pour 1 000 litres de lait.



Paysans : l'ennemi vient de l'intérieur

M^{me} Granoise Gatel, âgée de 62 ans, ancienne chargée de mission auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rennes, est titulaire d'un DESS d'Administration et de Gestion des Entreprises. Ca n'est pas forcément ce qui vous instruit au plus profond de vous-mêmes des réalités auxquelles quotidiennement doivent faire face les agriculteurs. Que dit-elle : « La crise touche de très jeunes agriculteurs, qui ont beaucoup investi et qui vont devoir arrêter leur métier. Les agriculteurs sont au bout de leur détresse. Quand on voit qu'ils organisent des "nuits de la détresse" ou des "barbecues de la

détresse", ça fait froid dans le dos ! Ils s'expriment d'une manière très forte, que l'on trouve parfois excessive, mais en même temps comment voulez-vous demander à des gens dont le travail ne les nourrit plus, qui ne voient pas leur avenir, d'être raisonnables ? » En somme leur colère est déraisonnable et il serait tellement mieux qu'ils se taisent et meurent en silence. Il faut ajouter que cette dame est présidente de l'Association des Maires de l'Ille-et-Vilaine et vice-présidente de l'Association des Maires de France. Mais sur quelle planète vit-elle ? Née en 1953, elle a grandi dans une Bretagne qui, à partir

de 1960, était en perpétuel état de guérilla et la crise qu'elle évoque se poursuit d'épisode en épisode depuis les premiers soubresauts de la marxisation bureaucratique de l'agriculture apparue au lendemain de la "Libération" sous le régime gaullo-communiste. Il faut dire qu'elle a été élue sur des programmes formatés par ces idéologies. Comment lui expliquer par conséquent que le chaos actuel n'est que l'aboutissement d'un demi-siècle d'incompétence et d'ignorance ? Que toutes les chaînes de la transmission du savoir traditionnel et biologique ont été brisées et que l'agriculture et l'élevage ça ne s'apprend ni à Science Pô, ni à Sup' de Co, ni à Normale Sup' et moins encore dans les filières scientifiques et agronomiques des Instituts de recherche et d'expérimentation. Mais au fond des étables, dans les sillons retournés et au pied des pampres de vignes. Comment lui expliquer que c'est elle et ses amis qui se trompent quand ils poursuivent, contre vents et marées, leurs programmes de transformation radicale des sociétés et qu'ils ne résoudre jamais les incohérences auxquelles celles-ci sont confrontées aussi longtemps qu'ils s'obstineront à s'enfermer dans des logiques de fonctionnement visant d'abord à maîtriser la nature et à casser le monde sauvage ?

R. B.

R. B.

Merveilleuse négociation, peut-être. Marché de dupes, évidemment, qui explique pourquoi jusqu'à extinction complète des petits élevages laitiers — qu'on situera désormais à moins de 80 vaches —, on n'a pas fini de connaître des guérillas locales, telles que nous les avons vues. Des coordinations autonomes, traînant derrière elles le boulet de la FNSEA et du CNJA freinant autant qu'ils peuvent, l'agro-industriel Beulin manoeuvrant de son mieux pour complaire aux puissances multinationales et mondialisées. On parle certes du lait, mais il en ira de toutes les productions relevant de l'agro-alimentaire qui sont entraînées dans le même schéma, soumises aux prix et réglementations mondiales et auxquelles sont imposés, faute de disparaître, des programmes de développement et de productions dont le contrôle et la maîtrise leur échappent complètement.

A titre indicatif, voici une évaluation moyenne des prix du lait payé au producteur français entre le 4^e trimestre 2013 et le troisième trimestre 2015 :

2014 (1^{er} trimestre) : 359 euros/tonne. 2014 (2^e trimestre) : 375. 2014 (3^e trimestre) : 358. 2014 (4^e trimestre) : 379. 2015 (1^{er} trimestre) : 336. 2015 (2^e trimestre) : 305. 2015 (3^e trimestre) : 302. Dans le même esprit voici l'évolution du prix du litre de lait moyen au détail : janvier 1992 : 84 centimes d'euro. Janvier 2002 : 1 euro. Janvier 2012 : 1 euro 29. Janvier 2015 : 1 euro 21.

On est évidemment en pleine arnaque.

LE SERVAGE EST DE RETOUR DANS LES CAMPAGNES

En 2013 les experts de la Coordination Rurale avaient calculé ce que coûtait au producteur laitier français cette tonne de lait alors qu'elle lui était payée 370 euros contre 423 euros au producteur italien. Mais surtout elle lui revenait, charges comprises, à 420 euros, alors même que le prix spot, c'est-à-dire payé sur les marchés au comptant, pouvait atteindre 500 euros la tonne ! Qu'on ne s'illusionne pas, la situation n'a fait qu'empirer depuis !

Or que nous servent les media ? Un panégyrique énamouré du gnome de l'Elysée dont la récente intervention sur le sujet mérite d'être intégralement citée : « Je demande à tous les agriculteurs de comprendre que nous sommes tous mobilisés, nous sommes conscients de leurs difficultés, elles sont très grandes et elles appellent des mesures structurelles — elles seront prises — et des mesures conjoncturelles, c'est-à-dire l'urgence, seront également décidées demain ».

Et son faire-valoir de Matignon, plus patriote et populiste que jamais, de brailler devant un hémicycle parlementaire à peu près vide que « L'agriculture et les agriculteurs sont la France, son génie, ses racines. C'est ce message que je veux adresser aujourd'hui aux éleveurs ». Nous avons enfin trouvé notre Déroulède, les Boches qui nous submergent de leur lait, de leurs viandes de bœuf et de porc, de leurs volailles, n'ont qu'à bien se tenir...

En 2002, l'éleveur vendait son lait 316 euros la tonne, déjà en retrait par rapport aux années précédentes. Et il était déjà contraint de manifester parce qu'il ne parvenait qu'à se payer un salaire dérisoire. Au cours des 13 dernières années, sous la pression de l'UE et des écologistes, les charges, les taxes, les contraintes, les restrictions ont explosé tandis que depuis le 1^{er} janvier et la suppression des quotas les prix payés aux producteurs se sont littéralement effondrés. Et on s'étonne qu'ils soient en colère ?

Alors il reste la conclusion à tirer de toute cette affaire. Restons sur l'exemple lumineux du lait tout en répétant que toutes les branches d'activités agricoles sont dans le même état de décomposition et de désespérance, parce que toutes sont arrivées au bout du bout du travail à perte. Quoi que prétendent les statistiques bidon qui persistent à annoncer une augmentation moyenne annuelle des rémunérations agricoles.

M. Xavier Beulin, l'agro-industriel bien connu qui a accès à tous les media au moindre claquement de doigt, directeur du journal tout-puissant qu'est *La France Agricole*, expliquait pas plus tard que le 22 juillet sur France-Info, qui lui sert généreusement la soupe, que la France devrait produire du lait à 300 euros la tonne. Evidemment c'est le libre-échangeur qui parle avec en tête deux idées fixes : l'exportation et le marché mondial.

Or, en avril dernier, l'Observatoire de la formation des Prix et des Marges des produits alimentaires qui, rattaché au ministère

de l'Agriculture et présidé par l'universitaire Philippe Chalmin, ne peut être soupçonné de combattre le Système, faisait parvenir au parlement un intéressant rapport. On y affirmait que « le coût de production du lait avant rémunération de la main-d'œuvre non salariée est de 349 euros/1000 litres en 2014 ». Cette rémunération, évaluée à 1,5 fois le SMIC porterait le coût de production total à 435 euros la tonne de lait produite. Autant dire que dans l'état actuel de la profession avec un prix de base du lait de 302 euros la tonne, non seulement l'éleveur ne peut se payer aucun salaire à lui-même et à ceux de sa famille qu'il emploie, mais il reste encore très en dessous du prix de revient. C'est dire que les nouvelles mesures, fixant un prix plancher de 340 euros la tonne, en dépit des exigences du président de la FNSEA d'aller encore plus bas, sont ridicules. La Coordination Rurale a, elle, placé la barre très haut. Ce n'est pas 30 à 40 euros la tonne qu'il faudrait ajouter mais 150 euros. Ce qui alors permettrait une rémunération décente pour des gens qui travaillent 70 heures par semaine, 52 semaines par an.

Une autre étude bien que plus réservée n'en n'aboutit pas moins à dénoncer les mêmes aberrations. Elle émane du CER France-Côtes d'Armor, organisme d'expertise très implanté en Bretagne, et affirme que « pour le lait, le prix minimum, le point d'équilibre global dans les élevages bretons est de 355 euros en moyenne. Pour un quart des élevages, il est supérieur à 390 euros. Il faudrait au minimum 400 euros pour que tous les éleveurs retrouvent de la rentabilité ».

Si cela ne s'appelle pas du servage, il serait temps que la grande spécialiste de la chose, M^{me} Taubira, nous donne quelques explications.

Petrus AGRICOLA.

La crise, cela fait 60 ans qu'elle dure !

Le ministre Le Foll a annoncé que entre 22 000 et 25 000 élevages seraient en grande difficulté, ce qui représenterait à l'en croire « 10 % du total ». Il y aurait donc encore en France entre 220 et 250 000 élevages. Mais où donc est-il allé chercher ces chiffres ? En 2011 on comptait 180 000 élevages bovins, dont 49 000 uniquement laitiers. Or dans cette dernière activité on ne doute pas qu'en quatre ans le chiffre se serait considérablement dégradé. Ainsi, entre 2005 et 2011, la baisse avait déjà été de 16 %. Au cours de la même intervention, le ministre, outre le fait de privilégier le produit local dans la restauration collective, a affirmé qu'il fallait « réorganiser l'offre française en valorisant le logo Viande de France, qui permet au consommateur d'être sûr de l'origine des produits. Alors, il sera prêt à payer un peu plus cher ». C'est oublier d'abord que la restauration collective est par vocation idéologique, une alimentation bon marché dont le coût est en partie supporté par l'Etat ou par les instances intermédiaires. Plus le prix des produits alimentaires français sera élevé du fait des charges, taxes, contraintes écologiques et alourdies pour une bonne part d'entre eux par les exigences de l'Etat Providence et de l'énorme boulet économique et social représenté par l'immigration de masse, plus il sera impossible de concurrencer les importations du monde entier, notamment allemandes, subventionnées, et qui ne sont pas soumises aux mêmes réglementations qu'en France. De surcroît, le logo Viande de France, imaginé par le Premier ministre et le président de la République ressemble plus à une farce qu'à autre chose : cela fait trente ans que toutes sortes de logos ont garanti la qualité exceptionnelle de la production alimentaire française et depuis l'agriculture dans notre pays n'a jamais cessé de périlcliter, se faisant dépasser par celle des Pays-Bas, d'Allemagne et bientôt de Grande-Bretagne. La destruction de cette activité essentielle n'a aucun rapport avec la présence ou l'absence de logos, elle est d'abord la conséquence d'une véritable idéologie anti-agricole, anti-paysanne, anti-rurale qui l'a placée depuis le début de la V^e République, à une ou deux exceptions près, sous la coupe de lobbies et de ministres technocrates ou bureaucrates qui n'ont ni compréhension ni attachement au monde agricole.

R. B.

L'entreprise publique de destruction de

LA FORMATION et la structuration de l'intelligence sont primordiales pour assurer le sain fonctionnement d'une société. Il y a en premier lieu l'enseignement spirituel qui donne un cadre moral et une représentation équilibrée du monde comme préalable à toute instruction. Il est sciemment occulté depuis longtemps, l'intelligence contemporaine désertant la métaphysique pour l'expérimental, avec pour conséquence les dégâts avérés du positivisme. Il ne faut donc pas s'étonner que la diffusion de connaissances pratiques, d'ordre littéraire, historique et scientifique soit carencée. Mais la dégradation de l'enseignement que nous subissons n'est pas seulement provoquée par ce défaut d'approche ; elle est voulue, organisée et à des fins criminelles comme nous allons le montrer dans les lignes qui suivent.

UNE DÉGRADATION CONTINUE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC ET PRIVÉ

Les parents qui se soucient quelque peu de la scolarité de leurs enfants se sont très vite rendus compte que l'enseignement dispensé dans l'école publique diminuait de qualité d'année en année. Les générations nées avant les années 1960 ont pu constater que — à d'heureuses exceptions près — l'apprentissage de la lecture avait été dévoyé par des méthodes dites "globales", lesquelles, en dépit des dénégations gouvernementales, demeurent bel et bien en vigueur et continuent de dérégler la mécanique cérébrale des jeunes générations. Ils ont pu aussi observer que la formation au raisonnement mathématique était réduite à la portion congrue au point que dernièrement (*Le Monde*, 04/06/2015) Cédric Villani, titulaire de la Médaille Field, s'inquiétait de ce que l'on n'apprenait plus à raisonner : « à cet âge-là, au collège, la découverte mathématique la plus importante est d'apprendre à faire un vrai raisonnement. Or il manque dans les programmes tout ce qui peut faire l'excitation intellectuelle ». L'enseignement de la littérature, qui permet de nourrir la réflexion et de faciliter l'expression de la pensée, est aussi fortement vidé de son contenu, tandis que la langue française est progressivement traitée en paria dans l'enseignement supérieur au bénéfice de l'anglais, en fait un anglais déprécié : le "globish". La liste des dégâts peut être allongée avec un enseignement de l'histoire qui occulte Louis XIV et le Premier Empire, l'apprentissage de la géographie qui ignore largement l'étude de la géographie physique (bassins fluviaux, massifs montagneux, voies de communication etc.)

Il ne faut pas non plus compter sur l'enseignement privé, essentiellement "catholique" : il a perdu sa spécificité et son indépendance depuis longtemps. Avec l'adoption de la loi Debré relative à l'enseignement privé en 1959, les établissements privés ont passé des contrats d'association avec l'État qui les aidait dans leur financement, jusqu'à la charge des seuls parents d'élèves. Il s'est en fait agi d'une aliénation dans la mesure où, en contrepar-

tie, leur liberté n'a plus été que théorique : depuis lors les programmes sont identiques à ceux du public. Les professeurs de l'enseignement privé ont le statut d'agent public, peu différent de celui de leurs collègues de l'enseignement public et dépendent donc du ministère de l'Éducation nationale. Il n'est même pas possible d'espérer que les professeurs bénéficient d'une formation différente de celle du secteur public puisque tous passent par les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation, alias les IUFM (instituts de formation des maîtres) successeurs des écoles normales d'où sortaient les « hussards noirs » qui, en leur temps, avaient fait la réputation depuis longtemps disparue de l'école publique qui devait absolument être de qualité pour concurrencer l'école libre tenue par les religieux. Au mieux, les parents peuvent-ils espérer de ces écoles privées sous contrat un cadre scolaire plus serein, plus d'ordre, moins de grèves.

LA RÉFORME NAJAT VALLAUD-BELKACEM

De réforme en réforme, la qualité de l'enseignement s'est donc dégradée. La dernière en date, celle de Najat Vallaud-Belkacem, ne constitue qu'une étape supplémentaire de cette descente à l'abîme. Désormais, c'est l'enseignement des langues anciennes qui va disparaître quasiment. A l'argument stupide consistant à dire qu'on ne parle plus ni le latin ni le grec, s'ajoute l'argument égalitariste développé par les Bourdieu et consorts selon lequel l'enseignement de ces langues n'est réservé qu'à une élite. Nous vivons l'aboutissement d'un processus engagé dès le XIX^e siècle où l'apprentissage du latin en a fait une langue morte, ce qu'il n'était pas jusqu'alors. Il est à se demander si le fait que le latin soit la langue officielle de l'Église n'a pas influencé la volonté d'éradiquer progressivement la langue de César et de Cicéron, alors qu'à cette époque il était courant que les ecclésiastiques de tous pays communiquassent en latin. Certes, tout un chacun n'est pas nécessairement capable de bien apprendre le grec et le latin. Mais il ne faut pas pour cette raison en priver ceux qui le peuvent. L'ordre universel est hiérarchique, les talents sont divers, inégaux, complémentaires et l'égalité n'existe que dans une égale dignité de tout homme devant Dieu.

Effectivement, il s'agit de planifier le développement des carences intellectuelles si utiles pour fabriquer des cerveaux dociles, formatés aux seuls emplois auxquels on les destine. D'ailleurs, la réforme susmentionnée est plébiscitée par le MEDEF, les libéraux comme le montrent les articles du journal *L'Opinion*. Ce qui importe à ces gestionnaires de l'instant et du court terme, c'est de disposer d'outils humains immédiatement utilisables (et jetables dès qu'ils ne font plus l'affaire). Ils ne voient pas que la formation intellectuelle, dans laquelle la culture générale, les "humanités" comme l'on disait traditionnellement, forment et structurent les intelligences, donne un savoir qui permet de dominer les sujets que l'on aborde et de nourrir le bon sens pour ceux qui en ont naturellement et en doter



les autres d'un minimum vital. Et ce n'est sûrement pas un hasard si nombre de nos médaillés Field ont bénéficié dans leur adolescence d'une culture classique. L'esprit de finesse et l'esprit géométrique ne peuvent aller l'un sans l'autre.

L'avenir de l'intelligence française et plus largement européenne passe par une formation complète et structurée des intelligences sans laquelle les découvertes scientifiques à venir risqueront de se raréfier. Agir ainsi revient à couper les racines de l'arbre d'où est sortie la grandeur de la France et de la civilisation européenne.

La réforme en cours avait déjà été annoncée en quelque sorte par la suppression de la licence de lettres classiques. Là encore, les arguments avancés sont hypocrites : il y aurait un manque avéré d'étudiants dans cette discipline. Mais cette désaffection n'est que la conséquence de la destruction de l'enseignement classique depuis les années 1960 et tout d'abord de l'apprentissage de la langue française à l'école primaire avec la suppression de la méthode alphabétique et de l'analyse logique et grammaticale qui prive les enfants de la possibilité de comprendre le sens des phrases et des textes. Dévalorisée, la filière d'enseignement de la littérature ne peut effectivement plus attirer grand monde.

L'AVERTISSEMENT DE CLAUDE MEUNIER BERTHELOT

Nous pourrions penser que cela est dû à des lubies idéologiques, à des cerveaux dévoyés que personne ne peut ou ne veut arrêter. Cette explication indulgente, voire naïve, ne tient pas. Au vu des faits observés, nous pouvons plus sûrement parler d'une volonté de détruire l'intelligence française, mais plus encore d'une entreprise de trahison — une de plus — du magistère de leur république envers la France.

S'il devait être fourni une preuve de cette accusation, le dernier ouvrage de Madame Claude Meunier Berthelot intitulé *C'est l'identité française que l'on assassine* (Éditions des Trianons, février 2015, 19 euros) nous l'apporte.

Les dirigeants de leur république savent parfaitement ce qu'ils font et se sont engagés depuis longtemps déjà dans une entreprise de substitution d'élites d'origines étrangères aux élites françaises.

Chacun de nous peut constater qu'un processus de remplacement délibéré de population est en cours en France : leur république y favorise l'installation de populations étrangères à notre civilisation et inassimilables à celle-ci qui, progressivement, remplacent les populations naturelles françaises. Il suffit de lire les avis d'état civil, publiés dans les bulletins municipaux de nos grandes villes pour constater que les noms à consonance française et européenne se font relativement rares dans la rubrique "naissances" alors qu'ils emplissent la rubrique "décès".

Mais cette entreprise criminelle de remplacement des naturels Français par des populations extra-européennes se complète avec la fabrication d'élites républicaines d'origine extra-européenne tandis que les naturels Français sont confinés dans un enseignement médiocre.

Désormais il existe deux filières d'ensei-

gnement : un enseignement d'excellence réservé aux populations des « quartiers défavorisés », c'est-à-dire en fait des étrangers extra-européens et un enseignement vidé de sa substance pour les naturels Français, les « de souche ».

Le projet de la « refondation de l'école » a été ces dernières années l'un des principaux axes de la politique du gouvernement Hollande, Vincent Peillon en ayant été le grand ordonnateur. M^{me} Meunier Berthelot nous explique que cette « refondation de l'école » prend sa source dans le plan révolutionnaire de 1793, avec le projet Lepeletier de Saint Fargeau-Robespierre et ce que « nos gouvernants cherchent à nous présenter comme une reconstruction du système éducatif est donc en réalité son absolu contraire : il s'agit de son complet démantèlement » (p. 19).

Claude Meunier Berthelot rappelle les différentes réformes de l'enseignement qui ont jalonné notre histoire depuis deux siècles, notamment la loi Ferry de 1879, de nature anticléricale, le projet de Jean Zay en 1937 d'inspiration robespierriste, bloqué par la guerre en 1939 et qui inspira le plan Langevin-Wallon de 1947. Son application va nourrir toutes les "réformes" engagées depuis lors jusqu'à présent : la loi Debré de 1959 qui pratique le « verrouillage public-privé », la carte scolaire de 1963 neutralisant la concurrence entre établissements publics, la suppression des devoirs à la maison à partir de 1956, la réforme Berthoin avec la suppression de l'examen d'entrée en 6^e et la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans (alors que nombre d'enfants seraient mieux en apprentissage, lequel a été sciemment dévalorisé, contrairement à un pays comme la Suisse)... la réforme Haby de 1975 et son collège unique qui a accéléré le nivellement scolaire par le bas, tout le monde devant aller au collège pour en arriver à l'actuelle « refondation de l'école ».

L'auteur cite Claude Allègre, lequel prétend que l'école demande aux élèves des choses trop difficiles à « poser les bases d'une réforme révolutionnaire, faisant disparaître les cours pour les remplacer par des activités au cours desquelles les "élèves" sont censés construire leur savoir... ainsi, l'école, lieu d'instruction et de formation intellectuelle, devient un ensemble de centres d'activité et de loisirs de la maternelle à l'université incluse » (p. 28). L'école est vidée de son contenu et de son sens.

Toute personne qui s'intéresse à cette question ou qui a des enfants dans le système scolaire peut se rendre compte que l'école est devenue plus un lieu de garde-rie qu'un lieu d'enseignement. D'ailleurs, cela facilite la vie de nombre de parents, les mères étant ardemment poussées par le système à aller travailler hors de chez elles et par suite pouvant difficilement assurer la surveillance de leurs enfants.

Quant au contenu de l'enseignement, l'accent est mis sur la formation de l'enfant comme personne et comme citoyen. L'auteur du livre (*le-blog-de-claude-meunier-berthelot*) apporte les précisions suivantes. L'article 3 de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École de la République du 9 juillet 2013 stipule : « La Nation fixe comme mission première à l'École, de faire partager les valeurs de la République, parmi lesquelles l'égalité de tous les êtres humains, l'égalité homme-femme, la solidarité... ». L'article 4 de cette même loi affirme quant à lui nettement que : « (l'éducation) développe les connaissances, les compétences et la culture à l'exercice de la citoyenneté », une circulaire précisant que... « les apprentissages (de la citoyenneté) passent par la lutte contre toutes les formes de discrimination dont celles commises à raison de l'orientation ou de l'identité sexuelle à l'encontre de personnes LGBT qu'on qualifie communément d'homophobie avec la mise en place d'actions éducatives dans le cadre de l'éducation à la sexualité... ». Autrement dit, l'école de leur république est l'école de la subversion morale et de la per-

RIVAROL

Tour Ancône, 82 Bd Masséna 75013 Paris

Rédaction-Administration

Tél. : 01-53-34-97-97 — Fax : 01-53-34-97-98

www.rivarol.com www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

Fondateur : † René Malliavin (1896-1970)

ANCIENS DIRECTEURS :

† René Malliavin (janvier 1951-septembre 1970)

† Dominique Lucchini, dit Pierre Dominique (septembre 1970-mai 1973)

† Maurice Gait (mai 1973-novembre 1983)

Marie-Luce Wacquez, dite Camille-Marie Galic (novembre 1983-février 2010)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste : Fabrice Jérôme BOURBON

E.U.R.L. "Editions des Tuileries", au capital de 51 000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Maquettiste : B. Archier — Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 boulevard Robert Schuman, 93190 Livry Gargan — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon. CPPAP n° 0218 C 82763, ISSN n° 0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 194 euros — 1 an : 114 euros — 6 mois : 64 euros — 3 mois : 36 euros — soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté) : 100 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (imprimer le bulletin sur notre site Internet ou le demander en nous téléphonant ou en envoyant un courriel)

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site <www.boutique-rivarol.com>) ETRANGER : 1 an : 126 euros — 6 mois : 75 euros.

* Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

* Reliure RIVAROL (contient une année entière du journal) : 41 euros au guichet, 50 euros franco de port. * Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Éditions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

l'intelligence en France

version. Et pour ceux qui n'auraient pas compris qu'on ne va pas à l'école pour apprendre mais pour avoir le cerveau formaté, il suffit de lire l'article 8 qui indique qu'il faut « à l'acquisition des connaissances et instruments du savoir, substituer l'objectif de sens moral et d'esprit critique ». Au vu des articles précédents, nous savons quoi penser du sens moral en question ! Et nous comprenons mieux pourquoi une campagne médiatique a été lancée pour tenter de convaincre les Français que les notes n'avaient aucun intérêt !

L'ENSEIGNEMENT PRIORITAIRE DE LEUR RÉPUBLIQUE

Mais à côté de cet enseignement dégradé, se développe un « programme d'éducation prioritaire » se voulant de qualité.

Qu'en est-il ? Il s'agit d'une politique lancée dès 1981 par Alain Savary, alors ministre

socialiste de l'Éducation nationale, destinée à lutter contre l'échec scolaire et les inégalités sociales, qui a donné lieu à la création de 355 « zones d'éducation prioritaires » ou ZEP, qui sont aujourd'hui au nombre de 1 100, soit une moyenne de 11 par département (Claude Meunier Berthelot, op. cit. p. 32). En réalité, ces ZEP recouvrent des zones géographiques où les populations immigrées sont largement majoritaires. L'auteur retrace l'histoire de ces ZEP et montre que la politique d'éducation menée en leur faveur a été permanente sous tous les gouvernements qui se sont succédés, depuis lors, qu'il s'agisse de gouvernements « de gauche » ou de gouvernements « de droite ».

Il s'agit de mettre en œuvre la « discrimination positive ». Comme le disait Jack Lang en 2002 (op. cit. p. 36), il ne s'agit pas seulement « de donner plus à ceux qui ont moins mais de donner le meilleur ou ce qui se fait de mieux, ce qui justifie la notion de pôle d'excellence

pédagogique ». Et de quelle manière ! Des structures de repérage sont mises en place afin de sélectionner ceux, qui parmi les élèves de ces ZEP, sont les plus aptes à suivre une formation d'excellence.

En 1999 ont été créées des « cellules de veille » destinées à repérer les jeunes en risque de décrochage scolaire. En 2001 a été instituée la « veille éducative territoriale » qui s'exerce hors établissement scolaire pour repérer les jeunes en rupture scolaire. Viennent en 2005 les équipes de réussite éducative lancées par Jean-Louis Borloo, ministre de la Ville de Chirac et dotées de 1,45 milliard d'euros sur quatre ans qui « visent à accompagner dès la maternelle jusqu'à la fin de la scolarité » les enfants éprouvés par la précarité sociale de leurs parents. L'auteur nous apprend qu'en 2012, 630 000 jeunes avaient bénéficié de ce programme. Par ailleurs, existent les « écoles de la seconde chance », les « E2C » qui ont bénéficié à 85 000 jeunes des ZEP et autres ZUS (zone d'urbanisation sensible).

Comme l'enseignement primaire débouche sur l'enseignement secondaire, ont été créés des internats éducatifs spécifiques à ces populations scolaires (p. 48 et suiv.). Lancés en 1997 par Claude Allègre, ils devinrent des internats de réussite éducative avec Borloo en 2005, suivis en 2008 des « Internats d'excellence » créés par Sarkozy ; ils s'adressent à des « collégiens, lycéens et étudiants motivés ne bénéficiant pas d'un environnement favorable pour réussir leurs études ». (p. 51). Dès 2009, ont été créés à Sourdun (près de Provins) et à Montpellier deux lycées d'État, première étape d'un plan de 20 000 places en Internat d'excellence. Ce plan a été réalisé dès 2015 avec 26 internats d'excellence, incitant à lancer de nouveaux programmes de même nature. Notre auteur, analysant les textes officiels, en tire comme conclusion qu'il s'agit de « fabriquer une élite d'origine étrangère avec les enfants des ZEP et de la politique de la Ville, en la formatant en même temps dans le sens voulu par les élites cosmopolites qui en disposeront à leur gré en les plaçant à la tête des institutions publiques et privées pour faire disparaître la culture française puisque dans le même temps, dans l'école "refondée" pour nos enfants, il n'est plus question d'enseignement et ce du primaire à l'université incluse » (p. 55).

Les mêmes démarches se poursuivent dans l'enseignement supérieur, la plus connue étant la filière d'exception introduite par feu Richard Descoings, directeur de Science Po. Mais l'Essec, Polytechnique, l'École normale supérieure, les Facultés diverses ne sont pas en reste pour mettre en place des filières pour favoriser leur accès à ces « défavorisés ». Claude Meunier Berthelot en établit une nomenclature exhaustive.

Pour compléter le dispositif, alors que les enfants des naturels Français reçoivent un enseignement déprécié, les réseaux d'éducation prioritaires bénéficient des « pratiques pédagogiques les plus efficaces » avec la mise en œuvre des « pratiques éprouvées dans les enseignements » (p. 90). Citant les textes officiels, l'auteur nous apprend que « dès la maternelle, l'accent sera particulièrement mis sur un enseignement structuré de la langue orale » avec des « dispositifs d'accompagnement personnalisés ». De plus, alors que l'on supprime les notes dans l'enseignement public ordinaire, ces établissements se caractérisent par un enseignement suivi (p. 93) : les résultats des évaluations ou des bulletins sont remis en main propre aux familles : les progrès et réussites des élèves (en particulier le diplôme national du brevet) donnent lieu à une cérémonie de remise... organisée par l'Éducation Nationale qui associe les parents » (art.9 de la loi de refondation).

Nous voyons ici réapparaître au profit de quelques-uns des pratiques scolaires qui avaient cours jadis mais qui n'ont cessé d'être décriées comme élitistes et dépassées ! Claude Meunier Berthelot résume : « Il n'est question que d'un enseignement structuré, de savoir, de travail soutenu, de vérification du travail, autrement dit tout ce qui relève de la véritable école et ceci, rappelons-le, dans le cadre de la "refondation de l'éducation prioritaire seulement" ». On notera par ailleurs que dans cet enseignement prioritaire, il n'est pas question de recourir à l'ordinateur pour former les élèves, alors que l'informatique est introduite hors de propos partout dans l'enseignement public, aliénant les intelligences en substituant trop tôt la facilité du pianotage sur les touches à la saine et fructueuse réflexion.

Évidemment, le personnel enseignant moyen n'est pas en état d'enseigner avec de

telles méthodes traditionnelles abandonnées depuis longtemps. L'État a donc discrètement créé l'ESEN-ESR ou « École Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche » : « Inconnue du grand public, basée au Futuroscope de Poitiers-Chasseneuil, (elle) est chargée de la conception, du pilotage et de la mise en œuvre de la formation des personnels d'encadrement pédagogique et administratif et reçoit 9 000 stagiaires par an », (p. 85) ce qui est loin d'être négligeable. Il s'agit de former des enseignants — qui ont été déformés par les IUFM notamment — aux méthodes traditionnelles et éprouvées d'enseignement.

L'ouvrage de Claude Meunier Berthelot développe tous les aspects de cette école à deux vitesses (l'une de mauvaise qualité pour les naturels Français et l'autre de bonne qualité pour les enfants d'allogènes) en 117 pages. Il est urgent que les Français s'informent et la lecture de ce livre est présentement d'une grande importance.

QUE FAIRE ?

Que faire, dès lors, pour contrer cette politique de trahison de la France et des Français ? Certes, il faut informer nos compatriotes pour peu qu'ils veuillent bien nous écouter et nous entendre et faire savoir cette réalité. Mais il faut aussi combattre cette entreprise destructrice en créant des écoles hors contrat, c'est-à-dire des écoles véritablement libres. C'est encore possible en France et il est à penser que le maintien de cette possibilité tient au fait qu'il existe des écoles juives libres et maintenant des écoles musulmanes qu'au nom de l'antiracisme il est impossible de supprimer.

Nombre d'écoles et de lycées de cette nature existent déjà, notamment catholiques, et ce genre d'établissement ne cesse de se multiplier. Mais ils souffrent de leur cherté, bien que, par rapport à l'enseignement public, le coût de la scolarité par élève y soit moindre. Toutefois, les parents qui financent ses écoles continuent de payer par leurs impôts le système d'éducation républicain ; ils fournissent ainsi un effort méritoire.

Néanmoins, ces écoles hors contrat doivent veiller à ne pas se laisser contaminer par le modèle dominant. Le mal a atteint une telle ampleur qu'un effort particulier doit être fait pour éviter d'adopter des manuels scolaires dans lesquels se sont introduites des méthodes d'enseignement, des idées véhiculées par le système que l'on combat. Il importe de ne pas se laisser séduire par des effets de mode. Comme nombre d'enseignants, pourtant animés de la meilleure volonté, ont été malgré eux marqués par l'enseignement délétère diffusé depuis au moins quarante ans, un effort important doit être mené pour remédier à ces travers devenus invisibles par l'habitude. La rigueur en toute chose doit être de règle car il s'agit ici de former l'élite véritable de la France de demain, celle des générations nouvelles enracinées dans notre tradition plus que millénaire. Il faudra aussi veiller à développer un enseignement de la musique qui est actuellement trop souvent déficient : il est vital de montrer et faire apprécier à nos enfants la richesse de notre patrimoine musical européen aujourd'hui couramment occulté par des rythmes primitifs et des musiques d'inspiration diabolique qui concourent à la décérébration des générations présentes et futures.

Le travail à réaliser est certes considérable, mais l'avenir de la France passe par cette œuvre de formation des intelligences à laquelle tous ceux qui sont conscients des enjeux actuels doivent contribuer selon leurs moyens.

André GANDILLON.

Dites-le avec des Tweets...

Sans pour autant avoir la force de l'apophtegme, certains tweets méritent peut-être un passage dans RIVAROL...



Godiva @Juliette_Dau · 2 h

La conseillère à la mission locale : "Parfois, c'est mieux d'avoir une nationalité étrangère".

Ah... Bah désolée d'être française, au revoir

Une nationalité étrangère, oui. Et aussi une allergie affichée pour la viande de porc et les bons vins « d'chez nous ».



Laurent Ozon @laurentozon · 42 min

La condition de la victoire du FN c'est de rassurer sur ses compétences et de modérer l'expression de ses fondamentaux en les conservant.



JC GRUAU @JCGRUAU · 3 min

@laurentozon Les fondamentaux du #FN sont ceux de la vraie droite : travail, famille et patrie. Cela déplaît aux "pubeux" mais c'est ainsi.

Sans cette trilogie exécutée par le Système, aucun redressement national n'est envisageable.



Le Gorafi @le_gorafi · 20 juil.

Vacances : un chien se débarrasse de sa famille sur le bord de la route ow.ly/PQ4CB

Une nouvelle qui a dû réjouir BB et son nouvel admirateur Floflo Philippet...



L'Amalgameur™ @Le_magnOo · 4 h

1 musulman est dit radical lorsqu'il décapite au nom de Allah.

1 catholique est radical lorsqu'il demande qu'on ne tue pas son enfant #LT

Qui ose encore prétendre que ces deux religions se valent ?



Michel Janva @MichelJanva · 5 min

ça décapite à tour de bras à St Nicolas du Chardonnet...

Laurent Joffrin @Laurent_Joffrin

Les extrémistes de la Fraternité Saint Pie X sont les salafistes du Christ

Quand Joffrin rime avec crétin, on comprend mieux la nullité de la presse bobo-gaucha !



ReicirRichier @ReicirRichier · 16 juil.

FRANCE 2 QUI PASSE LA NUIT DU RAMADAN, ALORS QU'IL SUPPRIME LE MOT « SAINT » DEVANT LES PRÉNOMS À SOUHAITER.



Pierre Ponce @djipipi · 10 min

@ReicirRichier

Patience, nous aurons bientôt au nord le Mont Hadj Michel et les Hadja Maries de la Mer bien au sud !

En attendant, les guides touristiques peuvent s'entraîner à parler le nouveau langage 100 % ripublicain suivant : une bouteille d'Emilion, le quartier de Germain-des-Prés, la gare Lazare...



jean-michel aphtie @jmaphatie · 6 h

Avant @P_Vardon distribuait de la soupe au porc. Maintenant il est recyclé par le @FN_officiel pour les régionales #identitaires



Philippe Vardon @P_Vardon · 45 min

@jmaphatie Vs avez tjs servi la soupe aux incompetents qui nous gouvernent, moi à ceux qui subissent leurs politiques. Chacun son truc.



JC GRUAU @JCGRUAU · 15 min

@P_Vardon @jmaphatie Bien répondu ! Mais espérons qu'une fois élu sous l'étiquette #FN, vous pourrez encore distribuer de la soupe au porc

Au Conseil Régional de PACA, Vardon sera-t-il fidèle à ses idéaux de jeunesse ou alignera-t-il ses idées sur la doxa marino-philippotienne ?



Le Gorafi @le_gorafi · 9 h

Le gouvernement va proposer une prime de 3000€ aux chômeurs qui accepteront de se désinscrire ow.ly/Q1Y8u

Une annonce qui devrait faire sourire vos amis cet été, si vous décidez de parler politique...

NOS DEUILS

Nous avons la tristesse de faire part du décès d'un très fidèle rivarolien, Joachim de Marichalar, décédé à 96 ans en Espagne et abonné à RIVAROL depuis sa fondation en janvier 1951. Nous présentons à ses proches éplorés toutes nos condoléances.

LU ET COMMENTÉ

Norbert MULTEAU

QUI A VOULU LA PEAU D'ANNIE JAMIN ?

Annie Jamin, belle femme et jolie garce, a été assassinée d'un coup de sécateur. La victime n'avait pas que des amis, beaucoup avaient eu la tentation de lui faire la peau. Native d'Algérie, elle s'était retrouvée en France, comme nombre de Pieds-Noirs, de harkis, dans une atmosphère de haine. Tous estimaient avoir été trompés par De Gaulle.

La police se trouve confrontée à une enquête difficile, d'autant plus qu'un détective privé et journaliste de feuilles à scandale, un certain Jean-Benoist de Boromé, de son vrai nom Lucien Le Bousier, brouille les pistes. « Pour écrire un article qui fasse parler de lui, il peut se faire, sans complexes, le défenseur des pauvres immigrés, des harkis, des Pieds-Noirs, des juifs, des Palestiniens, tous les cocus de l'Histoire. » Il a même trouvé le moyen de se convertir à l'islam et de se faire désigner comme exécuteur d'une fatwa venue de la grande mosquée de Lyon : Annie Jamin a été condamnée à mort pour avoir, dans un conte pour enfant, donné le nom de Mahomet... à un âne.

Ici, nous ne sommes pas chez Agatha Christie, on n'attendra pas le dernier chapitre pour connaître l'assassin, lors d'une réunion de famille dans le grand salon. Les coupables

vont se révéler tout au long de l'ouvrage et... mourir. Pas seulement les coupables : il est bien connu que lorsqu'on est soupçonné d'un méfait à tort, surtout à tort, on finit par avoir l'attitude suspecte d'un condamnable.

On apprend aussi qu'Annie Jamin va écrire un livre pour dépeindre notamment les perversions sexuelles de son amant, un homme promis à un avenir politique suprême ! Il veut la faire taire définitivement en recrutant deux tueurs, l'un ancien de l'OAS, l'autre ancienne barbouze gaulliste, devenus bons amis...

« Quand le sac de nœuds pied-noir et le fourbi arabe se mêlent et s'entremêlent, mieux vaudrait ne pas chercher à comprendre ». Mais il serait dommage de laisser passer ce roman policier qui se démarque du genre et dont la perversité calculée nous remue dans les profondeurs.

Nikita PROCOFIEFF.

Editions Impertinences. Fol'Fer 112 p 14, 50 euros. Norbert Multeau, né en Algérie, est journaliste. Il a été chef du service culture et critique de cinéma à *Valeurs Actuelles* et *Spectacle du Monde*. Il a publié des chroniques de cinéma. *Les Caméras du diable* (Dualpha), un roman, *Paul et Kader*, un recueil de nouvelles, *En passant par l'Algérie* (Atelier Fol'Fer) et un essai, *L'Islam chez lui chez nous* (L'Actesud).

Les écrivains peu connus

Pierre Frondaie

Pierre Frondaie, nom de plume d'Albert René Fraudet, naît le 25 avril 1884 à Paris, boulevard Maiesherbes, dans le 8^e arrondissement, au sein d'une famille de bourgeois aisés.

Il écrit dès l'adolescence sur les thèmes qui seront toujours les siens : l'amour et ses vicissitudes. Très tôt, la grande Sarah Bernhardt sait reconnaître et encourager ses talents : des talents d'auteur dramatique mais aussi d'acteur. Elle montera

même sur les planches avec lui et jouera une de ses pièces lors de sa tournée triomphale en Amérique. C'est à partir de novembre 1910 qu'il opte pour le pseudonyme de Pierre Frondaie sous lequel il écrit sa comédie *Montmartre*. Les critiques ne furent pas toujours tendres avec lui. Ainsi, comme le raconte Eric Dussert (*156 portraits d'écrivains oubliés*), l'un des rédacteurs de

l'hebdomadaire d'obédience anarchiste *Les Hommes du jour* écrira : « Il semble que M. Pierre Frondaie ait écrit sa pièce sur *Montmartre du fond de quelque boutique d'arrière-province dont il ne serait jamais sorti* ».

Il est vrai que le personnage avait de quoi agacer certains. Il n'avait jamais caché son goût bourgeois, sa vie légère (il se maria à plusieurs reprises et divorça avec désinvolture), et son penchant pour l'argent. A

ce sujet, pourquoi faire compliqué quand il est si facile de faire simple ? Usant des méthodes du coucou, il en vient à se spécialiser dans l'adaptation des romans à succès pour la scène. On aura droit ainsi aux versions dramatiques des textes de Pierre Louÿs, Maurice Barrès, Anatole France et Claude Farrère, qui rencontrent de vrais succès. Dramaturge, il devient la coqueluche de la scène parisienne : des stars, dirions-nous aujourd'hui, jouent ses pièces. Ses œuvres sont présentes partout en Europe. Il est connu à Broadway et à Hollywood. C'est la célébrité. Il est perçu comme un phénomène littéraire. On reconnaît son talent dans la « mise en place de situations dramatiques puissantes » (Dussert).

En 1925, Pierre Frondaie publie le roman qui deviendra son best-seller, *L'Homme à l'Hispano*, traduit en 15 langues et dont l'adaptation au théâtre sera également un grand succès. *L'Homme à l'Hispano* sera aussi porté deux fois au cinéma, par Julien Duvivier en 1926, et par Jean Epstein en 1933. D'autres réalisateurs célèbres s'intéressent à son œuvre. C'est le cas de Marcel Lherbier (*La Route impériale*, 1935) et même Abel Gance (*Le Voleur de femmes*, 1936). Mais Frondaie était aussi perçu comme un poète. Dans son livre *Contes réels et fantasmes*, édité en 1911 avec l'appui de Pierre Louÿs, on trouve des pages vieillies mais aussi des pépites qui démontrent que l'homme était aussi un poète. Jean-Louis Aubrun, le directeur de la revue de poésie *Quo Vadis*, pourtant peu complaisant, raconte que Frondaie a laissé des milliers de vers et qu'il disposait d'une mémoire fantastique, dans laquelle il en annonçait une dizaine de milliers. Ce « prince du glamour français de son temps » (formule relevée dans Wikipédia) suscita tout de même de sévères critiques. André Suarès le qualifie de « garçon de bain d'Héliogabale » ou de « Barrès de Fresnes ».

Maurice Martin du Gard, directeur des *Nouvelles littéraires*, dit de lui qu'il est un « garçon charmant, s'amusant de lui-même », Carlo Rim le qualifie de « d'Annunzio en papier mâché », le très méchant Léautaud l'exterminant avec cette formule : « un simple faiseur littéraire ». Il est vrai que Frondaie savait y faire. Suarès raconte que l'éditeur Robert Emile-Paul, subjugué par le triomphe de *L'Homme à l'hispano*, fit à notre auteur un contrat qu'aucun romancier de génie n'avait jamais obtenu. C'était au sujet d'un roman parfaitement hermétique (dixit Eric Dussert), *Zigoël*. L'habile Frondaie négocia un contrat d'enfer, prévoyant que l'éditeur imprimerait cent mille exemplaires, payés d'avance. Trois mois après, la plupart des livres lui revinrent et l'éditeur fut ruiné...

Et puis, fin de l'aventure. Pierre Frondaie meurt le 25 septembre 1948 à Vaucresson, (Hauts-de-Seine). De 1942 jusqu'à sa mort, il avait pris la direction du Théâtre de l'Ambigu à Paris, montant notamment ses propres pièces. Il aurait été, selon certaines sources, inscrit sur la liste des écrivains collaborateurs à la Libération. Pour quelle raison ? Nous l'ignorons...



CINÉMA

Avant la traditionnelle pause du mois d'août, cette ultime rubrique ciné de la saison est placée, c'est assez fréquent, sous le signe du grand écart avec d'une part au rayon nouveautés, une comédie française assez attachante, *Les Bêtises*, et de l'autre, la ressortie dans une version restaurée de toute beauté du chef-d'œuvre shakespearien d'Orson Welles, *Falstaff* (1965).

Réaliser des films en duo d'une même fratrie était jusqu'à présent une affaire d'hommes : les Coen, Taviani, Dardenne, Larrieu, pour ne citer que les plus notoires des frangins cinéastes. Dans la série chère à Eric Zemmour de la féminisation de la société française, voici maintenant que se pointent à l'horizon de nos salles obscures, les sœurs Philippon, Rose et Alice, avec leur premier long-métrage, *les Bêtises*, adapté du court-métrage de leur fin d'études à la Féminine, l'école nationale supérieure des métiers de l'image et du son. Si leur coup d'essai s'inscrit dans le genre roi du cinéma français populaire, il se démarque sans mal du tout-venant des comédies franchouillardes indigestes, vulgaires et mal ficelées le plus souvent, les sœurs Philippon nous proposant ici une vis comica lorgnant plutôt du côté de celle burlesque et poétique de Pierre Etaix et de Jacques Tati, que du gros comique qui tache façon Danny Boon ou Pierre-François Martin-Laval (*Les Profs 1 et 2*). Avec comme (bonne) influence majeure et extérieure, celle du classique de l'Américain Blake Edwards, *La Party* (1968), histoire d'une réception mondaine dans la somptueuse villa d'un producteur hollywoodien sombrant dans un chaos indescriptible suite aux maladroites sans nombre commises par un acteur indien, véritable calamité ambulante (Peter Sellers). L'argument principal des *Bêtises* tourne en effet autour de l'intrusion émaillée d'incidents drolatiques d'un drôle de corps étranger dans une très respectable et bourgeoise fête familiale. François (Jérémy Elkaim), trentenaire gentiment lunaire, croisement entre Gaston Lagaffe et le François Pignon de Pierre Richard, est complexé par son statut d'enfant adopté. En pleine crise identitaire, désireux de rencontrer sa mère biologique, il parvient, car il est malin, à se procurer ses coordonnées et à s'incruster dans la soirée d'anniversaire du mari d'icelle en se faisant passer pour un serveur. Tel un éléphant dans un magasin de porcelaine, notre héros va accumuler gaffes, bévues et catas en tous genres tout au long de ce raout au cours duquel il va faire la connaissance d'une jolie serveuse (la piquante Sara Forestier) affligée d'un hoquet

Deux débutantes et un géant

quasi permanent, qui va tomber sous son charme.

Ce film d'une drôlerie irrésistible par moments abonde en gags visuels fort bien "chorégraphiés", c'est le terme idoine, par les sœurs Philippon qui semblent connaître sur le bout des doigts leurs classiques dans le domaine de la comédie. Les situations cocasses voire carrément loufoques s'enchaînent en un joyeux tourbillon, avec des protagonistes hauts en couleurs. On pourra certes déplorer le manque flagrant de caractérisation de personnages secondaires trop superficiellement esquissés ainsi qu'une sérieuse baisse de régime en cours de route mais les occasions de rire sainement sont trop rares à notre formidable époque pour que l'on passe à côté de ce petit film bien sympathique qui sort vraiment de l'ordinaire.

Avec *Les Innocents* évoqué dans le précédent numéro, la grande reprise de l'été, incontournable pour tous les cinéphiles dignes de ce nom, est le *Falstaff* interprété et réalisé par Orson Welles qui le considérait comme son chef-d'œuvre absolu et le plus fidèle à ses intentions de départ. Depuis son Citizen Kane qui avait révolutionné en 1941 l'écriture cinématographique, et après l'échec commercial cuisant de son admirable second opus *La Splendeur des Amberson* dont le montage final lui avait échappé, Welles en butte à l'hostilité des marchands du temple hollywoodien et devenu persona non grata, avait erré de par le monde gaspillant son énergie créatrice à la recherche d'aléatoires subside pour financer ses projets sur lesquels il voulait exercer un contrôle artistique total. Parmi ceux-ci, lui tenait particulièrement à cœur ce *Falstaff*, dont il rêvait depuis une vingtaine d'années, et qu'il a pu enfin concrétiser grâce au soutien, mesuré, du riche producteur des premiers James Bond avec Sean Connery, Albert Broccoli, ce dernier lui ayant octroyé des moyens assez dérisoires pour permettre un tournage en Espagne, où Welles, grand amateur de corridas, était une véritable star. Ainsi est



né *Campanadas a medianoche* (le titre anglais de *Falstaff* est *Chimes at midnight*) coproduction franco-hispano-suisse (!) dont on célèbre cette année le 50^e anniversaire, de même que le centenaire de la naissance le 6 mai 1915 de Welles, génial des deux côtés de la caméra dans cette synthèse audacieuse de quatre pièces de Shakespeare (Richard II, Henry IV, Henry V, Les joyeuses commères de Windsor) dont les décors et les paysages typiquement espagnols produisent un effet de décalage fascinant avec l'anglais le plus pur sortant de la bouche d'acteurs shakespeariens émérites dont l'immense John Gielgud, impérial Henry IV. De personnage bouffon secondaire chez Shakespeare, sir John Falstaff devient la figure centrale de l'intrigue qui se déroule au début du 15^e siècle. Après l'assassinat de son prédécesseur, Richard II, le roi usurpateur Henry IV né Bolingbroke, gravement malade, a bien des soucis pour conserver sa couronne, menacée par une révolte de barons menée par Harry Percy dit Hotspur, et il se désespère du comportement de son héritier légitime, le prince Hal (Keith Baxter) qui délaisse la cour et les responsabilités du pouvoir pour passer tout son temps avec le truculent Falstaff, bon vivant criblé de dettes, et ses compagnons de beuverie et de débauche de tout poil. Cependant, le jeune homme prend peu à peu conscience de ses devoirs filiaux et après avoir tué Hotspur au cours de la bataille de Shrewsbury, morceau de bravoure épique placé au centre du film, reine des batailles du 7^e art, il fait acte de contrition au chevet de son père, mourant. Lors de son couronnement, Henry V devra tuer symboliquement son père de cœur en l'exilant loin de Londres, « I know thee not old man » (je ne te connais pas, vieil homme). Dans cette séquence d'une formidable intensité émotionnelle, Welles se montre tout simplement bouleversant et fait la démonstration que l'acteur pouvait être l'égal du cinéaste de génie dont *Falstaff* constitue le couronnement de son œuvre. A voir et à revoir sans modération.

Patrick LAURENT.

R. S.

L'église au milieu du village

DANS notre dernière chronique, nous avons évoqué la diabolisation dont font l'objet, dans les manuels scolaires, l'opinion, le discours politique officiel et la sphère culturelle... la figure, la personne, le personnage et l'action du Maréchal Pétain. Victime d'un véritable révisionnisme historique, mélange d'anachronisme et d'interprétation volontairement partielle pour être plus résolument partielle, de manipulation et de falsification, Philippe Pétain subit *post mortem* — nous écrivons ces lignes un 23 juillet, jour anniversaire de la mort du prisonnier de l'île d'Yeu — un ostracisme blasphématoire qui n'est réservé à aucun chef politique de l'histoire de notre pays, y compris les plus sanguinaires et les plus incompetents. Il coulera malheureusement encore beaucoup d'eau sous les ponts sous lesquels passent les rivières et les fleuves de France, avant qu'un esprit de rigueur et de vérité ne s'installe, qui permettra de réhabiliter, à tout le moins de comprendre sans excès de haine injustifiée et injustifiable, l'action politique du Maréchal, le héros de Verdun.

QUATRE ANS À VICHY À CÔTOYER LE MARÉCHAL

Nous venons de lire avec intérêt et sans déplaisir, le livre d'entretiens entre Paul Racine, membre, dès 1941, du secrétariat particulier du chef de l'Etat français¹ et Arnaud Benedetti, professeur associé à l'université de Paris-Sorbonne. Le livre est émouvant à plus d'un titre : il l'est affectivement parce que son auteur principal est un centenaire à la mémoire intacte et à l'intelligence politique ni émoussée ni affadie par le grand âge ; il l'est historiquement parce qu'il est le témoignage vivant et vrai de quelqu'un qui a côtoyé le Maréchal ; il l'est moralement parce qu'il donne à comprendre et non à juger ; enfin il l'est intellectuellement parce que l'historien-maïeuticien qui a mené l'entretien fait preuve d'une grande rigueur et d'une grande honnêteté intellectuelles, rares dans le paysage universitaire contemporain.

Certes, Arnaud Benedetti n'est ni maréchaliste, ni pétainiste, ni vichyste. Il est — mais peut-être l'est-il quelque peu moins qu'il ne lui est nécessaire de l'affirmer afin de ne pas être banni de la république des lettres, de la république des historiens, bref de la République tout court — plutôt du côté de la bien-pensance officielle et obligatoire ; mais pas aveugle ni sectaire. Il est du côté de la bien-pensance modérée, nuancée, réfléchie. C'est déjà ça. Il sait que pour comprendre il lui faut respecter, et que pour respecter il lui faut s'affranchir des préjugés (même s'il n'y renonce pas) qui entravent la possibilité de comprendre. Ainsi, écrit-il dans son introduction : « C'est cette adhésion que j'ai souhaité interroger. Pour quelles raisons et par quels cheminements un homme élégant, cultivé, empreint d'humanité a armé l'énergie de ses jeunes années à un régime aujourd'hui maudit dans notre mémoire. Ecrite par les



vainqueurs dont on sait depuis les Anciens qu'ils sont peu enclins à l'indulgence, l'histoire n'a pas pardonné. [...] Le verdict ressortirait d'autant plus implacable qu'il évitait de se poser trop de questions sur le climat de cette France désormais si lointaine, sur les matrices d'un désastre, sur les moteurs des engagements des uns et des autres, sur l'attente de la plupart. Il ne faut pas s'y tromper. Ces conversations avec Paul Racine n'ont rien d'un exercice idéologique qui, chemin faisant, par petites touches subreptices, viserait à restaurer une vision plus aimable du moment vichyste. Cette

histoire-là reste violente, tragique, abyssale, balayée par un vent terrible où ne résista aucune des catégories morales qui fondent aujourd'hui notre présence au monde, notre relation à la société, notre conception de l'individu. Pour autant, le caractère rétrospectif du jugement contemporain a quelque chose d'inachevé. Pénétré de notre seule sensibilité toute de compassion, des respect des droits de l'homme et d'attachement à la personne, nous oublions ce que ces années eurent inévitablement à concéder dans le fracas et la force des événements aux passions de l'instant, aux représentations antagoniques, aux doutes et aux incertitudes sur l'évolution du conflit. Du haut de notre présent, forts des connaissances et des informations accumulées, nous projetons nos convictions au fin fond d'un passé dont nous méconnaissons la profonde altérité. »

MARÉCHALISTES, PÉTAÏNISTES, VICHYSTES...

Les souvenirs de Paul Racine, agrémentés d'analyses et de commentaires, nous plongent dans la complexité politique de la France de la fin des années 1930 et dans la complexité historique du début des années 1940. Les raisons de suivre Philippe Pétain pouvaient être nombreuses, variées et quelquefois contradictoires entre elles, selon l'histoire personnelle de ceux qui avaient fait le choix de soutenir le Maréchal. Comme pouvaient d'ailleurs l'être celles de ceux qui avaient choisi le colonel De Gaulle. Les maréchalistes n'étaient pas forcément pétainistes, qui n'étaient pas forcément vichystes... C'est cette complexité, ce patchwork de nuances et de subtilités, que Paul Racine, aidé en cela par la pertinence des questions d'Arnaud Benedetti, nous fait saisir. Au demeurant, l'assistant du Maréchal sait, dès son plus jeune âge, que les destins humains ne sont jamais linéaires et sont souvent le fruit de contradictions en apparence, aux yeux des tiers en tout cas, inexplicables pour ne pas dire inacceptables. Lui-même, élevé dans une famille catholique effective, sensible aux idées monarchistes, est le petit-fils de Léonce Rozan, représentant pour la Provence du comte de Chambord et par ailleurs... dreyfusard. Ce qui fait tenir à Paul Racine ces propos si justes : « A première vue, c'est un positionnement original. Les individus ont des engagements parfois qui peuvent paraître paradoxaux. Mais n'est-ce pas là la richesse d'un individu et la complexité d'un homme ? Je ne crois pas au parcours d'une pièce. La cohérence d'une vie, qu'est-ce que c'est ? Souvent une somme de contradictions. Ce que trop souvent les gens de gauche ne parviennent pas à comprendre... » Un, en tout cas qui ne devait pas l'ignorer, c'est François Mitterrand, dont Paul Racine avait été chargé d'instruire le dossier d'attribution de la francisque.

Nous ne doutons pas que le livre qui nous occupe ne suscitera pas une adhésion unanime parmi les lecteurs de RIVAROL. C'est que, comme nous l'avons écrit ci-dessus, les raisons d'être attaché à la figure et au souvenir de Philippe Pétain peuvent être éloignées les unes des autres selon la vision politique propre de chacun. Ainsi, Paul Racine, au

jour d'hui, à cent ans, toujours farouchement antigauilliste et, d'une façon plus générale, toujours farouchement fidèle aux convictions et aux choix de sa jeunesse, était un pétainiste de tendance maréchaliste et très modérément vichyste. Travaillant au cœur du gouvernement de l'Etat français, gouvernement composé de ministres et de fonctionnaires aux opinions, aux engagements, aux espoirs et aux visées politiques, divers et quelquefois antagonistes, Paul Racine est un témoin privilégié (et peut-être subjectif, animé par le souci de dépeindre son Pétain, un Pétain conforme à celui de son idéal de jeune homme ou à celui du personnage reconstruit par la mémoire du vieil homme), un témoin privilégié, donc, à la fois des enthousiasmes collectifs et des luttes intestines qui font le quotidien du Conseil et du cabinet. Lui-même est anti-allemand², hostile à une certaine forme de Collaboration ; il n'est pas favorable à la Milice et ne se sent pas proche des socialistes tournés fascistes ni des vichystes résolument pro-allemands. Il fait partie des pétainistes de la « France seule », des maurrassiens qui se sont éloignés de l'Action française après qu'elle a été condamnée par l'Eglise, proches d'une certaine résistance non gaulliste, attendant la libération du pays et le retour à la France française. Il est scandalisé par Oradour et dépeint un Pétain également scandalisé. Pour autant, il n'est pas — il ne l'est d'ailleurs toujours pas, il a le courage de le dire clairement — républicain.

«PETITESSE DE CETTE RÉPUBLIQUE»

Quoi qu'il en soit, le témoignage de Paul Racine, par-delà son aspect personnel et anecdotique, sera à l'avenir, en tout cas pour les historiens honnêtes, un document essentiel pour la compréhension de l'engagement de Philippe Pétain et de ceux qui se sont mis à son service et à celui de la France qu'il incarnait. Ce qui est particulièrement émouvant dans le récit de Paul Racine, c'est sa fidélité indéfectible à la personne du Maréchal. Fidélité durant les quatre années où il a travaillé à ses côtés et fidélité depuis lors, contre les vents et les marées des discours culpabilisateurs des héritiers de la bien-pensance républicaine : « ... Jamais je n'aurais pensé abandonner le Maréchal. Si modeste que fût mon influence, jamais je ne l'aurais abandonné. Jamais ! [...] Je n'ai jamais traversé de moments de doute. Parce que je pensais que ce qu'on faisait à contrecoeur était fatalement obligatoire. [...] Je suis heureux d'avoir été au cabinet du Maréchal ; non seulement je ne m'en cache pas, mais je le dis chaque fois qu'on m'interroge... Quand le Who's Who il y a quelques années m'a écrit, j'ai dit : "Chargé de mission au cabinet du maréchal Pétain." [...] Lors de son enterrement, je suis quasiment aux premières loges, juste derrière le cercueil. J'y retrouve Weygand, Lehideux, Lavagne, Borotra, Ybarnegaray, un autre Basque, très nationaliste et qui un temps fut secrétaire d'Etat avant de prendre ses distances. Je crois avoir été le dernier à le voir sur son lit de mort, juste avant la mise en bière. Jusque dans la mort, il en imposait. Ce fut un moment d'une intense émotion. Voir le sépulcre de ce maréchal de France relégué dans une île où il pouvait se promener quelques pas par jour pendant des années et puis mourir dans une cellule... J'en ai encore des larmes dans la voix. Tout cela est indigne de notre histoire. Je me souviens que le jour des obsèques, afin de limiter un afflux trop massif qui eût pu être interprété politiquement, le gouvernement avait limité fortement les liaisons entre l'île et le continent. Petitesse de cette République... »

SON HONNEUR S'APPELLE FIDÉLITÉ

Petitesse de cette République d'après-guerre. Si quelque chose a radicalement changé, si quelque chose constitue un tournant historique majeur, sans précédent, proprement révolutionnaire (à tous les sens du terme, d'ailleurs), c'est la façon — disons plutôt l'impossibilité inédite — d'aborder la question juive. La notion même de « question juive » (de question qui fait question) est interdite d'évocation, en tout cas suspecte et à même de faire suspecter d'antisémitisme quiconque soulève la question, suspicion qui seule suffit à le faire bannir de la collectivité. Paradoxe paralysant : la question juive est une question multiséculaire dont il ne saurait désormais plus être question. La faute, bien sûr, à la construction de la Shoah comme

religion officielle, comme nouvelle religion d'Etat, dont la pratique et le culte sont imposés aux croyants comme aux agnostiques et aux non-croyants. La Shoah a shohatisé purement et simplement la question juive. En d'autres termes, pour ce qui est des interrogations qui ont pu porter, durant des siècles, sur l'énigme et/ou la singularité de la judaïté, sur la présence sociale et le rôle politique des juifs dans la Cité, sur l'anachronisme de la Synagogue dans le paysage religieux, sur la pertinence et les raisons de la survivance d'un judaïsme résilié par le christianisme, sur la nécessité du maintien de la générosité des catholiques appelés à prier pour la conversion des « juifs perfides »..., la liberté d'analyse, de pensée et d'opinion est entravée par l'autorité dogmatique et incontestable des articles de la Nouvelle Foi.

LA QUESTION JUIVE PUREMENT ET SIMPLEMENT SHOHATISÉE

Cette nouvelle donne fautive, et donc em-pêche, toute réflexion authentique, toute analyse sincère, à cause de la menace, assimilée par tous ceux qui veulent conserver, dans le domaine public, le statut de respectables. La question juive ayant été décrétée impensable, il est désormais impensable, contre l'enseignement même de toute l'histoire de la pensée occidentale, qu'on soit antisémite ; il est même impensable qu'on veuille s'intéresser à la question. Paul Racine n'échappe pas au diktat de l'Interdit. Interrogé finement sur le sujet, il propose une réponse quelque peu emberlificotée, en tout cas empliée de flottement(s). Question (notez la finesse et la subtilité du propos) : « Un autre sujet, le plus difficile quand on aborde cette époque parce que c'est devenu le sujet central de l'histoire, des historiographies, même si cela ne l'était pas à l'époque, c'est la question des Juifs, du statut des Juifs et de la responsabilité de Vichy dans la tragédie de la Shoah. Quel est votre regard à l'époque sur ce qui se passe alors ? L'état de vos informations ? Et quel est le regard que vous portez aujourd'hui sur cette histoire ? » Réponse (lisez bien entre les mots, entre les lignes) : « Dans l'ensemble, il me semble que le pays avant guerre était traversé par un fort courant antisémite. Cet antisémitisme pouvait être intellectuel, voire (sic) religieux, mais (resic) aussi populaire, c'est-à-dire plus instinctif au regard d'une situation économique qui se dégradait. Quoi qu'il en soit, cet antisémitisme se nourrissait de ce sentiment que les Juifs sont juifs avant toute chose. Certains de nos compatriotes considéraient que les Juifs entre plusieurs fidélités optaient toujours pour leur judaïté et qu'en conséquence leur attachement à la France était nécessairement secondaire, voire pour les plus excessifs des antisémites un leurre au service d'un complot. [...] Pour des raisons familiales notamment, pour ce qui me concerne, je n'étais pas antisémite. L'une de mes belles-sœurs était juive par son père (re-resic), qui était originaire de Russie. [...] J'étais moi-même très réceptif au thème de l'anti-France mais, à mes yeux, il ne s'incarnait pas dans les Juifs mais bien plus (re-re-resic) dans la gauche et notamment les communistes... » Les phrases qui suivent sont toutes frappées au coin d'une gêne manifeste, d'une difficulté à répondre à la fois parce que Paul Racine est persuadé que sa foi chrétienne lui interdit d'être antisémite et parce qu'il sait que la question est piégée et que toute sincérité et toute honnêteté intellectuelles mises au service d'une réponse circonstanciée aggravent les circonstances du crime de chercher à répondre dans un esprit et dans un souci d'exactitude nuancée. Quoi qu'il en soit, par-delà les réserves que l'on peut émettre sur tel ou tel aspect des analyses ou des commentaires de Paul Racine, le témoignage du dernier témoin vivant de l'action politique du chef de l'Etat français constitue un document « vivant », sincère, authentique, émouvant, riche... Un livre de souvenirs racontés avec intelligence de l'esprit ; et avec celle du cœur.

Jean-Philippe ROBIQUET,
<jeanphilipperobiquet@gmail.com>

1. Paul Racine, entretiens avec Arnaud Benedetti, *J'ai servi Pétain — Le dernier témoin*, Le cherche-midi éditeur, 260 p., 17 euros.
2. « Je pensais que tout ce qui était favorable aux Allemands était défavorable au Maréchal. Dans mon for intérieur, à ce moment-là, l'entrée de Darnand, de Déat, d'Henriot m'indigne, car elle consacre notre défaite politique et un alignement sur l'Allemagne que j'ai combattu. » (p. 204).

AGENDA

☞ 1^{er} août à Metz (16h). Rencontre militante avec Lorraine Nationaliste. Programme : Réunion — Sport — Barbecue — Feu de camp — Chants. Entrée : 10€ par personne. Covoiturages possibles depuis plusieurs départements. Contact et inscription : 06-47-96-52-03 — <lorrainenatio@gmail.com>.

☞ Du 19 au 23 août, dans l'Yonne (89), université d'été nationaliste organisée par le Renouveau français, pour les patriotes de 15 à 35 ans. Formation politique, activités culturelles, détente, camaraderie... Informations : <renouveaufrancais.com> ou 06-21-22-16-32.

☞ 22 et 23 août en Meurthe-et-Moselle. 2nde Randonnée Nationaliste en hommage à Maurice Barrès. Ouvert aux hommes et femmes, petits ou grands sportifs. PAF : 5 € par personne. Covoiturages possibles depuis plusieurs départements. Contact et inscription : 06-47-96-52-03 / lorraineatio@gmail.com.

Viande : Rétablir le droit du sang et du sol



par
Hannibal

Pour Sully, labourage et pâturage étaient les deux mamelles de la France. Les paysans formaient alors quatre-vingt-quinze pour cent de la population de notre pays, contre moins de trois pour cent

aujourd'hui. Plus personne dans l'école de la république n'enseignant ni ne sachant qui fut Sully, la révolte des éleveurs a eu lieu dans un grand désert géographique et historique. Cependant on en a entendu certains, au bout du rouleau, annoncer qu'ils allaient vendre leurs bêtes et mettre leurs terres en culture pour y faire pousser des céréales. Il n'y aura bientôt plus de pâturage, rien que du labourage. Cela satisfera les moralistes de l'écologie qui sont partis en campagne contre la viande dans le monde entier. Selon eux, pour le même nombre de calories dans l'assiette, elle coûte plus cher et pollue plus que le végétal. C'est un caprice de richard du nord que feront heureusement cesser bientôt les bifteques d'algue et les blanquettes de tournesol. La "crise" d'aujourd'hui tombe à point pour leur propagande. Ne leur demandez surtout pas si faire pousser du maïs sur des landes à moutons engendre des économies d'argent et réduit la pollution.

En attendant, la reconversion putative de nos éleveurs en céréaliers est révélatrice : elle avoue que le type de production ne dépend plus ni du terroir (avec les "intrants" idoines, on fait pousser du blé sur de la prairie à vaches, et d'ailleurs les vaches ne se nourrissent pas d'herbe, mais de tourteaux de soja et de farines de poisson) ni de la tradition, ou compétence, mais du pouvoir du "marché" et de ses "régulations", c'est-à-dire du combiné de libéralisme et de socialisme qui caractérise « la construction européenne » et la "mondialisation". En d'autres termes, nos paysans sont devenus les esclaves désespérés du progrès.

François Hollande, la mouche du coche la plus sentencieuse du moment, exhorte, aiguillonne, met chacun devant ses responsabilités, éleveurs, abatteurs, grande distribution, bouchers. Et sans doute y a-t-il dans les difficultés actuelles une part propre à la viande. Mais, si l'on regarde de plus près, elle touche en fait à bien d'autres choses. Par exemple, au lait. Certains se plaignent du prix dérisoire auquel ils vendent leurs « vaches de réforme », qui sont des laitières abattues quand elles ne produisent plus suffisamment, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas très bonnes à manger. Si le lait était correctement rémunéré, le prix des bêtes de réforme importerait moins à l'éleveur. Et si le consommateur n'était pas en voie de paupérisation rapide, il achèterait moins de basse tranche de vieille viande en supermarché.

Autre exemple, l'incidence des habitudes de consommation sur les prix. Sous la double influence des images sociales et de la paresse, le goût des Français s'est porté massivement depuis soixante ans vers les pattes arrières (dans le bœuf surtout), que l'on poêle et grille, au détriment des « bas morceaux », que l'on braise et bout. Au point que l'on encourage dans chaque race les "culards", les bestiaux à l'arrière-train hollandien. Seule la légende des grands-mères permet, l'hiver, au pot au feu de subsister. Aussi un abatteur expliquait-il récemment à la presse inquiète que l'été, le cours du plat-de-côte et du gîte-à-la-noix tombe au niveau de la grande fosse des Philippines. Serin ! N'y a-t-il pas moyen de manger des salades de macreuse, des gaspachos de queue de bœuf ? Mais bien sûr, quand on n'a plus sous la main la ménagère capable de les cuire... On voit par là que l'état du pâturage « interpelle en fait toute notre société ».

Cette société est le fruit de l'après-guerre, singulièrement des années soixante, qui furent le cœur de ce que Jean Fourastié a nommé les Trente glorieuses. L'expression

(Dessin de Chard)



et celui qui l'a inventée méritent qu'on les précise. Ancien fonctionnaire au commissariat au plan sous Jean Monnet, Fourastié vantait sans réserve l'incidence du progrès technique sur l'économie. Ainsi se réjouissait-il non seulement des gains de productivité de l'agriculture, qui permettent en gros à un paysan français de nourrir cent personnes en 2015 contre quatre en 1850, mais de la réduction correspondante de la population paysanne (passant de 65 % de la population active à 2,9 %). Il n'y voyait qu'une occasion de "libérer" des bras. D'où l'expression Trente glorieuses, qui désigne les années de la période 1945-1975 par référence aux Trente glorieuses, les journées qui ont chassé Charles X en 1830 : le terme suggère à la fois une inspiration de gauche libérale, un résultat brillant et une révolution.

C'est bien une révolution que l'après-guerre a menée dans la vie, l'économie, l'agriculture de la France. Mais, si l'on veut bien cesser de les regarder par le petit bout de la lorgnette de l'économisme, les Trente glorieuses furent en fait Trente piteuses, et même honteuses. C'est elles que nous payons aujourd'hui, en particulier par la "crise" de la viande. Ecole, armée, Eglise, colonies, la France et l'Europe ont renoncé alors à l'héritage de leur puissance et de leur identité, aux obligations de leur rang, pour se soumettre au condominium des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique. Ils s'y sont soumis en abandonnant leur intelligence au marxisme et leur défense à l'Otan. Ils s'y sont soumis en construisant l'Europe de Bruxelles. Ils s'y sont soumis jusqu'au fond de leur crâne et de leur cœur en choisissant pour images du progrès d'une part le matérialisme scientifique soviétique, de l'autre le matérialisme pratique des drugstores et des westerns. Ils s'y sont soumis en s'abandonnant à ce qu'ils définissaient ainsi comme le progrès. Les années soixante furent le triomphe et le chant du cygne de l'idéologie du progrès. Leur grand mot, et leur grande chose, fut l'aggiornamento, qui a bouleversé l'Eglise par Vatican II, et la France, notamment par la politique agricole qui y fut menée.

Lorsque De Gaulle entre à l'Elysée et sort peu à peu la tête de l'affaire algérienne au début des années soixante, ses intérêts se rencontrent avec ceux d'une génération de jeunes syndicalistes agricoles. Il veut s'implanter dans les campagnes, ils veulent pousser dehors des conservateurs, de droite, communistes ou radicaux, ils vont prendre le pouvoir ensemble dans les quatre grandes institutions qui dominent le monde paysan d'alors (APCA, association professionnelle des chambres d'agriculture, CNMCCA, confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole, FNSEA fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, CNJA, centre national des jeunes agriculteurs) et définir ensemble une politique agricole qui va révolutionner le paysage. Les jeunes loups paysans de l'après-guerre ont des parcours différents, certains sortent d'écoles d'agronomie, d'autres non, ils viennent de divers horizons religieux, il y a les laïcs et les Rastignac de la JAC (jeunesse agricole chrétienne), mais tous ont une sensibilité politique de gauche ou de centre gauche, tous sont imbus de pro-

gressisme technocratique, tous militent pour l'Europe. Certains deviendront plus tard eux-mêmes de vieux caciques du syndicalisme agricole, comme Michel Debatisse, le tout-puissant patron de la FNSEA, d'autres des ministres de l'Agriculture de droite ou de gauche, Henri Nallet, François Guillaume, la plupart enfin députés, sénateurs, hauts fonctionnaires du syndicalisme, du monde agricole, des banques qui le financent.

Sous la houlette d'Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture socialo-gaulliste, ce petit monde va lancer ce qu'on a appelé une politique des structures (par opposition à la politique des prix), qui consistait à financer les exploitations jugées aptes à soutenir la concurrence étrangère pour en accroître la production et en améliorer la productivité. Cela compte tenu de la politique agricole commune du marché commun, la PAC qui allait devenir de plus en plus complexe avec ses systèmes de quota, d'aides, de compensations, etc. Et compte tenu aussi de prêts bonifiés garantis par l'Etat, le crédit étant strictement encadré, puis d'une réforme des financements menée, Michel Debré étant ministre des Finances à partir de 1966. Elle a étendu les compétences du Crédit agricole pour finir par en faire une banque de plein exercice. Si l'on suit chronologiquement tous ces processus, on note souvent d'excellentes intentions, à tout moment, chez beaucoup de ceux qui y ont participé. Mais également, à très peu d'années d'intervalle, des contradictions douloureuses : ainsi on a révolutionné l'exploitation agricole traditionnelle, par la formation technique et l'investissement massif, ce qui signifie un endettement tout aussi massif, le tout pour accroître la production qui était insuffisante : puis, quelques années plus tard, quand elle est devenue pléthorique, il a fallu trouver des solutions pour la limiter, pendant que la dette et les problèmes sociaux continuaient à courir.

Une figure emblématique de cette époque, de cette politique, de cet état d'esprit est Lucien Douroux, syndicaliste paysan qui travailla trente ans au Crédit agricole et en finit président. Une ascension extraordinaire pour un garçon qui avait dû quitter l'école à quatorze ans, trop pauvre pour continuer. L'homme est né à Prudent, hameau proche de Thiers, dans la ferme paternelle, sur une terre difficile à flanc de montagne qui portait du seigle et de la patate, quelques vaches, le cochon et la volaille. La vie y était libre mais dure. Il fallait travailler en plus, l'hiver, dans la coutellerie (à domicile), pour s'en sortir. Il s'y est essayé, de même qu'il a appris à faucher à la main. C'est avec soulagement qu'il trouve une place, à dix-sept ans, dans une usine, tout en continuant à donner des coups de main à la ferme et à militer à la JAC. Puis, en 1954, c'est le service militaire, deux ans au Maroc comme rampant dans l'armée de l'air. En 1956, il rejoint Michel Debatisse au secrétariat national de la JAC. A nous deux Paris ! C'est un bosseur. Dans le mouvement. En formation avec des jésuites de gauche. Au journal où il écrit des articles de gauche, contre la guerre d'Algérie notamment. Dans les clubs où il s'inscrit et rencontre des gens de gauche. En particulier au club Jean Moulin. Cela lui fera d'utiles relations pour plus tard, Nora, Delors. Il n'y aura pas d'énarque à la tête du Crédit agricole avant

Jacques Mayoux, en 1963. Ce n'était pas nécessaire. Le petit monde de l'agriculture de progrès grenouille entre gens qui se sont connus dans les mêmes mouvements de jeunesse, les mêmes syndicats, et se retrouveront ensuite dans les cabinets, les ministères, les banques, les organisations professionnelles. Les énarques n'y ajouteront qu'un supplément de technocratie.

La complaisance sans réserve de Douroux pour le progrès technique s'explique par son origine : quand on a trimé à l'ancienne, on n'a pas la nostalgie du hameau de Marie-Antoinette, on ne se fait pas de trip La Laitière comme un bobo parisien. Hélas, le souvenir de ses fatigues et la fierté de son ascension, il chasse avec les princes de ce monde, lui font oublier qu'ils coïncident avec la fin des paysans, pour reprendre une expression d'Henri Mendras. La réussite personnelle a ainsi aveuglé toute une génération de politiques et de technocrates. Elle a planifié, puis justifié, ce que je nommerais volontiers la Shoah de la paysannerie française. Au nom du progrès. Le CNJA s'est flatté à l'époque de vaincre la résistance des "traditionalistes" qui souhaitaient le maintien des paysans à la terre (ils représentaient alors encore le quart de la population active). Or, si l'on peut se réjouir que la productivité agricole ait été multipliée par six en cinquante ans, on doit déplorer qu'un socle de population paysanne n'ait pas été maintenu. C'est évident du point de vue politique et moral, non moins vrai du point de vue des coûts induits par la désertification (services publics, etc.). Aujourd'hui que la folie de l'idéologie progressiste est un peu retombée, le public redécouvre la vertu des circuits courts, de la diversité, de la qualité, toutes choses qui préexistaient, moins chères et mieux assurées, avant la révolution des années soixante, de même que l'immense entretien du paysage dont se chargeait la paysannerie par sa seule existence. De même découvre-t-on les dangers d'une agriculture déraisonnable, avec ses engins surdimensionnés, son irrigation excessive, ses élevages en batterie, ses OGM aujourd'hui, sa viande aux hormones demain, et toutes les plaies que le traité transatlantique accepté par le parlement européen apportera. Toutes ces maladies et tous ces manques sont les enfants de l'illusion technocratique et européenne des années soixante, que partageaient les planistes optimistes de l'agriculture de progrès. Leur *forma mentis* ne leur permettait de freiner ni les excès de la technique, ni la part excessive du grand commerce international, avec ses fluctuations et ses contraintes, dans la gestion de la terre. Les paysans du type Douroux ont aidé spéculateurs et industriels à leur imposer leur manière de voir et d'agir, ils ont fait entrer la paysannerie en esclavage avant de la suicider à petit feu : quand il n'y a presque plus de Jacques, le système ne craint plus les jacqueries.

Aujourd'hui notre agriculture, comme le reste de l'activité française, se trouve donc soumise aux normes de l'industrie et de la finance, à la contrainte conjuguée du libéralisme et du socialisme, dans la main du normocrate et du spéculateur — dont on s'abstiendra, faute de place de faire une description sombartienne. On se bornera à conclure que, si l'on veut sortir de « la crise de la viande », il faut et il suffit de rétablir le droit du sang et du sol face à la loi de l'or.

RIVAROL.COM

Dès le mardi soir, vous pouvez consulter notre site Internet pour vous assurer que notre hebdomadaire a bien paru, en connaître le sommaire, lire l'éditorial et le billet hebdomadaire, consulter l'agenda et le courrier des lecteurs.

Pour toutes les correspondances administratives, utiliser l'adresse <contact@rivarol.com>, l'adresse <jeromebourbon@yahoo.fr> étant réservée au courrier rédactionnel.